

**AFRICA
DEVELOPMENT
AFRIQUE ET
DEVELOPPEMENT**

Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

The Political Economy of Conflicts in Africa (II)
Economie politique des conflits en Afrique (II)



AFRICA DEVELOPMENT AFRIQUE & DEVELOPPEMENT

Guest Editor / Rédacteur en chef invité
Jean Marc Ela

Editorial Assistants/Assistants d'édition
Khary Fall Cissé
Sulaiman Adebawale

Editorial Board/Comité de Rédaction
C.L.S. Chachage • Tayeb Chentouf • Mohmoud Abdel Fadeel
• Amel Hamza • Sam Moyo • Paul Nzete • Fatou Sow

CODESRIA would like to express its gratitude to the Swedish Development Co-operation Agency (SIDA/SAREC), the International Development Research Centre (IDRC), the Mac Arthur Foundation, the Carnegie Corporation, the Norwegian Ministry of Foreign Affairs, the Danish Agency for International Development (DANIDA), the French Ministry of Cooperation, the Ford Foundation, the United Nations Programme for Development (UNDP), the Rockefeller Foundation, the Prince Claus Fund and the Government of Senegal for support of its research and publication activities.

Le CODESRIA exprime sa gratitude à l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA/SAREC), au Centre de recherche pour le développement international (CRDI), à la Fondation Mac Arthur, à Carnegie Corporation, au ministère norvégien des Affaires étrangères, à l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA), au ministère français de la coopération, à la Fondation Ford, au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), à la Fondation Rockefeller, au Fonds Prince Claus et au Gouvernement du Sénégal pour l'assistance qu'ils lui ont apportée dans ses activités de recherche et de publication.

Typeset and Printed by CODESRIA
Cover designed by Aïssa Djonne

**AFRICA DEVELOPMENT
AFRIQUE & DEVELOPPEMENT**

**A Quarterly Journal of the Council for the
Development of Social Science Research in Africa**

**Revue trimestrielle du Conseil pour le développement de la
recherche en sciences sociales en Afrique**

**Governance Institute 1997
Institut sur la Gouvernance 1997**

**The Political Economy of Conflicts in Africa
Economie politique des conflits en Afrique
(II)**

***Guest Editor / Rédacteur en chef invité*
Jean Marc Ela**

Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

Africa Development is the quarterly bilingual journal of CODESRIA. It is a social science journal whose major focus is on issues which are central to the development of society. Its principal objective is to provide a forum for the exchange of ideas among African scholars from a variety of intellectual persuasions and various disciplines. The journal also encourages other contributors working on Africa or those undertaking comparative analysis of developing world issues.

Africa Development welcomes contributions which cut across disciplinary boundaries. Articles with a narrow focus and incomprehensible to people outside their discipline are unlikely to be accepted.

The journal is abstracted in the following indexes: *International African Bibliography*; *Documentatieblad*; *Abstracts on Rural Development in the Tropics*; *Documentationseliens Africa*; *A Current Bibliography on African Affairs*.

Afrique et Développement est un périodique trimestriel bilingue du CODESRIA. C'est une revue de sciences sociales consacrée pour l'essentiel aux problèmes de développement et de société. Son objectif fondamental est de créer un forum pour des échanges d'idées entre intellectuels africains de convictions et de disciplines diverses. Il est également ouvert aux autres chercheurs travaillant sur l'Afrique et à ceux se consacrant à des études comparatives sur le tiers monde.

Afrique et Développement souhaite recevoir des articles mobilisant les acquis de différentes disciplines. Des articles trop spécialisés ou incompréhensibles aux personnes qui sont en dehors de la discipline ne seront probablement pas acceptés.

Les articles publiés dans le périodique sont indexés dans les journaux spécialisés suivants: *International African Bibliography*; *Documentatieblad*; *Abstracts on Rural Development in the Tropics*; *Documentationseliens Africa*; *A Current Bibliography on African Affairs*.

All editorial correspondence and manuscripts should be sent to:

Tous les manuscrits et autres correspondances à caractère éditorial doivent être adressés au:

The Editor/Rédacteur en Chef
Africa Development / Afrique et Développement
CODESRIA, B.P. 3304, Dakar, Senegal.
Tel: (221) 825 98 22 / 825 98 23 - Fax: 824 12 89
Email: codesria@Sonatel.senet.net

Subscriptions/Abonnements

(a) African Institutes/Institutions africaines:	\$32 US
(b) Non African Institutes/Institutions non africaines	\$45 US
(c) Individual/Particuliers	\$30 US
- Current individual copy / Prix du numéro	\$ 7 US
- Back issues / Volumes antérieurs	\$10 US

Claims: Undelivered copies must be claimed no later than three months following date of publication. CODESRIA will supply missing copies when losses have been sustained in transit and where the reserve stock will permit.

Les réclamations: La non-réception d'un numéro doit être signalée dans un délai de trois mois après la parution. Nous vous ferons alors parvenir un numéro de remplacement dans la mesure du possible.

ISSN 0850 3907

Contents / Sommaire

Guerriers et marchands : éléments pour une économie politique des conflits en Afrique	
Hakim Ben Hammouda.....	1
Enjeux économiques, conflits africains et relations internationales	
Mamadou Koulibaly	19
Resources, Population and Conflicts : Two African Case Studies	
Cyril I. Obi.....	47
Ethnicity, Governance and Prevention of Conflict: State of the Issue and Research Perspectives	
Eric Masinde Aseka	71
Vers une économie politique des conflits au ras du sol	
Jean-Marc Ela	103
Civil-Military Relations in the Transition to Democracy : The Case of Mozambique	
Joao Bernardo Honwana	135
 Book Review	
The Lugano Report: On Preserving Capitalism in the 21st Century	
Claudio Schuftan.....	177

Guerriers et marchands : éléments pour une économie politique des conflits en Afrique

Hakim Ben Hammouda*

Abstract: This article focusses on the study of the new forms of conflict in Africa and their determinants — the new intra-state conflicts which have replaced the Cold-War induced conflicts. The new conflict situations in some countries have become a means for the dominance of politics of closure, a closure of spaces and a hindrance to political transition processes and mechanisms.

Une nouvelle conflictualité en Afrique

On assiste aujourd'hui à une recrudescence des conflits sur l'ensemble du continent africain¹. En effet, si la chute du mur de Berlin a facilité la résolution de certains conflits dont la dynamique dépendait de l'extension des clivages de la guerre froide en Afrique (exemple du Mozambique ou de l'Angola), on a enregistré par contre l'émergence d'un grand nombre de nouveaux conflits qui présentent des caractéristiques différentes des précédents. La persistance des conflits en Afrique, en dépit de la disparition des protagonistes de la guerre froide, montre que la dynamique de ces conflits n'était pas guidée par la tropicalisation de ce conflit, mais qu'elle trouve également son explication dans des facteurs locaux et internes.

* Administrateur principal de Programme, département bourse et formation, CODESRIA.

1 Plusieurs revues ont consacré des numéros spéciaux aux conflits en Afrique dont, «L'Afrique face aux conflits», *Afrique contemporaine*, No. 180, octobre-décembre 1996; «Les conflits en Afrique», *Relations internationales et stratégiques*, No. 23, automne 1996; «Terrorisme et violence pratique», *Confluences méditerranées*, No. 20, hiver 1996-97.

En effet, on constate de plus en plus l'émergence de conflits locaux et éclatés. Bien sûr, ces conflits sont influencés par l'évolution de la situation internationale, mais leur dynamique est néanmoins déterminée par les acteurs locaux. A partir de là, il devient important et nécessaire d'étudier et de comprendre les motivations et les objectifs des différents acteurs: gouvernements, populations, mouvements de guérillas, réfugiés... En effet, l'étude des conflits doit

connaître, précise J.C. Rufin, les déterminants historiques et géographiques qui, localement, rendent compte de l'émergence des mouvements armés ; comprendre le fonctionnement politique des Etats qu'ils prennent pour cible ; analyser les raisons qui poussent tel groupe particulier à se situer en dehors du cadre politique légal et à pratiquer la lutte armée ; reconstituer l'identité et le parcours personnel et intellectuel des hommes qui conduisent ces mouvements de rébellion ou les ont inspirés, telles sont les tâches difficiles, à certains égards rebutantes, mais indispensables, qu'il faut accomplir avant de fonder quelque propos que ce soit sur la violence politique contemporaine (Rufin 1996:IV).

L'évolution de la nature des conflits en Afrique s'accompagne également d'une évolution de leurs formes de financement. En effet, devant la perte des appuis internationaux qui du temps de la guerre froide constituaient l'essentiel des financements, les mouvements armés développent de nouvelles formes de financement. Tout d'abord, ils cherchent à s'inscrire d'une manière durable dans le tissu économique local afin de se donner les moyens de continuer leurs luttes. D'autre part, on assiste à la montée de nouvelles formes de financement plus proches des pratiques criminelles. A ce niveau, les mouvements armés cherchent à exploiter la commercialisation illégale de biens ou de services licites ou illicites pour financer leurs activités (drogues...). D'autres mouvements de guérilla pratiquent un racket et un pillage systématiques des ressources des populations contrôlées. Ainsi, sont éloignés les temps où le guérillero, nourri d'idéaux humanistes et révolutionnaires, n'avait pour objectif que de se mettre au service des populations! On est donc de plus en plus en présence d'un nouveau type de guérillero dont la pratique et l'idéologie sont plus

proches des pratiques des commerçants et moins marquées par les idéaux passés.

Les changements ne se limitent pas à la dynamique des conflits et à leur mode de financement, mais touchent également les référents idéologiques des mouvements de guérilla. En effet, si ces mouvements de guérilla accordaient dans les années 1960 et 1970, une importance particulière à leur orientation idéologique qui constituait une des bases d'identification et de différenciation entre ces mouvements, cette dimension semble moins présente dans les années 1980. Ainsi, du guévarisme, au maoïsme en passant par le nationalisme, l'éventail idéologique était assez large et les mouvements de guérilla y puisaient référents et sources de légitimation. Or, aujourd'hui on assiste à une dilution de ces références idéologiques et les nouveaux mouvements de guérilla se satisfont de quelques orientations assez larges et parfois ambiguës. Cet affaiblissement du référent idéologique accorde à ces mouvements une plus grande marge de liberté et d'action, et leur permet de contourner les rigidités qu'imposait par le passé un cadre idéologique clair et cohérent. Ceci est d'autant plus important que l'affaiblissement des soutiens financiers extérieurs amène les nouveaux guérilleros à mettre en place des logiques de pillage en contradiction avec les référents idéologiques de jadis.

Enfin, la dernière caractéristique des nouveaux mouvements de guérilla à partir de la fin des années 1980 est leur grand morcellement. En effet, les guérillas des années 1960 et 1970 obéissaient, au niveau de leur organisation, au cadre léniniste qui exigeait un centralisme fort. Ainsi, le principe de «centralisme démocratique» soumettait les différents échelons des organisations à une hiérarchie stricte. Dans ces mouvements, le contexte du conflit aidant, l'aspect démocratique s'est rapidement effacé devant la centralisation, ce qui donnait lieu à des organisations fortement autoritaires, avec une subordination totale des échelons inférieurs aux échelons supérieurs dans la pure tradition

stalinienne. Cette dépendance était d'autant plus forte que les niveaux inférieurs de la hiérarchie dépendaient des échelons supérieurs dans leur financement. En effet, c'est la direction qui négociait et gérait l'aide et l'appui financier internationaux et, les distribuait par la suite aux différents secteurs de l'organisation. De ce point de vue, la direction pouvait «étouffer» matériellement des secteurs «insoumis». Or, la faiblesse et la disparition des apports externes ont renversé le rapport des forces dans les nouveaux mouvements de guérilla, et font que de plus en plus les directions dépendent et vivent même à la charge des secteurs qui ont le contrôle des ressources financières. Ainsi, les fractions qui ont en charge le trafic de drogue ou le contrôle d'un port ou d'un aéroport ont un rapport de forces plus favorable avec leurs directions et échappent à leurs contrôles. Parfois même, on assiste à la montée de chefs de guerre locaux qui, sur la base du contrôle d'une ressource économique (mine de diamants...), maîtrisent des espaces géographiques très limités (parfois un quartier...) et s'affranchissent par conséquent de toute subordination à un organe central. D'où un grand morcellement des conflits qui explique en partie la difficulté de leurs résolutions (ONU et le règlement des crises 1994; Abdallah 1996; Zartman 1990).

En un mot, tant du point de vue de leurs natures, que de leurs financements ou de leurs référents idéologiques et leurs formes d'organisation, on assiste depuis le milieu des années 1980 à l'émergence de nouveaux conflits et de nouveaux mouvements de guérilla en Afrique. Ce renouvellement de l'objet d'étude exige un renouvellement important des réflexions et des études sur les conflits en Afrique.

Difficultés d'étude de la nouvelle conflictualité

Les mutations des conflits rendent leurs études plus complexes. En effet, depuis la chute du mur de Berlin et le déclassement de la grille idéologique dans l'analyse des conflits, il devient de plus en plus

difficile de construire une grille explicative et capable de saisir la diversité et la pluralité des conflits en Afrique. Certains ont essayé de substituer des grilles «ethnistes» aux grilles idéologiques obsolètes. Or, avec l'étude concrète des conflits dits ethniques comme celui du Rwanda ou du Burundi, on se rend rapidement compte de l'incapacité de cette grille à expliquer et à comprendre l'émergence et le développement de ces conflits (Hammouda 1995; Braeckman 1996). En effet, les «machettes» des Interahamwe au Rwanda en 1994 ne faisaient pas de différence entre les tutsis et les hutus modérés. Au-delà de l'ethnicité, toutes les forces militant pour une plus grande ouverture du champ politique et la reconstruction d'une société pluraliste et démocratique étaient visées. Au nom de l'ethnisme, c'est la citoyenneté qu'on voulait assassiner par ce massacre à grande échelle!

Ainsi donc, l'étude des conflits en Afrique souffre de l'inexistence de grilles analytiques capables de construire leur logique ainsi que leurs enjeux. La construction d'une nouvelle grille est d'autant plus difficile que, comme nous l'avons souligné, ces conflits sont en pleine mutation avec l'émergence d'une nouvelle génération de conflits qui se substituent aux conflits des années 1960 et 1970. Un monde donc en pleine mutation et un objet difficile à construire et à appréhender ! Un paysage chaotique et en pleine décomposition faisant penser à un champ après la bataille : voilà la réalité des conflits en Afrique des années 1990 ! La complexité des situations et la difficulté de construire sa cohérence font que «les termes de 'guérillas dégénérées', de 'syndromes mafieux', précisent F. Jean et J.C. Rufin, tentent de restaurer cohérence et unité à la menace en enfermant dans le même concept des réalités aussi diverses que l'activité militaire de mouvements politiques armés, les pratiques violentes de certains groupes économiques criminels, voire les manifestations éruptives de certaines sectes» (Jean et Rufin 1996).

de la nouvelle conflictualité en Afrique n'est pas donc sans poser de grandes difficultés. Mais ces difficultés augmentent dès qu'on s'intéresse à la dimension économique des conflits. Tout d'abord, car les économistes cherchent à accorder aux fondements économiques le rôle central dans l'analyse des conflits. Or, même si l'économie a une place de plus en plus importante dans la nouvelle conflictualité en Afrique, il reste intimement subordonné aux champs politique et symbolique. En effet, un examen rapide des situations africaines montre que les situations de crise et de difficultés économiques ne dégèrent pas toutes en conflits armés ouverts. Au contraire, dans certains pays africains, suite aux mécanismes et procédures de succession mis en place dans les périodes de transition démocratique, le vote démocratique des citoyens et l'alternance politique viennent sanctionner l'échec économique d'une équipe au pouvoir et son incapacité à apporter des réponses adéquates aux crises économiques (exemple : le Bénin). Dans d'autres pays, les mécanismes de contrôle et de domination gardent, en dépit de l'affaiblissement de l'Etat, leur efficacité et empêchent la traduction en termes politiques des échecs économiques (Nigeria, Togo, Guinée...). Enfin, dans d'autres pays, la crise économique a accéléré la déstructuration de l'Etat, voire son déperissement et l'ouverture de conflits armés (Somalie, Liberia...).

Il s'agit donc d'accorder aux aspects économiques la place qui leur revient dans l'analyse des conflits en Afrique. Le champ économique assure aux conflits les moyens de se perpétuer et de se reproduire. Par ailleurs, le contrôle des mécanismes financiers et leur distribution aux populations participent au processus de légitimation des pouvoirs en place ou des mouvements armés dans les camps de réfugiés.

Cependant, l'étude des questions économiques des conflits rencontre un grand nombre de difficultés. La première est liée au fait que l'économie des conflits n'a pas fait jusqu'à présent l'objet d'études sérieuses. Par ailleurs, les acteurs (mouvements armés ou forces

régulières) refusent de quitter le champ symbolique des conflits et d'aborder les questions économiques. L'étude de cet aspect permet de mettre à nu les différents mécanismes de financement des mouvements armés, et peut dans la plupart des cas les discréditer.

D'autre part, l'économie politique n'a pas encore abordé ces nouveaux conflits et n'a pas, par conséquent, forgé les outils nécessaires à leur étude. L'économie politique s'est plus intéressée aux conflits classiques entre Etats, et a pu à ce niveau produire quelques études intéressantes. Mais, l'étude des conflits locaux entre des mouvements armés et des Etats affaiblis, dans un contexte de sous-développement, n'a pas encore été abordée.

De ce point de vue, les organisations humanitaires ont été les seules à s'intéresser aux dimensions économiques des conflits dans la mesure où elles se trouvaient dans l'obligation d'avoir des estimations des besoins des populations pour planifier leurs interventions (Médecins sans frontières 1997, 1996). En effet, «au-delà des discours politiques, précisent F. Jean et J.C. Rufin, il leur (organisations humanitaires) faut comprendre la stratégie économique des acteurs du conflit pour savoir quelle sera leur attitude à l'égard des interventions humanitaires extérieures» (1996:16).

Enfin, les rares études à notre disposition sur les aspects économiques des conflits se limitent à l'étude de la gestion quotidienne de ces conflits et à leur financement¹. Cette approche, qu'on pourrait qualifier d'économie de la guerre, n'aborde pas une série d'aspects essentiels à la compréhension des conflits. Ainsi, par exemple, les origines économiques des conflits ne sont pas abordées.

Dans cette étude, nous chercherons à aborder d'une manière succincte les trois questions suivantes :

1 A ce propos l'ouvrage cité et publié sous la direction de F. Jean et de J. C. Rufin est assez significatif de cette approche qui domine l'économie des conflits.

- La première concerne cette singularité africaine qui fait que la violence politique reste une des formes importantes d'expression de la conflictualité. En d'autres termes, il s'agit de réfléchir sur les raisons qui font que la violence reste une des formes privilégiées de production du politique en Afrique.
- La deuxième question est relative à l'évolution de la nature des conflits en Afrique. Cette question nécessite un examen plus précis des différents conflits depuis la fin des années 1950 jusqu'à nos jours. Cet examen nous permettra de faire ressortir avec précision les principales caractéristiques des conflits et nous autorisera à opérer des classements afin de distinguer les différents types de conflictualités en Afrique. En d'autres termes, il s'agit pour nous de savoir si on peut parler en Afrique dans les années 1980 d'une nouvelle conflictualité et en quoi se distingue t-elle des conflictualités antérieures?
- La troisième question est relative à l'économie des conflits proprement dite. A ce niveau, nous chercherons à savoir si l'évolution de la nature des conflits en Afrique n'entraîne t-elle pas une évolution de l'économie politique de ces conflits? En d'autres termes, l'émergence d'une nouvelle conflictualité en Afrique dans les années 1980 se traduit-elle par l'émergence de nouveaux mécanismes économiques qui sont à l'origine des conflits et leur donnent les moyens de se perpétuer et de se reproduire?

Conflictualité et production du politique en Afrique

Après les indépendances, la construction de l'Etat-nation devient dans l'ensemble des pays africains l'objectif des pouvoirs post-coloniaux. Cette forme d'organisation de la société devait permettre à ces pays de dépasser les appartenances et les allégeances multiples des populations pour les unifier dans un cadre où l'exercice et la légitimation du pouvoir s'effectuent sur des bases nationales. La construction de l'Etat post-colonial a suscité les premières formes de conflits en Afrique. Il

faut souligner tout d'abord les conflits liés au découpage territorial hérité de la colonisation (ex : les conflits entre le Nigeria et le Cameroun...). D'autre part, la décolonisation a également été à l'origine d'un grand nombre de conflits entre les différentes fractions des mouvements de libération nationale entre des fractions radicales et des fractions plus modérées et plus proches des pays occidentaux (Cameroun, Zaïre...).

Mais, en dépit de ces conflits, l'Etat post-colonial a pu se structurer et se mettre en place. En effet, durant les premières années de l'indépendance, on va assister à un développement rapide et à une extension des sphères d'influence des Etats dans la plupart des pays africains. Or, ce processus de construction de l'Etat-nation, après un court intermède démocratique, s'est accompagné d'une forte limitation de l'espace politique, et sa monopolisation par l'Etat et les partis uniques au pouvoir. Ainsi, l'Etat supplante l'ensemble des acteurs sociaux et des institutions hérités de la lutte anti-coloniale, et s'installe au cœur de l'espace politique et social local. Il s'établit ainsi comme le vecteur du changement et de la modernisation politique et sociale. Cette monopolisation était justifiée par l'hétérogénéité religieuse, ethnique ou sociale des populations locales. Dans cette perspective, la lutte contre le sous-développement expliquait le discours dominant, exigeait une unification et une mobilisation de l'ensemble des composantes de la population autour de l'Etat, agent neutre et missionnaire de la modernité. Ainsi, l'Etat tente d'édifier son hégémonie sur le champ politique et social, et cherche à assujettir l'ensemble des acteurs sociaux à son action.

L'Etat post-colonial sera renforcé à partir de la fin des années 1960 avec l'africanisation de la guerre froide. En effet, l'extension à l'Afrique du contexte de la guerre froide a fourni aux Etats africains les moyens politiques et économiques pour consolider leur hégémonie et leur domination. Ainsi, la dérive autoritaire de tous les Etats africains

dans les années 1970 était justifiée par les menaces communistes ou la lutte contre les intérêts impérialistes.

Mais, il faut souligner que l'Etat post-colonial a réussi, faute d'hégémonie, à établir un pacte social avec les populations. En effet, en contrepartie d'une allégeance politique, l'Etat s'engage dans un processus de développement économique et social afin de satisfaire les besoins fondamentaux des populations. Il s'agit, dans ce contexte, d'un compromis où l'adhésion des gouvernés est déterminée par l'évolution des capacités distributives de l'Etat. Par ce compromis, les populations cédaient leurs droits politiques, en contrepartie de la satisfaction de leurs droits économiques et sociaux. Ce pacte social n'est pas, comme nous le remarquons, fondé sur les principes de l'égalité politique et de la représentation caractéristiques de la modernité politique, dont pourtant se réclament les Etats post-coloniaux en Afrique. De ce point de vue, les ressources perçues servaient à acquérir la soumission et l'obéissance de la population. Ce pacte social et cette allégeance au moins formelle des populations en contrepartie des droits économiques et sociaux sont des conditions essentielles de la stabilité politique dans la plupart des pays sous-développés.

Cependant, en dépit de ces aménagements, l'Etat post-colonial n'a jamais pu imposer son hégémonie sur les sociétés, et de nombreuses fractions de la population n'ont pu être capturées par l'Etat. Ainsi, on va assister dès le début des années 1980 à la montée de la contestation politique et à une forte remise en cause par divers mouvements sociaux de la domination du politique exercée par l'Etat. Cette contestation sera renforcée par la crise économique qu'ont connue tous les pays africains au début des années 1980 et la réduction de leurs capacités distributives. En effet, le désengagement de l'Etat de la sphère de satisfaction des besoins dans les années 1980 suite à l'application des Programmes d'ajustement structurel va rompre les conditions de cette stabilité politique.

Ainsi, une période de transition est ouverte dans l'ensemble des pays africains dès le milieu des années 1980. Ces transitions ont pris une diversité de formes et de procédures. Dans certains pays, les pouvoirs en place ont su gérer la contestation et mettre en place des mécanismes qui ont assuré une transition vers des formes légales et rationnelles d'exercice du pouvoir (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, ...). Dans d'autres pays, la forte contestation démocratique a pu imposer un changement de régime politique (Congo, Bénin, Madagascar...). Pour d'autres pays, la résistance des dictatures aux pressions démocratiques et aux mouvements sociaux a bloqué toute transition légale et a remis à l'ordre du jour les coups d'Etat comme mécanisme de succession politique (le Mali). Enfin, dans d'autres pays, la crise de l'Etat et la résistance des fractions qui la dominent ont limité toute forme de transition pacifique, et ont ouvert une période de violents conflits qui ont entraîné la désintégration de l'Etat et son extinction (Somalie, Liberia, Rwanda...).

Ainsi, la contestation de l'Etat et l'absence de mécanismes institutionnels de régulation du politique capables d'assurer de véritables transitions pacifiques se sont traduites à partir du milieu des années 1980 par l'émergence d'une troisième génération de conflictualité en Afrique. Les conflits et la violence deviennent de plus en plus des moyens de production du politique en Afrique.

En définitive, l'histoire politique récente montre que la guerre et la conflictualité se sont érigées en principaux moyens de production du politique en Afrique. En effet, les conflits armés avec les voisins deviennent un moyen de construction de l'identité nationale et de légitimation des jeunes Etat-nations. Par ailleurs, l'autoritarisme de certains pouvoirs politiques et l'inexistence de moyens légaux de transition ont amené certains groupes à user de la violence pour imposer une plus grande ouverture du champ politique.

Mais il faut souligner la facilité avec laquelle les différentes fractions en conflit arrivent à mobiliser des jeunes pour construire leurs milices. La plupart de ces jeunes n'intègrent pas ces milices pour des raisons politiques ou idéologiques, mais plutôt pour des raisons économiques. En effet, dans un contexte de chômage et d'exclusion, la guerre devient pour ces jeunes une source d'accumulation et d'accès à des modes de consommation desquels ils étaient exclus. Dans la stratégie de survie des jeunes, la guerre devient un moyen d'accès à la modernité.

Les conflits trouvent leurs fondements dans les réalités africaines. La faiblesse de l'Etat-nation, l'accroissement de son autoritarisme suite à sa délégitimation et le sous-développement économique font que la guerre devient le moyen privilégié de production du politique en Afrique.

Evolution de la nature des conflits en Afrique

En ce qui concerne la nature, nous suggérons l'hypothèse de la succession de trois types ou trois générations de conflictualité dans l'histoire contemporaine du continent africain. La première génération est liée à la gestion de l'héritage colonial dans les années 1950 et dans la première moitié des années 1960. Il s'agit de conflits inter-étatiques liés au découpage du mouvement de libération nationale. Nourris de l'idéologie nationaliste, ces conflits avaient pour objectif le contrôle de l'Etat-nation et l'accroissement de sa domination territoriale. Ces conflits ont joué un rôle important dans la consolidation de l'Etat-nation à travers, soit l'élimination des fractions rivales, soit par le biais de l'accroissement du sentiment national et de l'identification des différentes populations composant le territoire dans l'Etat-nation.

Plusieurs types de conflits s'inscrivent dans cette première génération qu'on qualifiera de conflits de légitimation de l'Etat-nation, dont ceux opposant le Sénégal et la Mauritanie, le Mali et le Burkina

Faso, le Tchad et la Libye, le Nigeria et le Cameroun, le Maroc et l'Algérie... Ces conflits n'ont pas totalement disparus et sont entretenus par les pouvoirs en place surtout dans les périodes de crise. En effet, les pouvoirs usent de ces conflits et « la nécessaire unité de la nation contre l'ennemi » pour reconstruire leur légitimité.

La deuxième génération de conflits qui a dominé le champ politique en Afrique de la fin des années 1960 jusqu'au début des années 1980 correspond à l'extension en Afrique du contexte et des enjeux de la guerre froide. A ce niveau, on faisait face à une violence, qui avait certes ses raisons internes, mais dont les acteurs disposaient de l'appui de l'un des protagonistes de la guerre froide. A ce niveau, l'idéologie nationaliste des acteurs s'accompagne de référents à d'autres univers idéologiques comme le marxisme révolutionnaire ou la lutte anti-communiste. La deuxième génération de conflits en Afrique est interne aux Etats et oppose les pouvoirs en place à des guérillas soutenues dans la plupart des cas par l'un des protagonistes de la guerre froide comme la guerre en l'Angola ou au Mozambique (Geffrau 1990; Laïdi 1986).

Enfin, une troisième période de conflictualité s'ouvre à partir de la fin des années 1980 et après la chute du mur de Berlin. Il s'agit de conflits locaux et ne disposant pas d'appuis internationaux. Ces conflits contestent l'hégémonie et la domination exercées par l'Etat sur le politique et dégénèrent en conflits armés ouverts devant l'incapacité des Etats à définir des mécanismes de négociation et de régulation pacifique de l'ordre politique.

L'objectif principal de ces conflits est l'ouverture du champ politique. En l'absence d'un cadre rationnel et légal assurant une institutionnalisation des successions politiques, les acteurs exclus du champ politique usent de la violence comme stratégie d'action politique. Cette action donne lieu à ce qu'on a appelé la troisième génération de conflictualité politique. Il s'agit, d'une nouvelle

conflictualité qui se différencie par rapport aux autres conflits. Dans la plupart des cas, on est en présence de violences urbaines, effectuées par des mouvements armés contestant l'autorité centrale (Burundi) ou se disputant le contrôle du champ politique après la désintégration de l'Etat (Liberia, Somalie...). Ces mouvements, à la différence des guérillas révolutionnaires des années 1960 et 1970, n'ont pas d'orientations idéologiques claires et ne disposent pas d'appuis internationaux en dehors de certaines aides de la part des diasporas.

L'économie politique des conflits en Afrique

Le questionnement sur la nature des conflits facilite la réflexion sur l'économie politique des conflits. De ce point de vue, il faut noter que la nature des conflits exerce une forte influence sur ses formes économiques.

En effet, dans la première génération de conflits, ce sont les Etats qui constituent des parties essentielles. Dans cette économie, l'essentiel des ressources provient des ressources internes des Etats, et le rôle et la place de l'intervention étrangère et de l'appui financier externe étant plutôt marginal, même si on enregistrait ici ou là un appui de certains pays occidentaux à des acteurs de ces conflits (l'appui de la Belgique à Mobutu ou l'attitude occidentale dans la guerre du Biafra). Les Etats d'ailleurs se disputaient généralement des zones riches en matières premières afin d'accroître leur ressources en vue de la modernisation de l'économie. De ce point de vue, l'objectif essentiel de ces conflits est le contrôle des espaces géographiques.

Mais l'économie de la deuxième génération de conflits en Afrique sera caractérisée par une plus forte intervention étrangère et un appui externe aux acteurs des conflits. Les mouvements armés vont chercher à structurer une zone militaire dans un pays voisin du lieu de combat (ex : le Soudan pour les guérillas érythréennes, la Namibie et l'Afrique du Sud pour l'UNITA de Savimbi, l'Afrique du Sud pour la

RENAMO). Ces zones militaires permettent aux guérillas de recevoir l'appui militaire ainsi que des aides économiques et financières pour continuer leur combat.

Ces zones militaires seront renforcées par la mise en place de zones humanitaires ou sanctuaires humanitaires² qui permettent de protéger les populations civiles réfugiées dans les pays voisins pour fuir les combats. Ces zones jouent un rôle important dans l'économie des conflits dans la mesure où ils rendent possible pour les mouvements de guérilla de s'alimenter de l'aide apportée aux populations civiles par les organisations humanitaires ou les organismes des Nations-Unies, comme le Haut commissariat pour les réfugiés. Les mouvements armés peuvent dans certains cas contrôler l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire dans les camps (exemple des ex-FAR et des Interahamwe rwandais dans les camps du Kivu au Zaïre). Dans cette perspective, la guérilla cherche à contrôler les zones humanitaires pour pouvoir profiter de l'aide internationale pour sa survie.

Ainsi, dans certaines guerres, précise J.C. Rufin, se sont ainsi constituées durablement des économies sans production entièrement dépendantes de l'aide, dans lesquelles les mouvements armés s'assuraient un pouvoir sans partage grâce à la prise en main des circuits redistributifs.

Or, avec la fin de la guerre froide et l'émergence de la troisième génération de conflictualité on va assister à une profonde transformation des économies des conflits en Afrique. Plusieurs raisons expliquent cette évolution. Tout d'abord, l'évolution des situations politiques, notamment en Erythrée et la victoire des banyarwandas dans le Kivu, ont entraîné un démantèlement des camps de réfugiés et par conséquent la diminution du poids de ces zones dans les conflits. D'autre part, avec la disparition de l'URSS et de l'ex-bloc socialiste, les mouvements armés ont perdu un soutien international de taille.

2 Un terme utilisé par J. C. Rufin, *Les économies de guerre dans les conflits internes*, Jean F. Et Rufin J.C. (1996).

La disparition des zones humanitaires a entraîné une réduction sensible des ressources externes et une forte crise des mouvements qui dépendait essentiellement de l'aide internationale dans leur combat (exemple de la RENAMO au Mozambique). Par contre, les mouvements armés qui ont su allier l'appui international à une insertion dans l'économie locale ont pu mieux résister à cette crise (exemple de l'UNITA en Angola). Mais, d'une manière générale, la réduction de l'appui externe a amené les mouvements armés à s'orienter vers l'intérieur pour tirer les ressources nécessaires à la poursuite de leur action. Les mouvements armés peuvent d'autant plus se recentrer sur les territoires locaux que la crise de l'Etat-nation s'est traduite par un recul du contrôle qu'il exerce sur le territoire national.

Une nouvelle économie politique des conflits se met en place avec essentiellement la prédation et la criminalisation comme moyens d'action. Pour la prédation, il s'agit des pressions exercées par les mouvements armés sur les populations afin de leur soustraire les ressources nécessaires à leur action. En effet, les mouvements armés privés de soutien et d'appuis externes vont concentrer leur mainmise sur les populations locales en pratiquant un pillage et un racket systématiques (exemple le Holy Spirit Movement en pays acholi au Nord de l'Ouganda). Par ailleurs, l'accentuation de l'économie de prédation peut avoir des effets positifs du point de vue des mouvements armés dans la mesure où elle peut entraîner un apport d'aide humanitaire et internationale.

Par ailleurs, les mouvements armés se lancent dans des activités plus proches de la criminalité que de l'action politique. Ainsi, ils cherchent à exploiter la commercialisation de biens ou de services licites ou illicites pour financer leurs activités. Ces activités vont de la production et de la commercialisation des drogues, à l'exploitation et la vente de ressources locales comme les diamants, le bois ou le caoutchouc...

Du point de vue de l'économie politique, la nouvelle conflictualité en Afrique renoue avec les conflits de la première génération. En effet, parallèlement à un recentrage sur le tissu économique local, les mouvements armés changent de stratégie dans la mesure où ils ne cherchent plus à contrôler les populations et les zones humanitaires, mais les espaces géographiques. En effet, l'évolution des conditions économiques des conflits et l'importance nouvelle que prennent les ressources internes par rapport aux ressources extérieures, font que les mouvements armés passent d'une logique de guérilla insaisissable, fuyante et évitant les confrontations directes avec les forces régulières à une logique plus classique de guerre de positions pour contrôler des zones géographiques stables.

Ainsi, les mouvements de guérilla cherchent à contrôler des régions minières, des plantations, des sites archéologiques ou des voies de communication afin de construire leurs économies de prédation ou de criminalisation. Aujourd'hui, les mouvements de guérilla contrôlent une grande partie des territoires dans les pays africains (exemples du Niger, du Zaïre, de la Somalie...) (Smith 1993). Au Liberia, l'armée de Charles Taylor exploite le caoutchouc, le bois, le minerai et prélève des taxes sur les exportations illégales de diamants.

En définitive, l'étude de l'histoire post-coloniale montre que la violence est le mode de production du politique en Afrique.

En effet, durant la période post-coloniale, la première génération de conflits a joué un rôle important dans la construction de la légitimité des jeunes Etat-nations ainsi que des pouvoirs en place. L'extension de la guerre froide en Afrique a été dans les années 1960 et 1970 la source de mobilisations et de luttes politiques importantes. A partir du milieu des années 1980, certains partis d'opposition ont usé de la violence armée pour imposer l'ouverture du champ politique. Ces conflits ont été parfois à l'origine d'une destruction de l'espace public. De ce point de vue, la résolution des conflits en Afrique, condition nécessaire à une

reprise du développement, doit avant tout s'occuper de la question de la participation citoyenne à la gestion du politique. Cette transition politique est seule capable de pacifier l'espace public et d'assurer une plus grande ouverture du champ politique aux différentes catégories de la population.

Références

- Ben Hammouda H., 1995, *Burundi : histoire économique et politique d'un conflit*, Paris, l'Harmattan.
- Braeckman C. 1996, *Terreur africaine, Burundi, Rwanda, Zaïre: les racines de la violence*, Paris, Fayard.
- Geffrau C., 1990, *La cause des armes au Mozambique, anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Credu/Karthala.
- Jean F. et Rufin J.C., 1996, *Avant-propos*, F. Jean et J.C. Rufin (sous la direction), *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, p. 10.
- Laïdi Z., 1986, *Les contraintes d'une rivalité: les superpuissances et l'Afrique (1960-1985)*, Paris, la Découverte.
- Médecins sans frontières, 1997, *Conflits en Afrique. Analyse des crises et pistes pour une prévention*, éditions Complexe.
- Médecins sans frontières, 1996, *Population en danger*, Editions La Découverte.
- ONU et le Règlement des crises, 1994, *Problèmes politiques et sociaux*, no. 725, avril.
- Ould Abdallah A., 1996, *La diplomatie pyromane*, Calman-Lévy, Paris.
- Rufin J.C., 1996, *Le temps du monde rebelle*, Balencie J.M. et A. de la Grange, *Mondes rebelles. Acteurs, conflits et violences politiques*, tome 1, Amériques, Afrique, éditions Michalon, p. IV.
- Smith S., 1993, *Somalie, la guerre perdue de l'humanitaire*, Paris, Calman-Lévy.
- Zartman I. W., 1990, *La Résolution des conflits en Afrique*, Paris l'Harmattan.

Résumé: Cet article s'intéresse à l'étude de la nouvelle conflictualité en Afrique et de ses déterminants. Il s'agit des nouveaux conflits intra-étatiques qui sont venus se substituer aux conflits issus de la guerre froide. La nouvelle conflictualité devient dans certains pays un moyen de production du politique du fait de la fermeture des espaces publics et du blocage des mécanismes de transition politique.

Enjeux économiques, conflits africains et relations internationales

Mamadou Koulibaly*

Abstract: Dealing with conflicts in Africa as a problematic, this paper outlines four characteristics of conflicts in Africa: 1) that all African conflicts have economic stakes that are more or less obvious; 2) that all African conflicts are influenced by international and domestic geopolitics; 3) that African conflicts can be explained by political, economic and socio-cultural variables; and finally, that African conflicts are brought about by ill-organised, non free and fair elections.

Introduction

Il est essentiel, pour traiter du thème d'aujourd'hui, de le reformuler pour lui donner un caractère problématique. Les conflits, en Afrique, représentent l'une des principales contributions du continent africain à l'histoire récente de l'humanité. Ce continent est, en effet, très souvent devenu une préoccupation de politiques internationales soit par sa manière de traiter sa politique économique soit par ses guerres et leurs camps de réfugiés. L'Afrique est apparue très souvent comme le pays de ces gens qui, non seulement ne savent pas appliquer les Programmes d'ajustement structurel, mais aussi et surtout, ne savent ni se nourrir ni prendre en charge les conséquences de leurs erreurs et de leurs incompétences politique et économique. Dès lors, il se pose la question de la nature des conséquences des politiques économiques menées dans les pays d'Afrique. Il s'agit donc de soutenir que les conflits naissent en Afrique comme suite aux mauvaises gestions des économies. Il y a, comme nécessairement, des enjeux économiques liés aux conflits africains. Quels sont donc ces enjeux ?

* Administrateur de programme, CODESRIA, Dakar, Sénégal.

Une fois que l'on aura donc admis cette première proposition, il sera suggéré une seconde qui consistera à mettre en liaison la structure des économies en Afrique et leur système de financement de la politique économique. On pourra alors soutenir que ce système, très marqué par les relations qu'entretiennent les Etats africains avec d'autres Etats, bailleurs de fonds, crée un cadre de recherche de rente qui est susceptible d'inciter, d'entretenir et d'attiser les conflits africains.

On peut donc porter la réflexion de cette façon et reformuler le thème du jour sous la forme de: «Conflits africains: enjeux économiques et relations internationales».

Deux principales questions conduiront cette réflexion. Il s'agira d'abord de s'interroger sur la nature de l'intégration de l'Afrique à l'économie internationale et d'analyser par la suite les enjeux économiques des conflits africains.

Deux thèses seront soutenues dans ce texte. Premièrement, que les conflits africains ont des enjeux économiques déterminants et conséquents. Deuxièmement, que la liaison entre les performances économiques des gouvernements africains et les élections politiques est une des causes principales des conflits en Afrique.

Comment l'Afrique est-elle intégrée à l'économie internationale ?

La démonstration commence par admettre que l'Afrique fait l'objet d'une attention particulière dans les relations économiques internationales. Elle fait partie, dans sa totalité, de ces pays qui demandent et obtiennent du reste du monde, aide et assistance (Abbot 1970; Bauer 1984). Elle est composée, pour l'essentiel, de pays qui n'arrivent pas, malgré deux décennies de programme d'ajustement structurel, à faire face à leurs engagements contractuels. Disons que l'Afrique fait l'objet d'une grande générosité des États bailleurs de

fonds. Quelle est la théorie de cette générosité ? Comment se pratique cette bienveillance des pays développés à l'égard des pays africains ?

Théorie de l'altruisme international

Depuis la fin des années 1970, les économies africaines, incapables de rembourser leurs dettes étrangères se sont retrouvées prises dans l'engrenage des programmes d'ajustement structurel, des rééchelonnements, des fonds d'aides et des facilités renforcées.

Ces pratiques relèvent d'une certaine vision de la solidarité internationale dans laquelle les États les plus riches s'engagent à mettre à la disposition des États les plus pauvres aides et assistances. Les flux financiers internationaux en direction de l'Afrique révèlent bien l'existence de cette solidarité que nous étudierons. Une bonne perception du phénomène survient si l'on compare la nature de ces flux à celle de ceux reçus du reste du monde non développé et recevant aussi aides et assistances. Les graphiques qui suivent (voir en annexe) présentent les flux nets de ressources globales, en milliards de dollars américains, orientés vers les continents sous-développés concurrents de l'Afrique sur le marché de l'aide au développement. Ces flux sont décomposés selon la Banque mondiale (*World Debt Tables* 1996), en cinq éléments : les dons, les prêts officiels, les investissements directs étrangers, les prêts privés et les flux d'actifs de portefeuilles. A la lecture de ces tables, on s'aperçoit que pour l'ensemble des pays en développement le volume des flux est très important par rapport à ceux reçus par l'Afrique (20/200/environs).

Un constat s'impose. En Asie du Sud, avec des pays comme l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka et le Bangladesh, les flux sont plus faibles qu'en Afrique noire, mais ils ont fortement augmenté sur la période étudiée 1981-95. Avec la mondialisation, les prêts officiels ont augmenté dans cette zone, mais restent largement inférieurs aux mêmes

flux en direction de l'Afrique. En revanche, les investissements directs, les prêts privés et les placements en portefeuille ont connu dans ces contrées d'Asie, que ce soit à l'Est (voir graphiques en annexe) ou au Sud, un véritable boom, alors qu'en Afrique ces flux sont non seulement faibles, mais en plus, évoluent plus souvent à la baisse qu'à la hausse.

En Amérique latine, jusqu'au début des années 1980 la chute des flux (qui par ailleurs sont les plus importants) avait été brutale. Mais de 1983 à 1989, cette chute s'est relativement modérée grâce à une remontée des investissements directs dont la pression fera qu'en début des années 1990 les prêts privés et les capitaux à risques font leur apparition en écrasant très souvent les prêts officiels.

En Afrique noire, les composantes les plus remarquables de ces flux sont les dons (aides gratuites essentiellement) et les prêts officiels même si leurs montants sont relativement faibles. Ce sont ces deux composantes qui, sur la période étudiée se sont substituées aux autres flux. L'essentiel du financement de solidarité avec l'Afrique noire procède par dons et prêts officiels c'est-à-dire par l'aide publique au développement.

Cette aide est constituée de financements mis à la disposition des États et des gouvernements africains par les États et les gouvernements des pays donateurs que l'on désignera dans ce texte les «bailleurs de fonds». Ces bailleurs de fonds des États africains sont les gouvernements de pays développés membres, presque tous, de l'OCDE. L'altruisme est ainsi érigé en système de gestion des relations publiques internationales avec l'Afrique noire. Parfois l'on désigne même cette coopération entre États par «justice sociale internationale», comme s'il s'agissait d'un devoir moral des pays riches d'occident, anciennes puissances coloniales. Il peut être intéressant de regarder de près les intentions généralement présentées comme nobles et vertueuses et les implications de cette aide en Afrique noire.

Les intentions qui fondent les dons d'États à États

On pouvait dans la littérature tirer plusieurs fondements. Mais il semble que ce soit Adam Smith (1860) qui dans sa «Théorie des sentiments moraux» développe le premier, chez les économistes, le principe de sympathie et de prudence.

«Quelque degré d'amour de soi qu'on puisse supposer à l'homme, dit-il, il y a évidemment dans sa nature un principe d'intérêt pour ce qui arrive aux autres, qui lui rend leur bonheur nécessaire, alors même qu'il n'en retire que le plaisir d'en être le témoin». Par l'imagination l'homme est capable de se mettre à la place de son semblable affecté de différentes façons positives ou négatives même si ses sens sont affectés de façon bien moindre. La sympathie pour Smith, l'auteur de la richesse des nations, connu comme fondateur de la science économique, est capable d'accroître le plaisir et la puissance de l'homme en soulageant la douleur dans son cœur lorsqu'il partagera les sentiments d'un cœur malheureux. L'imagination affecte avec les sens la peur et l'embarras de l'homme face aux malheurs d'autrui.

Plus proche de nous, Posner (1980) estime que l'altruisme que notre sympathie pour les autres fait naître pourrait être simplement un contrat d'assurance non écrit. Il s'agirait en fait d'un égoïsme éclairé guidé par notre intérêt personnel de faire du bien à autrui pour espérer bénéficier de sa sympathie et de sa bienfaisance.

Hirshleifer (1985) ajoute à ces éléments le souci de réputation des donateurs et l'affirmation de leur statut financier, social, politique ou autres. Axelrod (1992) pense quant à lui que l'altruisme dans le temps trouve sa pérennité dans la réciprocité entre le don et le contre don. Enfin, Laffont (1975) voit dans le sentiment altruiste l'expression d'un impératif catégorique Kantien.

L'altruisme international, à ce titre peut conduire les États à effectuer des dons à d'autres États mais, il est difficile de ne pas y voir des actions intéressées de politiques internationales ou géopolitiques qui excluent les relations de commerce et tissent des collusions entre les hommes de l'État dans les pays donateurs et bénéficiaires. Le contrôle de ces flux de part et d'autre crée des situations conflictuelles entre «rent-seekers» (Bhagwati 1982; Rapport 1995) qui sont capables d'engager les États.

Les implications

L'intégration de l'Afrique (puisque la tendance se constate aussi en Afrique du Nord, mais à un moindre degré) dans l'économie internationale par la voie de l'aide publique et les prêts officiels, [Berthelemy et Girardin (1991)] si elle relève de l'altruisme pourrait avoir des implications importantes.

On pourrait remonter plus loin dans le temps et s'apercevoir que cette conception n'est pas récente. Déjà dans les années 1600 alors que Mazarin, Richelieu, Colbert et le Roi soleil régnaient sur l'Europe, l'Afrique avait bénéficié de cette sympathique coopération avec la France. Ainsi, le développement des colonies ne s'est pas fait sans arrière-pensées mercantiles surtout que Colbert investissait pour lui-même dans ces contrées, mais aussi le faisait pour son maître le Cardinal de Mazarin lui-même héritier du Cardinal de Richelieu conseiller du Roi. Un des faits marquants de l'histoire coloniale de l'Afrique noire depuis François 1er Roi de France est que, en permanence les Anglais et les Français et autres Européens se sont battus pour contrôler les ressources géostratégiques du continent africain.

On se souviendra du traité de Paris qui termine la guerre des Sept Ans et qui est signé le 10 février 1763 comme celui qui, à l'époque,

semblait avoir sonné le glas du premier empire colonial français. Selon Robert et Marianne Cornevin (1993) «le traité de Paris peut être considéré comme le plus désastreux de notre histoire : il consacrait la suprématie britannique sur mer et sur terre par l'abandon de la quasi-totalité du domaine colonial (français)».

Les ambitions mercantiles qui sont à la base de l'intégration de l'Afrique au processus de mondialisation de l'époque privilégiaient le rôle des États et des hommes politiques. La coopération internationale restera en Afrique dominée par les Rois, les Princes, les États, les chefs d'États et leurs ambitions hégémoniques. L'altruisme peut alors se présenter comme étant un des fondements micro-économiques du sous-développement africain.

L'altruiste, lorsqu'il donne à des bénéficiaires, se présente comme un bon samaritain. Mais le bon samaritain transforme implicitement les bénéficiaires de sa bienfaisance en enfants gâtés, qui pour continuer à bénéficier de l'altruisme peuvent de façon stratégique sélectionner uniquement et très souvent les politiques économiques les plus mauvaises pour leur propre bien être (Becker 1974; Bruce et Waldman 1990). L'altruiste, si l'on en croit le théorème de l'enfant gâté peut par ses dons régner sur un ensemble de bénéficiaires parasites qui simuleront l'altruisme entre eux. Il se présentera alors comme chef de famille chargé de la répartition des ressources dans le groupe ainsi constitué. L'altruisme, par incidence, pourrait alors être source de conflits entre les bénéficiaires pour accéder à des parts plus grandes des ressources mises à leur disposition par l'altruiste. La forme d'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale par l'aide, la sympathie et le don, créent inévitablement les conditions de partages conflictuels. Alors que l'échange, par le commerce assure sa propre répartition, les dons et l'aide publique au développement seront sources de conflits en Afrique. La répartition politique de cette aide d'États à États par ailleurs, peut causer une réduction d'efficacité de l'économie

bénéficiaire en général. A Yeats (1990) montre comment le traitement affectif du commerce entre les anciennes puissances coloniales et les pays africains autrefois colonies entraîne des surcoûts qui bloquent la compétitivité des entreprises dans le second groupe de pays. Le commerce dans ce type de modèle s'effectue à l'intérieur de cadres particuliers d'amitié, d'amour, d'affection, de coopération, tels que des mesures protectionnistes sont appliquées pour protéger des situations de rente qui imposent des surcoûts aux importations nécessaires à la production industrielle africaine.

Le manque de compétitivité exacerbe le chômage et réduit l'emploi, et le pouvoir d'achat. Le malaise économique grandit alors dans les économies africaines si on le mesure par la somme du taux d'inflation et du taux de chômage. C'est ce malaise économique qui sera la pierre angulaire des conflits en Afrique dans un environnement où des batailles peuvent se déclencher entre groupes d'intérêts pour le contrôle des ressources naturelles du sol, du sous-sol et de l'aide internationale. Les conflits africains ont de réels enjeux économiques internationaux qui trouvent un contexte domestique favorable.

Les enjeux économiques des conflits africains

Pour soutenir que les conflits en Afrique ont toujours et partout des enjeux économiques, il serait plus simple de proposer des hypothèses de travail avant d'apprécier la liaison entre les performances économiques des États africains, les élections politiques et les conflits.

Les hypothèses

H1: Les considérations de types stratégiques des pays riches industrialisés avec leurs corollaires de type commercial et humanitaire sont une source de conflits en Afrique. En effet depuis 1945 les pays développés ne se font plus la guerre. Ils construisent une paix armée et équilibrée par des rapports de force. De grandes et fastidieuses

négociations se déroulent entre eux (Salt, Otan, etc.) qui montrent que la paix n'est que la traduction d'un accord approximatif dans l'évaluation des rapports de force. Dans ces économies riches et industrialisées les considérations stratégiques se marient à merveille avec les motivations commerciales et humanitaires. Ces considérations influenceront l'origine des conflits africains, leur gestion et leurs conséquences politico-économiques et sociales.

Les États des pays développés apporteront leur soutien aux hommes d'affaires qui, en Afrique viendront en ambassadeurs et investisseurs, créer des entreprises et des emplois, distribuer des revenus et payer des impôts, produire et consommer. Les conflits sociaux qui peuvent se déclencher dans les économies africaines pourront donc directement frapper ou inquiéter les actionnaires des entreprises internationales ou multinationales ayant investi en Afrique. Le syndicalisme, le mouvement social, les guerres, les coups d'États, les guerres civiles les concerneront au même titre (si non plus) que les populations locales qui ne peuvent très souvent pas être évacuées.

Cette hypothèse conduit à un corollaire selon lequel les gouvernements des pays développés qui deviennent investisseurs et altruistes doivent en permanence scruter le marché politique africain pour y déceler les signes de malaises économiques, aider à leur résolution pour éviter les effets de surprise des bouleversements incontrôlés, des révolutions et des transitions démocratiques. Dans un tel contexte, l'analyse des dépenses de campagne permettra de montrer que puisque les populations africaines sont pauvres, elles n'auront donc pas les moyens pour financer des résistances solides face aux gouvernements qui abusent de l'aide internationale et gèrent mal les économies nationales (Bayart 1989). Même lorsqu'il se crée des partis politiques d'opposition, les coûts d'organisation et de campagne dépassent de très loin les recettes des adhésions et des cotisations des

membres pauvres. Ici encore, les gouvernements dont les conceptions économiques et politiques sont mises à rude épreuve par la crise demandent aides et financements aux bailleurs de fonds qui sont pour l'essentiel les États des économies développées. Dans le même temps les forces d'opposition aux gouvernements africains auront recours à des sponsors pour le financement de leur campagne et le soutien à leurs actions. Très souvent en Afrique, la théorie politique enseigne que la meilleure stratégie pour les bailleurs de fonds, sponsors, est de choisir un financement simultané et des gouvernements africains et des oppositions africaines. En cas de conflits en Afrique, les belligérants auront très souvent les mêmes sponsors. Les sponsors qui n'adoptent pas cette stratégie optimale courent le risque de se faire évincer des activités rentières lucratives qu'ils peuvent entreprendre en Afrique au cas où le groupe sur lequel ils auront misé perdrait. Cette duplicité des bailleurs de fonds dans les conflits africains n'est pas de nature à faciliter la résolution des conflits. Bien au contraire, parfois on a l'impression que la guerre des cent ans n'est pas encore terminée.

H2: *Les conflits résultent des situations économiques désastreuses et de la pauvreté.* Dans les économies africaines pauvres, gérées par des gouvernements qui se préoccupent plus de l'intérêt des bailleurs de fonds d'intérêts que l'on appelle souvent les conditionnalités de l'aide ou des Programmes d'ajustements structurels, les conflits surviendront comme conséquence de la mauvaise répartition des revenus et des fruits de l'activité économique, de l'injustice sociale dans la distribution de l'aide et donc de l'anarchie des rapports entre l'Afrique et le reste du monde.

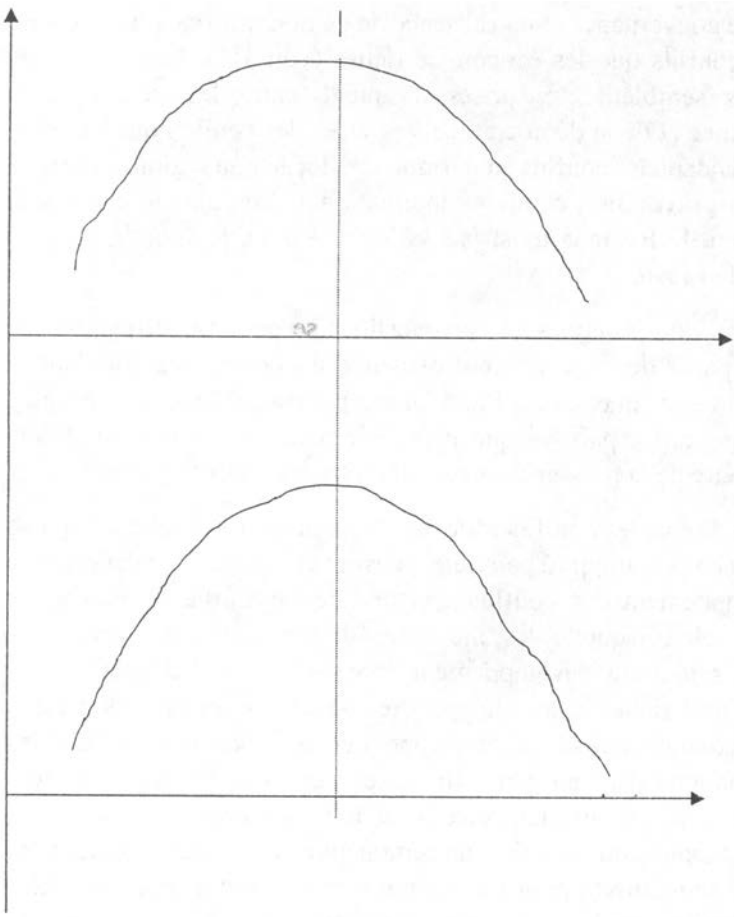
Alors la question qui survient tout de suite consiste à se demander s'il y a une relation entre le développement économique et les conflits. La situation de sous-développement incite-t-elle plus que la situation de développé à s'engager dans des conflits de types africains ?

Ces conflits de types africains sont des affrontements de groupes hostiles, armés et organisés qui s'opposent dans la durée. Le développement économique est un processus qui s'inscrit dans la durée. La bonne gouvernance et la démocratie qui caractérisent les économies développées ne donnent des effets positifs que quand elles deviennent des traits culturels d'une société. Les économies pauvres ayant une mauvaise gouvernance et une absence de démocratie ont généralement plus de conflits que les économies riches (voir H1). Les économies africaines semblent être prises au piège entre les vertus de la gouvernance et de la démocratie et les vices des conflits qui leur sont liés. Cependant, les conflits en Afrique sont locaux ou régionaux et sans influence grave sur l'équilibre international. Le Zaïre n'est pas la Tchetcheni, le Rwanda n'est pas la Yougoslavie, le Liberia n'est ni Israël ni le Liban.

Au-delà de la réponse à ces questions se pose l'interrogation de savoir à partir de quel moment dans une économie, les populations admettront-elles que les conflits violents pourraient leur apporter plus d'avantages que la paix ? A quel niveau de développement économique le baromètre de la puissance cesse-t-il d'être les conflits armés ?

Dans le cas des conflits africains, les connexions vicieuses qui se déroulent dans la trappe à pauvreté, peuvent être mises en relation avec le développement des conflits. Partons de la courbe en cloche de Kuznets selon laquelle les inégalités de revenus sont fortes aux premiers stades du développement économique. L'écart du revenu entre les plus riches et les plus pauvres s'accélère au fur et à mesure qu'une économie pauvre se développe. Les disparités régionales et les discriminations liées au genre (hommes, femmes) s'approfondissent -elles aussi. Mais cette tendance n'est pas monotone et continue. Il arrive un moment où, à partir d'un certain niveau de développement, les inégalités se réduisent pour s'estomper à un minimum incompressible justifié par les productivités inégales entre les différents stocks de

capital humain et physique. La courbe en cloche de Kuznets peut être adaptée pour les besoins de l'analyse et se présenter de la façon suivante (voir les deux schémas suivants) :



Dans ces schémas, k^* représente le capital par tête qui correspond au seuil maximum d'inégalités supportables par la société sur son chemin de développement. Au-delà de k^* , le capital par tête augmentant, l'économie se développe, mais les inégalités se résorbent et se réduisent.

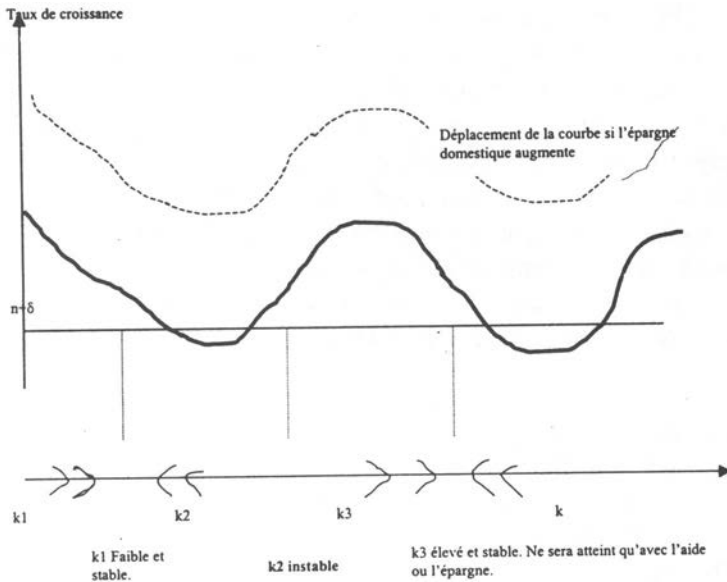
Or, ici, un des arguments de poids dans le raisonnement consiste à soutenir que les inégalités dans la répartition des revenus, des droits de propriété et donc des pouvoirs sont sources de conflits au même titre que l'aide publique au développement. Le renforcement des inégalités conduit à l'accroissement de l'occurrence des conflits. Et, plus les inégalités sont insupportables plus les risques de conflits augmentent. Il est donc possible d'établir une liaison entre d'une part le nombre de conflits ou leur intensité en termes de nombre de personnes tuées, de coûts des biens matériels détruits et d'entretien des déplacés et des réfugiés et d'autre part le niveau de développement des économies mesuré par le capital par tête.

On admettra que le niveau de capital par tête correspondant au seuil tolérable de conflits est égal à celui du seuil supportable d'inégalités. Lorsque les inégalités augmentent les conflits suivent aussi. Le stade de développement (valeur de k^*) à partir duquel les inégalités baissent correspond aussi à celui qui voit baisser les conflits jusqu'à un résidu que les règles du jeu démocratique, la négociation, la civilisation de la société sont capables de résoudre.

Cette démarche peut, à partir d'ici, expliquer pourquoi et comment jouent les interrelations entre la pauvreté et les conflits. Dans les économies africaines, en raison du mauvais agencement et de la désarticulation des systèmes de production, l'on assiste à une combinaison de rendements décroissants et croissants tout aussi mal agencés. Le développement économique dans ces pays est censé partir du secteur agricole pour se diffuser dans le secteur industriel, puis dans celui du commerce et des services. Or, du fait de la désarticulation des

économies, l'industrie et le commerce ne peuvent efficacement soutenir l'agriculture, la financer et lui fournir des facteurs de production améliorés et des débouchés solvables. Les rendements sont plus souvent décroissants en agriculture et plus souvent croissants dans le commerce et l'industrie (Murphy, Shleifer et Vishny 1989). Les agriculteurs sont les personnes les plus mal rémunérées, les plus pauvres et ne peuvent donc être des clients solvables pour le commerce, les services et l'industrie qui, eux-mêmes, sont en mal d'innovation et de compétitivité.

Dès lors, l'évolution de k tracera en liaison avec le taux de croissance des économies des variations sinusoïdales autour des freins naturels du capital par tête k . Ces variations naturelles de k visent une valeur constante à court terme du taux de croissance de la population et du taux de dégradation du stock du capital. Les niveaux élevés du taux de croissance de la population font baisser le capital par tête. Des taux élevés d'obsolescence du capital humain et du capital physique dégradent l'intensité capitaliste des économies (capital sur main d'œuvre). Si nous désignons respectivement n et δ ces deux taux, l'égalité entre leur somme ($n+\delta$) et le taux d'accumulation du capital par tête, c'est-à-dire de la part de la production par tête épargnée et réinvestie $t(k)$ correspondra à un point d'équilibre macro-économique en situation dynamique. Graphiquement on obtiendra la courbe suivante bien connue des étudiants en dynamique économique de longue période (Barro et Sala-i-Martin 1995). La différence entre $t(k)$ et ($n+\delta$) donnera donc une mesure du taux de croissance des économies en liaison avec k . Nous pouvons observer plusieurs niveaux d'équilibre pour k_1 , k_2 , et k_3 .



Cependant, compte tenu de la variation de $t(k)$ les différents niveaux de k n'ont pas la même nature. Il faut considérer ici que les niveaux faibles de k correspondent à des niveaux faibles de développement et qu'au commencement du développement économique nous avons un taux de croissance positif, car $(n + \delta)$ est supposé supérieur à $t(k)$. Mais la succession de rendements décroissants puis croissants entraîne qu'en dessous de k_1 l'économie s'acheminera vers k_1 (sens des flèches).

En k_1 , nous aurons un équilibre, mais les efforts pour faire augmenter k feront que le taux de croissance deviendra négatif, pour un moment, avant que les rendements croissants ne fassent leur apparition et étendent leurs effets de diffusion sur l'économie et en particulier sur l'agriculture. Hélas, la faiblesse économique et la pauvreté, alors que l'économie serait en train de faire des efforts pour se développer, feront dégringoler k tant que l'on n'aura pas dépassé k_2 . L'économie reviendrait alors sur k_1 plus faible comme si elle était attirée

inexorablement dans une trappe à pauvreté. L'idée de la trappe à pauvreté dans la littérature économique décrit cette situation des économies en développement qui est telle que tout effort pour sortir du sous-développement se solde en général par une aggravation de la situation. Dans la trappe à pauvreté, les conflits sont plus fréquents qu'en dehors d'elle. Les baisses de taux de croissance sont sources de conflits dans les économies pauvres. Plus il y a de pauvres, d'exclus, de personnes très vulnérables aux chocs des politiques économiques, plus il se développe l'armée de réserve des rebelles, des révolutionnaires, mais aussi des tyrans et des dictateurs.

Par ailleurs, dans les économies pauvres, les hausses de taux de croissance économique exigent de l'austérité et de la rigueur. Le partage de l'effort nécessaire peut aussi être source de conflits. Les déceptions qui suivent le retour de k de k_2 vers k_1 sont très souvent sources d'amertumes d'antagonismes et de conflits lorsqu'il n'y a plus d'alibis ou de boucs émissaires. L'existence de la trappe à pauvreté, caractérisée en Afrique par des niveaux relativement élevés de n et de δ pour des taux de croissance faibles et à forte variabilité, est en étroite liaison avec la naissance et le déroulement des conflits sur ce continent. Le taux n augmente par le jeu simultané de la polygamie, de la pauvreté et de la mauvaise éducation des populations qui retarde la transition démographique.

La croissance économique devrait permettre de résoudre les conflits africains, mais pour cela, il faut que la hausse de k soit suffisante pour dépasser k_2 de sorte qu'il ne puisse plus y avoir retour vers k_1 . Pour cela, plusieurs solutions existent parmi lesquelles l'accroissement de l'épargne intérieure, et le recours à l'épargne extérieure.

Dans le premier cas, $t(k)$ se déplacera plus haut pour se situer au-dessus de son niveau actuel donc en permanence supérieur à $(n+\delta)$. La trappe à pauvreté disparaît du même coup.

Dans le second cas, l'aide extérieure doit être suffisamment forte pour déplacer k au-delà de k_2 pour que la convergence se fasse vers k_3 et non plus vers k_1 . L'ennui est que dans le premier cas, le volume de l'épargne en Afrique ne suffit pas, sa gestion, son utilisation, sa rentabilité et sa pérennité ont aussi leur importance autant que son taux. Or, la collecte et la gestion de l'épargne en Afrique restent encore très déplorables. D'où la permanence des conflits et de la trappe à pauvreté.

Dans le deuxième cas, la problématique de l'aide refait surface avec sa nature, ses conditionnalités géopolitiques, son niveau et ses implications altruistes. A moins que de véritables capitalistes ne se substituent aux rentiers dont les intérêts dictent très souvent le maintien du statu quo et le conservatisme même au prix de la force, de la répression, de la violence donc nécessairement des conflits.

H3: Les conflits en Afrique peuvent se résoudre à l'aide de réformes économiques et politiques. Les Programmes d'ajustement structurel appliqués depuis la fin des années 1970 ne sont pas arrivés à résoudre le problème pour lequel ils ont été initiés. Les politiques de stabilisation ont réussi à réduire le solde primaire et même souvent à l'équilibrer. Parfois, il est même arrivé, surtout après les différentes dévaluations monétaires, que les taux de croissance remontent au-dessus de zéro. Mais le fond du débat se trouve-t-il là ? Fait-on l'ajustement parce qu'il est bon en soi ? Adopte-t-on des politiques de stabilisation juste pour réduire le solde primaire des opérations financières de l'État (Barro 1974) ?

Les PAS ont été adoptés parce qu'ils devraient permettre de rendre apte les économies africaines à faire face à leurs engagements internationaux et donc à rembourser leur dette. La stabilisation comme la relance économique ne sont des politiques que parce qu'elles doivent conduire au remboursement et à la réduction de la dette africaine. Pour le moment il n'en est rien. Bien au contraire, les États d'Afrique sont

devenus des États mendiants ne vivant plus que des dons et des prêts officiels, c'est-à-dire de l'aumône et de la charité internationales.

Il s'agit de réformes politiques et économiques qui iraient au-delà des PAS traditionnels devenus insuffisants. La décentralisation administrative, politique et financière pourrait réduire la crise du processus victimaire et des prétentions d'antériorité des groupes d'intérêts tribaux et ethniques «Nous étions ici avant vous, vous êtes des étrangers, alors ou vous vous soumettez ou vous partez»[] La décentralisation financière pourrait résoudre ce phénomène qui biaise et dénature la répartition des efforts d'ajustement sans faciliter le vote par les pieds, l'exode et même l'exil.

Sur une carte de l'Afrique, on se rend compte que tous les pays africains sont soit en conflits soit impliqués dans la résolution de conflits, soit vivent à proximité d'un foyer conflictuel et craignent d'être embrasés à leur tour surtout qu'ils réunissent toutes les conditions de déclenchement de conflits graves. Les affrontements armés ont lieu justement pour le contrôle des richesses naturelles ou des budgets des États (l'aide). Le diamant, l'or, le pétrole, l'uranium sont des raisons suffisantes pour déclencher des conflits. S'enrichir par le contrôle de ces sources de richesse permet de monter des lobbies suffisamment forts, des groupes d'intérêts puissants et donc de se donner les moyens d'accéder et de se maintenir au pouvoir.

Le pouvoir d'État, voilà ce vers quoi tous les conflits africains courent chercher leur source. Le pouvoir, l'accès au pouvoir, le contrôle du pouvoir, le maintien au pouvoir, l'exercice du pouvoir, la puissance du pouvoir tels semblent être le fond du débat sur les conflits en Afrique. Le diamant et le pétrole ne sont que des moyens pour s'enrichir et utiliser sa richesse pour contrôler le pouvoir qui assure la dynamique de la richesse puisqu'il permet d'accéder au patrimoine national abusivement décrété propriété des États.

Dès lors, les chefs d'États africains seront très souvent des chefs de guerre et les économies africaines des butins de guerre. La bonne gouvernance dans ces conditions se résume à la gestion à tout prix d'activités de prédateurs. L'idéal social des sociétés africaines se caractérisera alors par le kleptocrate. Les conflits en Afrique se trouvent ainsi fondés sur l'imprécision du baromètre de la puissance entre groupes rivaux prétendant au pouvoir d'État. Les réformes de politique économique devraient tenir compte des activités de rent-seeking en Afrique qui occasionnent depuis 1945 que les pays développés déplacent sur l'Afrique et sans risque, leurs rivalités commerciales, industrielles et militaires.

Les conséquences de ces conflits sont, pour les économies africaines, et cela avant tout, l'impossibilité d'appliquer des politiques macro-économiques. Ensuite viennent tous les autres effets pervers des conflits.

Effets 1 : Les destructions matérielles : elles se caractérisent par la volonté farouche de détruire les propriétés privées et les ressources essentielles des économies. Des villes sont assiégées, des villages rasés. Des raffineries de pétrole sont détruites sans qu'il n'y ait de moyens pour faire face aux catastrophes écologiques prévisibles. Les transports par chemin de fer et par route sont interceptés. Les aéroports rendus impraticables. Dans les zones de conflits, pendant et après, toute production agricole devient impossible. Les industries subissent alors des pertes sévères en hommes et en argent.

Effet 2 : Les traits distinctifs des conflits africains sont marqués par l'annihilation d'installations civiles des campagnes pour facilement assiéger les villes. Toutefois, dans les villes, les bureaux de poste et les centres de télécommunication sont coupés du reste du monde et leur destruction rend encore plus difficile la circulation de l'information au sujet de la portée réelle des conflits. Les hôpitaux et centres de santé

sont détruits eux aussi pour ne réserver les soins qu'aux combattants et même là encore.

Effets 3 : Les expulsions de civiles sont telles qu'aujourd'hui il est difficile de savoir combien d'africains sont dans des camps de réfugiés attendant l'aide humanitaire. Des régions pluriethniques deviennent ainsi, très rapidement, et par la force, des zones mono-ethniques comme si la finalité des conflits n'était que l'expulsion des populations (et non sa conséquence). Avec tous ces effets, les coûts de la santé augmentent, les coûts de production aussi, le capital humain se détruit, la croissance s'estompe et collectivement c'est une perte sèche qui est supportée.

Les décentralisations par les conflits sont moins efficaces que celles qui procèdent de la démocratie. Mais le chef de guerre une fois au pouvoir se décrète père de la nation qu'il a enfantée dans la douleur. Le totalitarisme en Afrique, est fils des conflits armés.

Les réformes de la politique macro-économique pour aller au-delà du PAS doivent éviter les premières erreurs des économistes qui ont considéré que les conflits étaient des variables exogènes que l'on étudiait essentiellement pour leurs impacts sur l'économie, l'emploi, la consommation, l'investissement, les exportations, les importations, les bourses des valeurs, etc.

Pourtant, il est possible d'endogéniser les conflits et donc d'identifier des variables qui par l'analyse économique mériteraient d'être corrigées si l'objectif c'est éviter les conflits et leurs effets pervers. Six variables au moins se révèlent importantes.

Premièrement, il y a l'instabilité politique mesurée par le nombre d'assassinats politiques, de coups d'États, de révolutions, de manifestations politiques violentes par millions d'habitants et par an. Cette variable traduit la probabilité d'une menace pesant sur les droits du fait de l'agitation politique. Lorsque l'instabilité politique augmente

l'incitation à investir baisse et la croissance se bride (voir la trappe à pauvreté).

Deuxièmement, la démocratie et l'état de droit influencent aussi les résultats économiques des nations et la nature des conflits. En élargissant ou en restreignant l'exercice des droits démocratiques et des libertés politiques, les États (gouvernements) peuvent contrôler l'émergence et le renforcement des conflits.

Cependant, en mesurant le degré de liberté de parole, de presse, de vote, d'accès aux fonctions électives, l'indice de Gastil (1987) ne trouve pas d'effet direct sur le taux de croissance. Mais les effets indirects existent car ceteris paribus la démocratie influence favorablement le niveau d'éducation, de santé, de logement et atténue plusieurs formes de distorsions économiques et sociales (North 1990).

Troisièmement, la fonction des règles juridiques et la qualité des institutions politiques forment le cadre macro-économique du développement pacifique. Le classement effectué aussi bien par Coulange (1994) que par Knack et Keefer (1994) présente l'Afrique comme un continent à risque-pays élevé. Cinq indicateurs permettent aux deux derniers auteurs de caractériser la qualité des institutions :

- Les règles juridiques : systèmes réglant le droit des affaires. Si elles sont favorables aux affaires, l'investissement et l'emploi s'améliorent.
- La corruption politique : la fréquence des pots de vin liés aux contrats internationaux, aux impôts et au degré de protection assurée par la police.
- Qualité de la bureaucratie : y compris son indépendance par rapport au pouvoir politique, elle mesure l'effectivité de la bonne gouvernance.
- Les risques d'expropriation et de confiscation sans contreparties négociées (nationalisation).

- La répudiation par l'État de ses engagements contractuels surtout en cas de changement de gouvernement.

Quatrièmement, les dépenses militaires en termes nominaux comme en pourcentage du PIB sont considérées comme de très bons indicateurs des pressions qu'exercent les guerres et les menaces de conflits sur le niveau du bien-être des populations. Lorsqu' en plus, l'on tient compte du fait que la police est militarisée et que les armées se chargent très souvent du maintien de l'ordre dans les conflits sociaux, on mesure la corrélation négative que les dépenses militaires peuvent entretenir avec la durée des conflits et leur dureté.

En outre, ces dépenses militaires dans les pays développés ayant une industrie d'armement servent généralement, lorsqu'elles augmentent, à déplacer certaines dépenses publiques vers les lobbies de l'industrie militaire et à renforcer la sécurité civile intérieure.

Parfois même, elles ont servi à lutter contre les disparités régionales à l'intérieur d'un même pays. Les connaissances scientifiques et techniques augmentent. L'industrie de l'armement, dans les pays qui en ont, à ses intérêts, ses actionnaires, ses profits, ses emplois, ses ventes et ses achats de biens et de services. Elle joue un rôle dans le secteur productif des économies et renforce la sécurité. Mais pour ce qui concerne les économies africaines, les dépenses militaires sont pour une large part constituées des traitements des différents corps. Aucun investissement industriel n'est possible (sauf peut être en Afrique du Sud). L'équipement technique des forces armées est essentiellement constitué de matériels de répression et de maintien de l'ordre public.

Des corps paramilitaires et les milices supplantent assez facilement les armées régulières avec du matériel plus performant pour la violence contre les populations. Les sommes consacrées à l'achat d'armes constituent autant de sorties de devises à tel point que des pays sous développés se sont lancés, eux aussi, dans la production industrielle des

armes de guerre bon marché qui alimentent aujourd'hui le commerce sud-sud (Brésil, Argentine, Afrique du Sud).

Il arrive aussi, qu'à défaut d'armées techniquement au point et correctement rémunérées comparées aux milices spéciales, les hommes des États africains engagent des mercenaires aux prix forts indexés sur les mines de diamant, de pétrole ou autres produits précieux du sous-sol. «Exécutive Outcome» est l'une des multinationales africaines les plus connues et les plus compétitives dans la vente de service de ce genre. Les guerres et conflits africains feront très souvent le bonheur des marchands d'armes mais resteront sans effets positifs ni sur la balance commerciale des États en conflits, ni sur l'emploi et autres agrégats macro-économiques.

Cinquièmement, l'influence d'un voisinage paisible ou conflictuel peut avoir un effet de diffusion sur les connaissances techniques, les compétences manageriales, le travail qualifié et le capital physique. C'est par exemple l'effet qu'exerce l'Afrique du Sud sur le Botswana, le Lesotho et le Swaziland de même que Hongkong sur la Chine communiste. Hélas, l'effet de diffusion joue aussi pour les accès conflictuels, les menaces militaires et les différentes formes d'instabilité politique. L'exemple actuel le plus vivant est celui de la chaîne Ouganda, Rwanda, Burundi, Zaïre, Congo, Tanzanie, Angola.

Les bonnes réformes, celles qui ont un effet positif sur la croissance se diffusent malheureusement plus lentement que celles qui ont un effet négatif de diffusion.

Sixièmement, lorsqu'on ajoute aux cinq premières variables une variable muette régionale, on remarque qu'ensemble elles expliquent aussi bien la forte croissance en Asie de l'Est que les faibles performances de l'Afrique noire. Donc, si nous connaissons les variables déterminantes de la relation entre les conflits et les réformes

économiques, il nous reste à préciser un agenda de principes de résolution des conflits en Afrique.

Cet agenda est en même temps, on s'en doute bien, un programme de réformes à entreprendre soit dans un big bang, tout en même temps, soit selon un calendrier intelligent et rapide et rigoureusement suivi.

- Donner plus de pouvoir à la majorité rurale en procédant à la précision des droits de propriété sur les terres agricoles.
- Assurer pour cela un système démocratique de partage du pouvoir politique.
- Réduire les coûts sociaux des programmes de réformes sur les populations les plus vulnérables.
- Promouvoir par l'éducation scolaire et universitaire les femmes dans les économies africaines.
- Mais avant tout cela, avoir comme unique objectif l'instauration de l'État de droit.

Performances Économiques, Élections et Conflits

La logique des hypothèses présentées permet d'admettre un postulat essentiel. La liaison entre les performances économiques d'un gouvernement et la probabilité de son élection ou de sa réélection est un des principaux canons par lesquels les conflits surviennent en Afrique. La démonstration ici sera brève. Il s'agit, en attendant de confronter ce postulat aux faits, de faire partager des présomptions fortes issues des périodes de transitions vers la démocratie en Afrique. Elles sont vérifiables (Hess et Orphanides 1995).

On ne sait pas toujours, à priori, quelles sont les factions, les groupes ou les partis politiques qui seraient les plus aptes à gagner les conflits, si tous devaient se battre perpétuellement contre tous. Il est donc plus sage de choisir les voies de conciliation conforme à la communication sincère, à la discussion courtoise et à l'honnêteté

intellectuelle. C'est donc dans la gestion de l'économie nationale et des affaires étrangères que les gouvernements devraient faire leurs preuves.

Dès lors, un gouvernement dont les politiques débouchent sur des résultats macro-économiques faibles et pervers et des politiques étrangères non maîtrisées, se lancera plus facilement dans la guerre et les conflits violents qu'il estimera mieux contrôler pour redorer son blason auprès des populations et des bailleurs de fonds. Les conflits permettent aux gouvernements de justifier l'impossibilité d'établir un bilan, une évaluation, un état des lieux par le peuple. Il ne peut donc pas y avoir d'élection ou de renouvellement de mandat.

Le conflit qu'ils déclenchent en pareil cas, leur permet de ne pas rendre compte de leur gestion aux électeurs et donc de se mettre, au nom de la sécurité publique, de la raison d'État, en situation exceptionnelle d'État d'urgence, d'État de guerre, toute situation contraire à l'État de droit. Les conflits eux-mêmes nécessitent la mobilisation de ressources importantes et coûteuses. Mais ils ont aussi des coûts sociaux (coûts des effets externes négatifs sur le bien-être des populations) énormes. Ces coûts sont ceux de la démocratie.

En régime non démocratique ces coûts contiennent aussi ceux de la mobilisation nécessaire pour éjecter une dictature ou un totalitarisme. En Afrique, ces coûts sont très élevés car les gouvernements lorsqu'ils échouent en politique économique prennent alors les dispositions pour dissuader toute rébellion, toute révolution, toute transition pacifique vers l'alternance au pouvoir.

Un leader politique (qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition) en Afrique qui présume qu'il ne peut gagner les échéances électorales avec son parti, se lancera plus probablement dans des conflits pouvant déboucher sur des négociations et des arrangements par lesquels il cessera le feu contre un partage du pouvoir avec le détenteur. Ce qui ne signifie rien d'autre qu'un retour au parti unique.

Déclencher des conflits sera une activité profitable pour un gouvernement au pouvoir si seulement le risque de sa défaite politique, en cas d'élection libre et transparente est élevé. Il se peut même que cette probabilité s'élève avec la menace de guerre. Dès lors, le gouvernement peut se lancer dans une surenchère belliqueuse si à terme le coût social qu'il impose aux populations par le biais des conflits est compensé par les rentes attendues d'une victoire militaire.

On peut déduire de cette démarche, qu'il est possible d'expliquer l'occurrence des conflits par des variables politiques et socio-économiques. La propension pour un gouvernement ou une opposition à utiliser la force majeure est liée à un indice de misère économique (Indice de Développement Humain, Indice des Libertés humaines).

La participation d'un État africain dans l'unification ou l'escalade d'un conflit est négativement reliée aux variations du taux de croissance dans le temps et positivement corrélée aux années d'élection présidentielle

Conclusion

Tous les conflits africains ont des enjeux économiques plus ou moins évidents. Les problèmes économiques africains ont des références géopolitiques internationales et domestiques. Les conflits africains sont explicables par des variables politiques, économiques et socio-culturelles. Les conflits en Afrique sont provoqués par des élections mal organisées non transparentes et peu démocratiques.

Références

Abbott, G. G., 1970. «Economic Aid as a unilateral transfert of resources.» *Journal of Political Economy*, Vol. 78, n° 6, Nov-Dec., pp 1213-1227

- Axelrod, R., 1992, *Donnant Donnant : Théorie du mouvement coopératif*, Odile Jacob, Paris
- Barro, R. J., Sala-I-Martin, X., (1995, *Economic Growth*, Mc Graw Hill.inc.
- Barro, R. J., 1974, «Are government bonds net wealth?», *Journal of Political Economy*, Vol 82, n° 6, PP. 1095-1117.
- Bauer, P. T., 1984, *Mirage égalitaire et tiers monde*, Paris, Puf.
- Bayart, J. F., 1989, *L'État en Afrique : La politique du ventre*, Fayard.
- Becker, G. S., 1974, «A Theory of Social Interactions», *Journal of Political Economy*, Vol 82, n° 6, Nov-Dec., pp. 1062-1096.
- Berthelemy, J.C. et Girardin, E., 1991, «Les nouvelles stratégies de l'allègement de la dette des pays en voie de développement», *Revue d'Économie Politique*, Vol. 101, n° 4, juillet-août, pp. 529-604.
- Bhagwari, J. N., 1982, «Directly Unproductive Profit-seeking (DUP) Activities», *Journal of Political Economy*, Vol. 90, pp. 988-1002.
- Bruce, N. et Waldman, M., 1990, «The Rotten Kid Theorem Meets the Samaritan's Dilemma.», *Q. J. E.*, février, Vol. cv, pp. 155-165.
- Buchanan, J., (1975) «The Samaritan Dilemma.» in Edmund PHELPS, (éd) *Altruism, Morality and Economic Theory*, New-York, Russel Sage Foundation, pp. 71-85.
- Cornevin, M. et C., 1993, *La France et les Français outre-mer*, Édition Thalandier Pluriel .
- Coulange, P., 1994, «Institutions et développement économique», *Journal des Économistes et des Études Humaines*, Vol.5, n° 1, mars, pp 25-52.
- Gastil, R. D., 1987, *Freedom in the World*, Westport CT, Greenwood Press.
- Hess, G. and Orphanides, A., 1995, «War Politics: An Economic, Rational – voter Framework» *Am. Eco. Rev.*, Vol.85 n°4, septembre, pp. 828-846.
- Hirshleiffer, J., 1985, «The Expanding domain of economics» *Amer. Eco. Rev.* Vol. 75, n° 6, pp. 53-68.
- Knack, S. and Ph.Keefefer, 1994, «Institutions and Economic Performance: Cross Country Test Using Alternative Institutional Measures» Unpublished paper, American University, February.
- Laffont, J. J., 1975, «Macroeconomic Constraints, Economic Efficiency and Ethics : An Introduction to Kantian Economics» *Economica*, Vol. 42, pp. 430-437.
- Murphy, K. M., Shleifer, A., Vishny, R.W., 1989, «Industriazation and the big push» *Q.J.E.* Vol. 106, n° 2, mai, pp. 503-530.
- North, D. C., 1990, «institution, Institutional change, and Economic Performance», Cambridge University Press.
- Posner, R. A., 1980, «A Theorie of Primitive Society with Special Reference to Law» *Journal of Law en Economics*, Vol. 23, avril, pp. 1-53.

46 *Africa Development*, Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

Rapoport, H., 1995, «Coordination, Altruism and Under-development» *Kyklos*, Vol. 48, Fasc 3. PP. 389-407.

Smith, A., 1860, *La théorie des sentiments moraux. Ou essai analytique sur les principes des jugements que portent naturellement les hommes d'abord sur les actions des autres et ensuite sur leurs propres actions.* Guillaumin et Cie pour la traduction française.

Yeats, A. J., 1990, «Do African Countries Pay More for Import ? Yes» *the World Bank Economic Review*, janvier, vol 4, n°1 pp.1-20.

Résumé: En traitant les conflits en Afrique comme une problématique, cet article fait ressortir quatre caractéristiques du conflit dans le continent: i) tous les conflits africains ont des enjeux économiques plus ou moins évidents; ii) les problèmes économiques africains ont des références géopolitiques internationales et domestiques; iii) les conflits africains sont explicables par des variables politiques, économiques et socioculturelles; et iv) les conflits africains sont provoqués par des élections mal organisées, non transparentes et peu démocratiques.

Resources, Population and Conflicts: Two African Case Studies*

Cyril I. Obi**

Résumé: Le présent article fait une analyse critique des liens complexes entre la population, l'insécurité des ressources et les conflits. Il affirme que la croissance démographique rapide au-delà des limites de la capacité de charge de l'éco-système, ainsi que les pénuries de ressources, ne peuvent à elles seules, être causes de conflits. Au contraire, les problèmes de répartition des ressources, l'accès au pouvoir, de même que le lien entre le mode de production et les contradictions inhérentes aux rapports sociaux, constituent les causes fondamentales de conflit.

Deux cas: le conflit opposant le peuple Ogoni et Shell, et les dimensions écologiques de la guerre civile soudanaise, permettent de démontrer qu'en situation de conflit, l'Etat en Afrique n'est pas simplement une médiation. C'est aussi un acteur qui réprime ses propres citoyens, les aliène et bloque leur accès aux ressources, au nom des intérêts capitalistes mondiaux et ceux des élites locales. D'où, les conflits autour du contrôle des ressources — le pouvoir — se définissent souvent en termes d'accès aux instruments de violence, le pouvoir d'Etat, et la survie des populations.

Introduction

This paper critically analyses the complex linkage between population, resource insecurity and conflict in Africa . It questions the thesis that rapid population growth, beyond the limits of the carrying capacity of the ecosystem or 'resource-threshold', produces stresses which directly or indirectly provoke conflict. These contests for control over or access to depleted or scarce resources are considered to pose grave threats to

* A revised version of the lead paper presented to Laureates of the Council for the Development of Social Science Research, in Africa (CODESRIA), Governance Institute, on the theme: 'The Political Economy of Conflicts in Africa', Dakar, Senegal, August 18-22, 1997.

** Senior Research Fellow, Nigerian Institute of International Affairs, Lagos, Nigeria. Currently Senior Associate Member, St. Antony's College, Oxford University, United Kingdom.

national, regional and global security. Since the adoption of structural adjustment in most African countries in the 1970s and 1980s, and the end of the East-West Cold War, there has been a discernible trend towards 'resource wars', or environmental conflict in the continent (Obi 1997b; Adepoju 1996). It has been noted, for example, that environmental factors and the struggle for resources were hidden but critical elements in the following conflicts: Ogoni versus Shell, the Sudanese civil war and the Rwandan civil war (Renner 1996). Other instances abound of disputes over ecosystems or renewable resources that are shared by different communities, ethnic groups and countries. Examples include the communal clashes between the Ijaw and Ilaje, and those involving neighbouring communities over land in the oil-rich Niger delta, the quarrels between Egypt, Ethiopia and Sudan over the waters of the Nile, and that between Senegal and Mauritania after the damming of the river Senegal (Timberlake 1985).

From the foregoing, it is clear that resource or environmental struggles play a vital role in defining conflict in Africa. The contribution to conflicts of the population or demographic factor depends on the extent to which it is responsible for resource scarcities and environmental stresses. This touches on the complex issue of how questions of causation, values and social relations can be posed in terms of the population-resource conflict nexus. Some point to the connection between the stress put on shrinking renewable resources by rapidly growing populations and the outbreak of violent conflicts (Renner 1996:36), along with grave security implications (Brown 1994), while others seek the answer in the interaction between the economy and the ecology, the structural roots of degradation, and the global relations of power which define resource use and its distribution (Williams 1996).

The debate on how important population size is to development is carried on from three main viewpoints: those who argue for a reduction of fertility and growth rates in developing countries, so that the carrying

capacity of the ecosystems is not exceeded and the resource-base is preserved for future development; those who argue that economic advancement or the market will take care of the problem of population growth; and a third group who predict that uncontrolled population growth will exhaust the resource-base over time and lead to 'demographic doom' (Choucri 1983). Whichever way it is viewed, the population variable is critical to understanding and overcoming resource insecurity and conflict in Africa, as it approaches the twenty-first century. Yet, it is important to note that the population factor by itself cannot explain conflict in Africa. It is only through the interaction of the 'population' with 'nature', in a series of complex processes touching on issues of production, access, rights, power, equity and sustainability, that we can begin to come to grips with the interface between natural resources and politics. This in turn defines the social contestants for the control of resources. This paper gives attention to this interactive process—in which the question of population plays a vital part—rather than treating the demographic trap as a fetish.

Population and Conflict: Critical Perspectives on Causal Linkages

While the danger posed to mankind by a rapidly expanding population, which was exhausting natural resources, dominated the debate on population for some time, the focus on renewable resources is more recent. With the end of the Cold War, increased attention is being paid to non-military (environmental) threats to global security. Of immediate relevance is the notion of environmental security.

... Proponents of environmental security argue that increasing stresses on earth's life-support systems and renewable natural resources have profound implications for human health and welfare that are at least as serious as traditional military threats (Porter 1995:218).

What is the relationship between population, conflict and environmental security? The answer lies in the analysis of the causal relationship between overpopulation, resource scarcities and conflict. Brown and Jacobson base their analysis on the conflict-generating potential of a demographically divided world: with one half, the industrialised world, having completed or nearly completed the demographic transition towards fertility being at or below the replacement level — and the other half, where rapid population growth in many countries is beginning to overwhelm local life-support systems, leading to ecological deterioration and declining living standards (Brown and Jacobson 1985). They further argue that ‘ecological deterioration, economic decline and political instability reinforce each other, confronting governments with the prospect of social disintegration’ (Brown and Jacobson 1985). Conflict breaks out, ‘when growing populations compete over a static or shrinking resource base’ (Ibid., p.25). It is also influenced by factors such as the inequitable distribution of resources, the interaction of other social factors, and the structure of the population — a population dominated by young people is likely to be a source of instability (Ibid., p.26). Population pressures could also trigger other underlying grievances or cleavages along ethnic, racial, class, communal, religious and regional lines (Homer-Dixon 1996). The notion of the demographic trap (in which the developing world, including Africa, is seemingly immersed) is not entirely new. What is new is the recent attempt to link the demographic trap to violent conflict. Before we proceed further, it is worth revisiting Notestein’s ‘classic’ land theory of demographic transitions. Notestein discerns three stages of demographic transitions: the pre-modern-high birth rate and high death rate; the modern-high birth rate and low death rate; and the third stage, marked by economic and social advancement — low infant mortality rate and a reduced desire for large families (Notestein, cited in Brown and Jacobson 1986:7; McNamara 1982). According to him, the risk that some countries might regress to the first stage has disastrous portents

(Notestein, Kird and Segal 1963). Although many scholars, particularly Brown and Jacobson, have gone beyond the limitations of Notestein's theory, and have drawn examples from various parts of the developing world to show how rapid population growth is depleting resources and breeding conflict and social disorder, they remain stuck in the paradigmatic limitations of the demographic trap. This emerges clearly from the analysis of the population-conflict nexus by Homer-Dixon (1994).

Homer-Dixon bases his analysis of the impact of population size and growth on 'resource scarcities' and on resource (environmental) scarcities and conflict (Ibid., 1994:5-10). Reviewing three models of linkages between population size and conflict — differential growth and group identity conflict, lateral pressure and interstate and environmental security and civil conflict (Ibid.) — he concludes that the interaction of supply-induced scarcities, demand-induced scarcities and structural scarcities can provoke conflict (Ibid., p.12). Relevant here are demand-induced scarcities, which are attributed to population size and growth, multiplied by per capita demand for a given resource (Ibid.). In more recent works, Homer-Dixon builds upon the position that fast-growing populations worsen environmental scarcities, which 'sharply aggregate stresses within countries, helping stimulate ethnic clashes, urban unrest and insurgencies' (Homer-Dixon 1996:359). He supports this argument with case studies from the developing world, where environmental (resources) scarcities have provoked violent conflict (Homer-Dixon 1994; cf. 1995). Although he believes that ingenuity can manage or adjust population growth and scarcities away from chaos, he is more concerned with the threat that environmental conflict in the developing world poses to the national and global security interests of the West: 'This violence affects western national interests by destabilising trade and economic relations, provoking migrations, and generating complex humanitarian disasters that divert militaries and absorb huge amounts of aid' (Homer-Dixon 1996:359).

A similar sentiment can be gleaned from Klare who argues that: 'High growth rates in crisis-ridden LDC's are likely to produce high rates of rural-urban migration, and from poor and low income ones to affluent countries' (1996:357).

The consequences of this are migration, population displacement, urban overcrowding, decay and violence, intergroup conflict, over-stretched social services and the ineffectiveness of control measures by the state. Others include hostility and violence to immigrants from host or indigenous populations, immense human suffering and socio-economic and political crisis. Even to the most casual observer, there is no doubt that the overuse of resources leads to crisis. What has to be decided, however, is the relationship between population size and resource exploitation. With structural adjustment, Africa's demographic situation appears discouraging:

Since the onset of the economic recession, the picture has been particularly dismal. Africa is the continent with the fastest growing population (3.3 percent), the highest total fertility rate (6.5), the highest rate of urbanisation (over 5 per cent per annum), maternal mortality rate (640 per 100,000 live births) and infant mortality rate (99.8 per 1000). The average life expectancy is merely 55.5 years and the annual productivity is very low. Overall output grew at only 2.3 per cent in 1991, a downturn from the 3.2 per cent of 1990 (Pearce 1994:66).

It is hardly surprising, therefore, that such a scenario has provided material for the neo-Malthusian protagonists of the demographic trap school and their environmental security friends. As Pearce rightly notes, this 'population trap' perspective is merely a subset of the general modernisation thesis:

'The approach is descriptive and historical without sufficient reference to the external and internal patterns of interaction which set in motion or escalate poverty and low status' (Pearce 1994:66).

The ideological underpinning of the population discourse, linked to a single demographic transition to the Western model, is exposed as being "less about 'development', but more about defining populations,

safeguarding resources (now defined in global terms) and containing the unwanted spillover of disease-prone populations” (Pearce 1991). The relationship between population and conflict is thus not a simple one. A good deal depends on understanding the sociology of ideas which pose the problem as a demographic trap, rather than focussing on the real roots of resource-conflict and its linkages with the economic and political system, international actors, and the access to power over resources. There is also a need to transcend the strong managerial streak inherent in approaches which dwell on population control measures (family planning, contraception, etc.) and leave out issues of oppression, inequity, exclusion and grinding poverty, and the need for social justice and democracy.

Population, Resource Scarcities and Environmental Stress

The conclusions of Brown and Jacobson, Homer-Dixon and Klare, among others, when addressed to the specificities of the African situation, are fraught with conceptual problems. By seeking to ‘modernise’ African populations according to Western models, under the guise of the imperative of development and the avoidance of conflict, they tend to distort the population problem to fit their functionalist ends. In this section of the paper, the population-conflict nexus is reconstructed, based on a critique of orthodox population discourse, in order to reach the real roots of conflict.

Resources are defined and given value not by their simple existence, but by their interaction with the population. Processes of resource depletion/degradation, rather than being entirely the direct result of ‘bulging’ populations, need to respond to the question of how economic and political systems interact with the ecosystem (Williams 1996; Woodhouse 1992; Hjort-af-Ornas and Lundqvist 1999). It is, indeed, analytically more rewarding to focus on the relationship between man and the environment as the resource-base, and correctly locate conflict not only as a function of exploding population, but as the

outcome of the struggle between socially defined groups for the control of the use and distribution of resources (Williams 1996; cf. Bookchin 1991). Three caveats must be entered here: capitalism, through the state and the turning of Africa's resources into commodities, blocks the rights and access of Africans to these resources; these resources are subject to the imperatives of globally-led commodity production, commodity exchange and accumulation of capital; and the ever expanding logic of global capital places a premium on profit, without regard to ecological considerations (Saurin 1996:86). External extractive hegemonic forces and their local allies (who fuel and profit from turning resources into commodities, thereby creating artificial scarcities and inequities) cannot be omitted from a proper understanding of resource wars and conflicts in Africa. In terms of its global structure, capitalism 'simultaneously concentrates wealth and energy both in certain locales and at certain social levels by extracting and dispossessing from other locales and social levels'. Resources are extracted or depleted, thus causing scarcities and stress, while the ecosystem absorbs the waste. Rapid extraction for profit, without considering the renewal or recovery of the resource base, and the consequent environmental stress, place the hegemonic social forces (local, national and global), which benefit from the accumulation of wealth from the plundered African resource base, on a collision course with those whose lives are directly tied to these ecosystems. At the root of this socially constructed contradiction is the transformation of nature in a logic that must be understood in global terms (Redclift 1987). In placing Africa within this logic, we need to recognise not only the role of 'covetous and distanced shareholders who derive huge financial benefits from these lands and people'(Saurin 1996:88), but also how global economic forces—international agencies and multinational corporations—exploit African resources, along with local collaborators and benefactors (Obi 1997b). The intensity of conflict arising from stresses placed on African resources and environment depends on the history and nature of capitalist penetration and accumulation, the role of

the state in perpetuating oppression, discrimination, exploitation and distributive inequities, the level of environmental degradation vis-à-vis the survival of local communities and people, and the balance of social and political forces acting at the behest of global, national and local capital, or resisting their further penetration. One of the critical consequences of the growing globalisation of production and markets is the deepening of resource scarcities, environmental stresses, resistance and conflict in Africa.

Subjecting Brown and Jacobson to a transformatory critique, one can argue that within the African context, resource scarcities are mainly due to subordinating the African ecosystem to the demands and profit-motives of the global capitalist system, rather than to the survival of most Africans whose lives are tied to the land. Beyond this, the smaller populations of the industrialised world (particularly the West) enjoy the benefits of the transformation and transfer of Africa's resources, through the structures of global production and trade, which leave behind resource scarcities and intense national and local struggles for larger chunks of fast-shrinking resources. The contradictions within the African ecosystem produced by capitalist modes of production and accumulation and by authoritarian modes of governance lie at the heart of violent conflict. Population pressures are a secondary source of environmental stress. This is not to deny the obvious risks posed by high rates of population growth in the continent, alongside dwindling resources, growing poverty and deepening economic crises. What it does show is that the debate must take into account the often ignored, but real threat to Africa's resources from a small fraction of mankind located in the Industrial North, cornering the natural wealth of another continent, while blaming its victim for being poor and promiscuous. At a conceptual level, the challenge is to reject the influence of 'neo-Malthusian conservatism whose principal appeal is to a romantic signification of a fragile, innocent and vulnerable 'nature' subject to the

inevitable depredations of human work' (Saurin 1996:84), in redefining the population discourse for Africa.

The Role of the State in the Population–Conflict Nexus

Consideration of the neo-Malthusian argument would be incomplete without a close examination of the role of the state, as the authoritative allocator of scarce resources, as a mediator, and also, paradoxically, as a contestant in conflict. The state in Africa, as a creation and function of capital, with its hegemonic classes aligned to global capital for the local accumulation of capital, is thus a central element in the interface between population and resources. The state in Africa has a largely ambivalent attitude towards population policy and discourse. On the one hand, it pushes the population growth agenda, defined by and largely supported by the West, while on the other, it does not follow up all aspects of implementing population control measures, for a number of reasons: resistance borne out of cultural, social and religious factors, the belief that population size is an asset for national productivity and development, and the reality that the problem might be more one of distribution than of size.

How then does the state 'govern' resources in contexts of rapid population growth? First of all, we need to understand the nature of the state in Africa as the captive of a coalition of social forces whose interactions broadly reflect the social relations of conflict. The state and the social classes that define its hegemony intervene directly in the African ecosystem at the behest of global, national and local capital. The state promotes an agenda to turn the continent's resources into commodities, by guaranteeing the broad conditions for the accumulation of capital. Its penchant for technical, capital-intensive solutions to environmental problems end up by worsening these problems, which its unsustainable practices largely brought about in the first place. In its bid to defend the transformation of Africa's resources into commodities for the global market, the state intensifies oppressive

social relations, which worsen existing ethnic tensions. It resorts to violence, coercion and divide and rule tactics, to break the blocking power of the alienated and dispossessed. The economic role of the state and its pervasive intervention in all spheres of African society underscore the extent to which it controls access to and distribution of resources, to the exclusion of the majority of the population. The state's expropriation of resources, and the control of the instruments of state power by a social class that is a minority of the population, means that the processes of control, access and distribution are accompanied by organised state violence in the face of resistance, which has become increasingly intense since the 1980s. Resource scarcity (and insecurity) is thus defined by the state's monopoly of resources (involving the global and national fractions of capital), to the exclusion of the direct producers, who then contest their marginalisation. The extent of and intensity of conflict is often determined by the form of the state and its repressive capacity. Despite the extent of this repressive capacity, counter-hegemonic social movements have challenged the African states' exclusive control of resources, resulting in conflicts and 'resource wars'. Accountability, transparency and the welfare of the people have been further undermined by the adoption of structural adjustment programmes by most African states, since the latter half of the 1970s. Resistance to adjustment and to its pernicious alienating features is a critical aspect of on-going conflicts in Africa over the shrinking and degraded resource-pie.

By virtue of the increased presence of global capital and the processes of globalisation, the state in Africa continues to hold the people captive, in order to free resources for the global market. Detached from the people but at the same time bound to them, the state is caught in its own contradictions. This is sometimes reflected in intra-class, cross-class and trans-class conflict. Conflict is not always directed against the state, but can involve different contending interests and groups, defined by their power over resources. Perhaps a most

dangerous consequence is that the social forces and interests, which define the state in Africa, make it exceedingly difficult for the state to mediate in conflicts, as it is itself a source of conflict.

From this, it can be seen that the struggle for shrinking resources in Africa is more than a mere function of overpopulation. The population trap is an inadequate explanation for the structural roots of conflict, even though it may affect the intensity and the outcome of ecological wars.

In the next section, two African case studies are described, to explain the complex causal linkages of conflicts, and to show how contests over resources are the direct outcome of the contradictions of authoritarian governance and its interaction with the ecosystem.

The Ogoni versus Shell

Oil and environmental conflict are rooted in the inequitable social relations that undergird the production and distribution of profits from oil, and its adverse impact on the fragile ecosystem of the Niger delta, it involves the Nigerian state and oil companies on one side, and the six million people of the estimated eight hundred oil producing communities concentrated in the seventy thousand square kilometre Niger delta on the other (Rowell 1994).

Of all the conflicts in the Niger delta since the late 1980s, that of the Ogoni versus Shell has received the widest attention throughout the world. The 500,000-strong Ogoni ethnic minority group has confronted one of the world's strongest and richest multinationals, Shell, and also the full might of the militarised Nigerian state. Stripped of control of their oil-rich ecosystem by colonial and post-colonial legislation, and alienated from the products of their land, with the attendant oil pollution destroying the ecological basis of their peasant agro-based subsistence economy, the Ogoni struggle is in reality a fight for survival. In 1990, during the early stages of the conflict, the Movement for the Survival of Ogoni People (MOSOP), a coalition of Ogoni associations, the Federation of Ogoni Women Association (FOWA), National Youth

Council of Ogoni People (NYCOP), Ogoni Teachers' Union (OTU), and the Ogoni Professional Union (OPU) (Williams 1996), presented the Ogoni Bill of Rights to the Federal Government of Nigeria. Among their demands were an end to the expropriation and degradation of their lands, payment of reparations and rents for the oil wealth taken out since 1958, compensation for damage to the environment, and the respect of their rights to control their land and protect their identity. The Ogoni ecosystem thus became 'a contested terrain reflecting social and political relations as expression of power over production, distribution and access' (Obi 1997a:137). MOSOP, as the social movement of the Ogoni, was 'essentially driven by quest for self-determination, to wrest their ecology from Shell and force the Nigerian state to accept their right to control their land and the proceeds therefrom' (Ibid.).

The Dialectic of the Conflict

The dialectic of the conflict was mainly defined by how Ogoniland was related to the global capitalist system, through the colonial and post-colonial state, and through Shell's 'ownership' of oil fields within Ogoni territory, from which it tapped oil for the global market. This was particularly significant for global capital, as oil is the most viable source of energy for transforming nature into commodities (Obi 1997a:138). Yet, the Ogoni remained excluded from any direct access to their resource. As Saurin (1996:88) argues:

The destruction of Ogoni lands in Southern Nigeria by oil companies including allegedly Royal Dutch Shell satisfies the covetous and distanced shareholders who derive huge financial benefit from those lands and people. At the same time, the Ogoni pay the permanent cost of ecological degradation and repression, whilst relinquishing their control over what happens to their land, to the oil, or the product of their labour.

The alienation of the Ogoni from the products of their land and labour brought mass poverty, disease, unemployment and misery, leading MOSOP to accuse Shell of waging an ecological war against the Ogoni.

When initial MOSOP demands were not met by Shell or by the Nigerian state, the movement decided to block access to Ogoni oil by force. Local resistance by MOSOP was therefore an attempt to stop further expropriation and environmental degradation, and thereby to protect the very existence of the Ogoni.

The dialectic of the conflict would be incomplete without considering the role of the Nigerian state. The Nigerian state relies on Shell to produce approximately 51 percent of 'its' oil (Obi 1997a:141). Shell's dominance over oil in Nigeria, means that the state is dependent on Shell for its share of oil rents. Without Shell, the state and the social forces which dominate it cannot gain access to oil rents. Any action against Shell in Nigeria would therefore be an assault against its 'unequal partner' the state. For this reason, it protects global accumulation, of which Shell is a vital actor. In relation to the Ogoni resistance to Shell operations, it has been argued elsewhere that:

The objective role of the state and the interests of the ruling coalition perceive the Ogoni resistance as subversion, an act obstructive of the expansion of global oil capital in a period of crisis, and therefore needing to be crushed at all cost (Obi 1997a:142).

In opposition to Shell and the state, the Ogoni have stressed the injustice and immorality inherent in the exploitation of their oil resource without restitution: For a multinational oil company, Shell to take over \$30 billion (worth of crude oil) from the small defenceless Ogoni people and put nothing back but degradation and death is a crime against all humanity (Saro-Wiwa quoted by Efeni 1993:8).

There is also the issue of land scarcity arising from the degradation of the land and waters of the Ogoni by oil pollution. The 500,000 Ogoni were squeezed within an area of 404 square miles. Within this constricted space, they play 'host to six oil fields with numerous overland pipes connecting various oil installations, two refineries, a huge fertiliser plant, petrochemical plants and an ocean port' (Naanen 1995:65-67). In the words of Naanen, 'Ogoni represents the paradox of

capitalist accumulation—as the poorest and most industrialised enclave in Nigeria (Ibid.).

The Ogoni struggle is generally presented as one for self-determination by an oppressed ethnic minority group within a structurally unbalanced Nigerian federation, in which the major ethnic groups control oil resources found in minority areas. The site of the conflict has remained in the area of oil production, distribution and access. The main targets of MOSOP were Shell and the state. It internationalised the struggle, bringing the situation to the attention of the United Nations, Amnesty International, Greenpeace, the Geneva-based Unrepresented Nations and Peoples Organisation (UNPO), the London Rainforest Action Group and Bodyshop, among others. Within the Niger delta, it mobilised the Ogoni to protest against Shell's activities and it eventually forced Shell to stop its operations in Ogoniland. According to Shell sources, this stoppage of oil production in Ogoni caused the Shell-state partnership an estimated daily loss of 9.9 million from May 1993 (Izeze 1994). In response, the state mobilised armed troops to assert its control of 'Ogoni' resources. Several villages were sacked, people lost their lives, while thousands were displaced, fled into the bush, or even into exile. Suspected MOSOP cadres and sympathisers were arrested and detained. The worst blow came when nine leaders of MOSOP, including Ken Saro-Wiwa, were hanged in November 1995, on the orders of a special tribunal, after being convicted of inciting a mob to murder four Ogoni chiefs (Obi 1997a:146).

Despite the repression of the struggle by the state, and the refusal of Shell to negotiate with MOSOP, the conflict has continued, albeit in a different form. Within Nigeria, MOSOP is rebuilding itself, with its crisis management committee issuing press releases on matters relating to their struggle. It is also involved in a national and international campaign for the release from detention of the twenty Ogoni youths,

currently awaiting trial for the murder of four Ogoni chiefs. MOSOP's international campaign has continued, led by its leaders in exile. It seeks to mobilise support for the imposition of sanctions on the Nigerian state, and also to force Shell to act in an environmentally responsible manner¹ (Alabi Williams 1996; cf. Akinrinade 1997).

In the case of Ogoni versus Shell, it is clear that the nexus between population size and resource-insecurity is not the primary cause of one of Africa's best known environmental conflicts. The primary cause of conflict lies in the dialectic of globalisation and local resistance: the profit motive versus the survival of a people.

The Sudanese Civil War

The Sudanese civil war — one of Africa's longest and most bitter — has usually been presented as a war of secession by the mainly Christian and customary religionist black southerners from a Sudan largely controlled by the Northern Arab Muslims. Before going further, I need to state that this case study does not attempt to deal with the causes and ramifications of the Sudanese civil war. This is far too complex a subject for a short study of this nature. My intention is to focus on some ecological-economic linkages in the war, which are only beginning to receive serious attention. This new perspective on the Sudanese civil war has begun to show the connection between state authoritarianism, the economic crisis, the deepening ecological crisis and the escalation of the conflict. Some scholars have shown how the exhaustion of the carrying capacity of the ecosystem, as a result of over-grazing, deforestation, depletion of aquifers, and drought, has led to the displacement of peasants, either to become settlers in other rural areas or in the margins of urban centres or refugees in neighbouring countries (Timberlake 1985). Others have been quick to point out how resource

1 It must however be noted that following the death of the Nigerian Head of State General Sanni Abbacha in June 1998, his successor General Abdulsalami Abubakar released the 'Ogoni Twenty' from detention.

depletion and distributive inequities fuel conflict over shrinking resources (Okidi 1994). Arguing along the lines of the emerging ecological perspective to the Sudanese civil war, Suliman and Omer state that: ‘... many of the current disputes are not being fought along the traditional political borders, but most remarkably, along the ecological borders that divide richer and poorer ecozones’ (Suliman and Omer 1993:23).

Yet, it is important to locate the origins of the resource scarcities and stresses, which have found expression in the conflict, within the Sudanese ecosystem. These lie in state repression, resource-exploitation and environmental degradation. According to Renner (1996), this partly involved the mechanised, large scale agricultural schemes undertaken by the northern Sudanese elites—Jellaba—in concert with their global allies, backed by the Sudanese state and the World Bank. The intention was to produce cash crops for the world market, and thereby provide profits for the various factions of global capital. As a result of such projects, between 4 and 5 million hectares of fertile land were appropriated, taking away the land and livelihoods of about 2-3 million peasant farmers, who had practised rain-fed agriculture (Renner 1996). According to another study by Suliman, 95 percent of the forests of eastern Sudan were cut down, Sudan’s fragile soils were exhausted, and yields of sorghum, millet and groundnut fell by some 80 percent, while about 17 million hectares — half of all arable land in northern Sudan — was lost to soil erosion (Suliman 1992).

By the mid-1970s, when Sudan adopted a programme of economic adjustment at the behest of the International Monetary Fund (IMF) and the World Bank, the rate of exploitation of Sudanese resources and their commodification for global markets rose. To cite Suliman and Omer (1993:50), again: ‘... the loan conditionalities of the World Bank and the IMF which have considerably boosted this restructuring of resource

utilisation away from local needs and local markets towards the demands of the international market'.

The alienation of the peasants from their land—the very basis of their survival—intensified existing stresses, which were further aggravated by the 1983-85 drought, thus deepening the ecological crisis of the Sudan. The resultant displacement, famine and even death led to resistance by the dispossessed peasants and ethnic groups such as the Nuba. This was met with repression by the Sudanese state, and resulted in an estimated 1.3 million people being killed and 3 million displaced by war and war-related famine since 1983 (Hutchison 199; cf. *Scottish Sudan News* 1995:71).

Up till today, the hostility and tension arising from the overcrowding of urban centres, and the intense competition for access to and control of fast depleting lands and shrinking water resources continue to exact a huge toll on the Sudanese peasants (Hutchison 1991). This occurs from forced evictions by security forces, conflicts over farmlands or grazing lands, and from resistance to the military forces of the Sudanese state, international capital, the Jellaba and their rich Baggara allies.

It is clear from the foregoing that the Sudanese ecological crisis is not a mere function of population size, but has more to do with political decay and with environmental degradation as a result of capitalist agriculture and state oppression, which has resulted in displacement, resistance and violence (Harir 1994). Resource insecurity in the Sudan and the contradictions caused by capitalist accumulation and the state's hegemonisation project have continued to intensify one of Africa's longest conflicts, even to the extent of its assuming partly genocidal dimensions.

Conclusion: Towards a Human-centred Conflict Resolution Framework

This paper demonstrates that the relationship between population growth, the depletion of natural resources and the outbreak of conflict from stresses generated by the first two, goes beyond the need to avoid eco-catastrophe and social disintegration in Africa, simply by arriving at a balance between birth and death rates. The causal linkages are more complex and deeper than is suggested by modernisation-based population arguments. Having contested its scientific legitimacy, and exposed its ideological character as a project for inserting Western values in African population discourse and social science in general, I have exposed the linkage between the population trap and the hegemonic agenda of global capital.

The structural roots of resource scarcities in Africa are determined historically by how the continent was inserted into the global capitalist system, by the character of the state and by the subordination of local needs and markets to global demands and markets. Conflict becomes inevitable when the threshold of extraction, degradation and repression directly threaten the basis for the population's survival. The attempt to place all the blame for resource-wars on Africa's high population growth rate must therefore be rejected, and the role of political and economic inequities and external economic agents in causing 'scarcities' must be exposed.

Another important issue in the role of the state in Africa at the present conjuncture, when it usually acts according to the logic of global capital, while blocking out issues of equity, popular participation in governance, and the respect for people's rights. Rather than expand democratic space and allow equal access to resources, the state resorts to repression. In most cases this worsens tensions and provokes conflict. Governance occupies a very critical position in determining how the people can settle issues of equity, access and justice in relation

to 'scarce resources'. Going beyond this, it should address the structural roots of stresses that provoke conflict.

How can we resolve conflict in this ecological crisis and in struggles over resources? The first step would be to eliminate the production and distribution-based inequities which worsen the stresses and provoke conflict. Along with this should come democratisation of all aspects of social life and a realignment of the currently skewed power relations. This would put governance truly in the hands of the people, for the unfettered pursuit of their interests and welfare, and those of coming generations. The massive export of resources from Africa must be halted. This requires a transformation of the dominant economic system in Africa into one that reflects the interests and needs of the people, and the restructuring of the global market economy to ensure economic justice for developing countries. The notion of sustainable development must abandon the view that unbridled market forces can rationally allocate resources in Africa.

Finally, population discourse must be centred on the people, whose interests it purportedly seeks to address. Models imposed from above, or imported from the West will fail, the more so, as they miss both the structural basis of resource-conflicts and the very important issues of people-centred democracy and justice, which lie at the heart of conflict-resolution in Africa.

Bibliography

Adepoju Aderanti, 1996, 'Population, Poverty, Structural Adjustment Programmes and Quality of Life in Sub-Saharan Africa', PHRDA Research Paper, no.1.

- Akinrinade S., 1997, 'The New Strategy of MOSOP', interview of Ledum Mittee, Acting president of MOSOP, *Newswatch*, August 4, pp.10-18.
- Bookchin M., 1991, *The Ecology of Freedom*, revised edition, Montreal, Black Rose.
- Brown L. and Jodi Jacobson, 1986, 'Our Demographically Divided World', *World Watch Paper*, No.74, p.5.
- Brown S., 1994, 'World Interests and the Changing Dimensions of Security', in Klare M. and Thomas D. (Eds.), *World Security, Challenges for a New Century*, New York, St. Martins Press.
- Choucri N., 1983, *Population and Conflict*, New York, UNFPA.
- Hjort-af-Ornas and Lundqvist J., 1999, 'Life, Livelihood, Resources and Security-Links, and a Call for a new Order', in Tiiarita Granfelt (ed), *Managing the Globalised Environment*, London, IT Publications.
- Homer-Dixon T., 1994, 'Environmental Scarcities and Violent Conflict: Evidence from Cases', *International Security*, vol.19, No.1, Summer.
- Homer-Dixon T., 1995, 'Strategies for Studying Causation in Complex Ecological Political Systems', University of Toronto.
- Homer-Dixon T., 1996, 'Environmental Scarcity, Mass Violence, and the Limits to Ingenuity', *Current History*, vol.95, number 604, November.
- Hutchison R. A. (ed.), 1991, *Fighting for Survival: Insecurity, People and the Environment in the Horn of Africa*, Gland, Switzerland, World Conservation Union.
- Izeze I., 1994, 'Nigeria Loses 2,732 billion to Ogoni Crisis', *Daily Sunray*, February 3.
- Klare M., 1996, 'Redefining Security: The New Global Schisms', *Current History*, vol.95, No.604, November 1996, p.357.
- McNamara R., 1982, 'Demographic Transition theory', *International Encyclopedia of Population*, vol.1, New York, Macmillan Publishing company.
- Naanen B., 1995, 'Oil Producing Minorities and the Restructuring of Nigerian Federalism, The Case of the Ogoni People', *Journal of Commonwealth and Comparative Studies*, vol.32, No.1, pp.65-75.
- Notestein F. W., Dudley Kird and Sheldon Segal, 1963, 'The Problem of Population Control' in Phillip M. Hauser (ed.), *The Population Dilemma*, Englewood Cliffs N. J., Prentice Hall Inc.
- Obi Cyril I., 1997a, 'Globalization and Local Resistance: The Case of the Ogoni Versus Shell', *New Political Economy*, vol.2, No.1, p.137.
- Obi Cyril I., 1997b, 'Economic Adjustment and the Deepening of Environmental Conflict in Africa', paper prepared for the Conference of the African Association of Political Science, Durban, South Africa, June 23-26.
- Okidi C. O., 1994, 'Environmental Stress and Conflicts in Africa: Case Studies of River Basins', *Ecopolicy*, No.6, p.3.

- Pearce T. O., 1991, 'Women's Reproductive Practices and Biomedicine: Cultural Conflicts and Transformations', paper presented at Nenner-Gren Conference, Brazil.
- Pearce T. O., 1994, "Population Policies and the 'Creation' of Africa", *Africa Development*, Vol.XIX, No.3, 1994, p.66.
- Porter G., 1995, 'Environmental Security as a National Security Issue', *Current History*, Vol. 94, 592, May, p.218.
- Redclift M. 1987, *Sustainable Development: Exploring the Contradictions*, London, Methuen.
- Renner M., 1996, *Fighting For Survival: Environmental Decline, Social Conflict and the New Age of Insecurity*, New York and London, W.W. Norton and Company, pp.69-70.
- Rowell A., 1994, *Shell-Shocked: The Environmental and Social Costs of Living With Shell in Nigeria*, Amsterdam, Greenpeace.
- Salih M. A., 1999, *Environmental Politics and Liberation in Contemporary Africa*, Dordrecht, Boston, London, Kluwer Academic Publishers.
- Salih M.A., 1999, *Environmental Politics and Liberation in Contemporary Africa*, Chapter 4, 'Nuba and Ogoni: Genocide in a Shrinking Environmental Space'.
- Saurin J., 1996, 'International Relations, Social Ecology and the Globalization of Environmental Change', in Vogler and Imber, op. cit., p.86.
- Saro-Wiwa K., 1993, *A Month and a Day: A Detention Diary*, London, Penguin, p.74.
- Saro-Wiwa K., 1993, Quoted by Emmanuel Efeni, 'A Dance of Protest', *The Guardian* (Lagos) January 16, p.8.
- Scottish Sudan News*, 1996, No.23, December 1995, cited in Renner, p.71.
- Sharif Harir, 1994, 'Recycling the Past in the Sudan: An Overview of Political Decay', in, Sharif Harir and Terje Tvedt (eds.), *Short-cut to Decay: The Case of the Sudan*, Uppsala: NAI.
- Suliman M., 1992, 'Civil War in Sudan: The Impact of Ecological Degradation' Occasional Paper, No.4, ENCOP, Bern, Switzerland, December.
- Suliman M. and Omer Osman A., 'The Environment: A New Dimension in Sudan's Political and Social Landscape', *Africa World Review*, November 1993-April 1994 p.23.
- Timberlake L., 1985, *Africa in Crisis: The Causes, the Cures of Environmental Bankruptcy*, London IIED/Earthscan.
- Williams A., 1996, 'A Slow Recovery for MOSOP', *The Guardian*, (Lagos), November 10, p.10.
- Williams M., 1996, 'International Political Economy and Global Environmental Change', in John Vogler and Mark Imber (eds.), *The Environment of International Relations*, London and New York, Routledge, pp.41-58.

Woodhouse P., 1992, 'Environmental Degradation and Sustainability', in Allen T. and Thomas A. (eds.), *Poverty and Development in the 1990s*, Oxford, OUP.

Abstract: This article critically analyses the complex linkages between population, resource insecurity and conflict. It argues that rapid population growth beyond the limits of the 'carrying capacity' of the eco-system and resource scarcities cannot alone be the cause of conflict. Rather, issues of the distribution of resources, power, and the linkage between the modes of production and the contradictions embedded in social relations are the fundamental causes of conflict. Using two cases: that of the conflict between the Ogoni, and Shell and the ecological dimensions of the Sudanese civil war, it is shown that the state in Africa is not just a mediator of conflict, but is an actor in conflict, repressing its own citizens, alienating them, and blocking their access to resources, at the behest of global capitalist interests and those of local elites. Thus, conflicts over the control of resources—power—tend to be defined more by access to the means of violence, state power, and the survival of the people.

Ethnicity, Governance and Prevention of Conflict: State of the Issue and Research Perspectives

Eric Masinde Aseka*

Résumé: Cet article présente les questions de l'ethnicité, de la gouvernance et de la prévention des conflits concernant leur gestion à travers l'exercice effectif du pouvoir. Il n'est pas possible de prévenir les conflits. On ne peut que les gérer. Le facteur crucial et déterminant dans les relations ethniques, de genre et de classe, c'est le pouvoir. L'article retrace les notions de pouvoir chez quelques philosophes et met en évidence l'importance de percevoir l'impact des changements paradigmatiques sur le discours politique. Ces changements sont perçus comme des itinéraires intellectuels qui vont du fonctionnalisme structurel à la théorie critique contemporaine de l'Amérique du Nord et la théorie postmoderniste. La problématique de l'ethnicité est posée dans des débats découlant des rivalités de perspectives et des luttes paradigmatiques. Sont également remis en question et critiqués, l'économie morale, le choix rationnel, ainsi que les approches subalternes. L'article soutient que lorsque le fondement des structures et procédures de gouvernance démocratique est miné, alors la légitimité politique est compromise et préconise une nouvelle coupe de l'analyse historique du discours contemporain sur la gouvernance de ses prétentions.

Introduction: Weberian and Parsonian Notions of Power and Modern Critical Theory

Power must be seen as the crucial determining factor in ethnic, gender, and class relations. The twin themes within the paradigm of modernism, which link the stratification and social relations of a society, are inequality and conflict. Both of these themes are direct outcomes of power exertion. The issue of ethnicity, governance and prevention of conflicts ought to be approached from the perspective of management of conflict through the proper exercise of power. The instruments by

* Department of History, Jomo Kenyatta University, Kenya.

which power is exercised and the sources of the right to exercise it are interrelated. In my view, conflict cannot be prevented, it can only be managed.

The dominant figure in the development of a conflict and power perspective was Karl Marx. His conception of social classes was based on varying relations of the means of production. This view was to influence social scientists for so long (Olsen 1970:296). The idea of the conflict of opposites was to be conceived to belong to all mankind (Altukhov 1990:101). According to Marx, power originates in economic production whose social relations are conflictual. Its wielders are the social classes. He expanded the concept of power from a mere political phenomenon to a social process and offered a theory of the development of society based on the exercise of power (Olsen 1970:70).

Max Weber broadened Marx's power perspective on stratification and related it more directly to individuals. He argued that the distribution and use of social power typically produces three different kinds of inequality. These three distinct yet interrelated dimensions of stratification are (a) economic class differences as determined by individuals' varying life chances in the economic market place, (b) prestige status distinctions growing out of common life styles and consequent shared values, and (c) party organization resulting from efforts of people to exert collective influence on community and societal decision-makers (Olsen 1970:297). Weber defined power as the chance of a man or a number of men to realize their own will in a communal action even against the resistance of others who are participating in the action. To him, economically conditioned power was distinct from other forms of power. The structure of every legal order directly influences the distribution of power and the state is a legal order (Weber 1946). In line with his perception of power, Weber

assumed that an actor in a social relationship is in a position to carry out his own will despite resistance (Lukes 1992:2).

Talcot Parsons incorporated power as a crucial variable in his Parsonian value theory and the integration theory of society. Parson's integration theory of society conceived social structure in terms of a functionally integrated system held in equilibrium by certain patterned and recurrent processes. This theory was founded on the assumptions that every society is a relatively persistent stable structure of elements. That every society is a well-integrated structure of elements, and that every element in society has a function by which it renders a contribution to its maintenance as a system. Finally, every functioning social structure is assumed to be based on a consensus of values among its members (Dahrendorf 1970:59-60). Parsons, like Hannah Arendt, rejects the Weberian view of power as highly selective. Power to Parsons is a system's resource, a generalized facility in society, and a phenomenon of both coercion and consensus because it interpretes a plurality of factors and outputs of political effectiveness (Lukes 1992:3).

Weber and Parsons influenced a large number of political scientists and anthropologists. They inspired behavioural political scientists like Christian Bay, David Easton, and Leo Strauss. Structural functionalism tracing its roots to Parsons believed in the existence in political systems of four basic functions: adaptation, goal attainment, integration and pattern maintenance. Each of these functions was carried out by four analytic sub-systems: the social, cultural, personality and behavioural organism. To Weber, domination is one of the most important elements of social action. Domination constitutes a special case of power (Weber 1992:28). Power in my view, is a means to an end and that end is social justice and human development. Power therefore calls for its proper management and deployment.

Weberian and Parsonian perspectives have not been completely abandoned in North American Critical Theory. A great deal of influence of Talcott Parsons is evident in Jurgen Habermas of the Frankfurt School established by Theodor Adorno and Max Horkheimer. It is also evident in the Neo-Weberian Anthony Giddens. However, in Parson's work, we see the influence of Max Weber who seemed to exert great influence on Arendt. Habermas is both neo-Weberian along the lines of Hannah Arendt, who helped in the retooling of political philosophy within the Benjaminisue mode of analysis. Habermas is also neo-Parsonian. Habermas is a Parsonian style Neo-Weberian concerned with rationalization of values and with social differentiation. This is laced with the Arendt's communicative power of narrative, which resonates with the post-modernist hermeneutic narrative. Thus, the functionalist cast of Parsons' thought recurs in Habermasian fascination with value-consensus or symbolic orders (Giddens 1984). Yet the above notions of communicative power of narrative, purposive dialogue and creation of consensus are not formulated in terms of management of power as compared to its expression.

Arendt's communicative power is re-enacted by Habermas's modern critical theory. Arendt who perceives violence as nothing more than the most flagrant manifestation of power agrees with C. Wright Mills that all politics is a struggle for power and the ultimate of power is violence. But is violence not a manifestation of resistance to the abuse of power? Mills was merely echoing Weber's definition of the state as the rule of men over men based on the means of legitimate violence (Arendt 1992:59).

To Hannah Arendt, power needs no justification being inherent in the very existence of communities. What it does need is legitimacy (Arendt 1992:69). This notion of power resonates with the legitimation narratives of the power in hermeneutic movement. Foucault's notion of

disciplinary power and subjection is generically allied to it. To Foucault there is a triangle of power, right and truth.

Weber had been influenced by the hermeneutic tradition much earlier and he incorporated some of its concepts in his work. Its influence is evident in the modernity of Habermas with its critical hermeneutics. Habermas examined power in Max Weber, Talcott Parsons and Hannah Arendt, tracing in the latter the communicative concept of power. He wrote during an era when there was a decline in the empiricist philosophies of natural science as language assumed a fundamental role in Saussurean and Levi-Straussian structuralism in the post-Weberian era. Language and cognitive faculties were to be accorded a big role in the explication of social life. In a post-structural approach, Michel Foucault was concerned with the concept of power, arguing that power flows in a capillary fashion. But he failed to demystify power as an important resource that needs to be managed.

As Ludwig Wittgenstein of the behavioural approach in political analysis, said, we cannot look to metaphysical theories and certainty to provide us with a basis for a secure way of life (Plant 1991:334). Without proper management of power, there can be no sustainable security. Wittgenstein and Karl Popper belonged to the logical positivist school also called the Vienna Circle of the 1920s. Its activities led to the decline of the paradigm of consciousness with the shift to the paradigm of language. This is language not seen as a syntactic or semantic system but language in use or speech (Habermas 1991:xi). Under this influence, Foucault, too, talks of producing discourses of truth and relations of power. He relates power to discourse, the exercise of power through the production of truth.

It may be said that the structuralist Ferdinand de Saussure who had great influence on Claude Levi-Strauss laid the foundation of a theory of meaning in difference in the existentialist mould of Martin Heidegger, Arendt's teacher and lover. Heidegger's other adherent was

Jean Jacques Lacan. The primacy of the semiotic was accentuated by de Saussure and Levi-Strauss in terms not radically different from Charles Sanders Peirce. They emphasized differences which comprise codes which create the field of signs and the grids of meaning (Giddens 1984:32).

Apart from Weber exercising great influence on Parsons, other sources of influence on the latter were Emile Durkheim and Vilfredo Pareto. Durkheim was one of the founders of structural functionalism, while Sigmund Freud laid the foundation of psycho-analysis. Weber, Durkheim and Freud can be described as precursors of behaviouralism. Moral relativism which emerged in the writings of David Hume was however to be crystallized in the twentieth century social sciences by Weber. The other American sociologist to emerge apart from Parsons was the Neo-positivist Herbert Mead. Weber linked neo-positivist ideas with the Neo-Kantians like Heinrich Rickert and George Simmel. Mead maintained that the constitution of the I comes about via the discourse of the other, that is, through the acquisition of language (Giddens 1984:43).

Emphasizing Weber's notion of power as asserting one's will against opposition, Arendt provides a model of action called the communicative, in which power corresponds to the human ability not just to act but act in concert. Thus the fundamental phenomenon of power is the formation of a common will in a communication directed at reaching agreement (Habermas 1992:76). She wrongly regards the development of power as an end in itself and power serves to maintain the praxis from which it springs. Arendt renews the Aristotelian concept of praxis, she analyses the inter-subjectivity speech as the basic feature of cultural life.

There was a great deal of paradigmatic shifting in the discourses on power in the early 1960s. Karl Popper's view that science is primarily characterized by the principles of testability, falsification, tentativity,

and rigorous application of reliable methods was turned on its head by Thomas Kuhn. Popper's notion was the conceptual cornerstone of behaviouralism. It stated that scientific inquiry tries to learn about its large and complicated subjects by first studying parts of the whole, acquiring reliable knowledge as it were only by chopping the world into manageable units of inquiry. This was shattered. Against this Popperian behavioural linear view of scientific progress, Kuhn argued that progress of science is not strictly commutative at all (Meyers 1983:43).

The Kuhnian impetus for paradigmatic shift in scientific research was to have great effects on the accepted methodological canons of social science. The Kuhnian notion entailed generally accepted conceptual frameworks providing epistemological and methodological, retooling which assigned to a paradigm cognitive, normative and sociological functions. For him, paradigms have constitutive value for research as they provide the scientist with an epistemological map (Meyers 1983:50). Paradigms represent the internationalization of principles upon which explanations are based. The way the world is seen, perceived, understood and interpreted is basically paradigmatic. We interpret everything through these paradigmatic mental maps while our attitudes grow in these assumptions (Covey 1992:23-24). A theory, according to the post-Kuhnian philosophy of science, allows researchers to study a subject only when the subject matter is related to the logic to which the theory directs them. A theory is determined by its own framework and in turn the theory interprets its subjects in accordance with its own logic (Brohman 1995:123). New paradigms have stimulated great paradigmatic shifts in political or historical discourse.

We become realistic in view when we confront and interrogate other paradigms and become critical or open to their perceptions. Our own various paradigms, which have heretofore influenced our perceptions of political processes, need to be re-examined and tested

against real facts. This explains why there is need for paradigm shifting when one begins to see things in a different way. Although Kuhn shows how almost every significant breakthrough in the field of scientific endeavour is first a break with tradition with old ways of thinking and with old paradigms—some profound intellectual reflection is called for. That is why we in Africa need to engage ourselves in the process of critical theoretical diagnosis, self-discovery and renewal.

Individual adjustment to the state in temperance and self-control was deemed a supreme virtue by Plato. A law abiding disposition was critical in the Platonic paradigm. Paradigms are inseparable from character. A stable intellectual disposition is necessary for sustainable productivity. Stability of intellectual character is required in the exercise of leadership. The so-called communicative action of Arendt and Habermas need to be reworked to reflect the importance of political renewal based on certain intellectual principles.

There can be no communicative production of power without strategic competition which reflects on intellectual and moral character. Only people of principle pursue their convictions until they actualize them. As Habermas says legitimate power arrives only among those who form common convictions (Habermas 1992:85). Conflict resolution therefore involves conviction.

In the Kuhnian sense, we cannot go far in changing our seeing without changing our being. Our being is embedded in some ethnic or class identity. Paradigms create the lens through which we see our ethnic world and the other political identities. The power of paradigm shift is the essential power of theoretical change. Paradigms emerging out of experience and identity conditioning are subjective reality which need to be objectively interrogated. That is why Max Weber's notion of power and his neo-Kantian constructions must be interrogated. His description of the rational organization of human life was adopted in different ways by neo-Weberians like Habermas, Giddens, and others.

The recycling of Weberian and Parsonian notions in North America Critical. Theory and postmodernism is already finding expression in Africa in discourses which claim to fold and move power relations. In a postmodern intellectual posture, Jean-Francois Bayart (1993) refutes the concept of ethnicity.

Bayart combines both political science and anthropological perspectives that are enriched by the hermeneutics of Foucault and argues that processes of reciprocal assimilations are inseparable from strategies of political entrepreneurs. The parameters within which they unfold are demarcated by the subteurzean networks of family ties ad faction of patrons and clients of big men and small boys (Lemarchand 1992:131).

Structural functionalism of Talcot Parsons influenced Bronislaw Malinowski, the anthropologist, in the concept of family ties when the concept of kinship relations. It is Malinowski, Radcliffe-Brown and Shils who counter-penetrated sociology and political science with a great deal of anthropological armoury with their notions of custom, ideas and beliefs and their function in accomplishing and representing an indispensable part within a working concept of ethnicity that Bayart repudiates. Even Parsons was deeply influenced by anthropological functionalism and on the basis of the traditions of anthropological functionalism, he differentiates one sub-system from another on the ground that each performs one of the four functions of adaptation, goal attainment, integration and pattern maintenance (Verma 1975:200). Kinship relations operate within ethnic panoplies investigating and interrogating.

Kinship is an anthropological concept which relates closely to ethnicity. Radcliffe-Brown concedes that the literature dealing with kinship is loaded with theories that are pseudo-historical (Radcliffe-Brown 1950). Kinship systems are tied to ethnic localities and are typified by social relationships whereby the cognitive

relationships between children and their parents define descent. Thus the elementary family is the basic unit of kinship structure in a relationship of affinity (Radcliffe-Brown 1950:4-6). The reality of a kinship system is embedded in a social structure with social relations of person to person as exhibited in their interactions and behaviour in respect of one another. A kinship system therefore presents a complex set of norms, of usages, of patterns of behaviour between kindred and deviations from the norm which have their importance. Capacity to assume leadership responsibility is a real issue in the kinship relations output of the political process. Gerontocratic notions in Africa cannot be wished away in this political process as Bayart seems to do given the legacy of kinship ties today.

The structural organization of society in Africa as explained by anthropologists such as Radcliffe-Brown, Hilder Kuper, Monica Wilson, Max Gluckman, M. Fortes and E.E. Evans-Pritchard among others, followed the outlines of kinship ties. In explaining Neo-Patrimonial patron-client networks of prebendalist Africa, Bayart summarises the driving force of the African political process as belly politics. This is simply superfluous because governance is explained in terms of colonial tactics of effective governance and is defined in terms of colonial relics called State Houses, in terms of physical domination rather than effective political exchange relation within a panoply of ethnic coalitions and varied societal interests (Reno 1995:111). The ethnic institutional structures which absorb, reshape and negotiate with African gerontocratic heritage are not examined. The driving force of these gerontocracies is tradition, embedded in ethnic identity. African perceptions of power and authority have been inextricably linked to their attendant gerontocratic values. Authority was basically gerontocratic in Africa and political actors were recruited, inducted and legitimated within an ethnic universe, which sheer emphasis on discourse and language may find itself too anaemic to confront and unravel.

The Problematic of Ethnicity

Ethnic groups are said to refer to particular forms of political organization which are kin-based. Kin-based groups should be treated as a pre-class universe that has its intersection with the liberal and neo-liberal thought and their societies. Genealogy, kinship and clanship lie at the bottom of the African gerontocratic problematic. Authority and power and their legitimation are closely bound with it and so is political solidarity. There is therefore need to understand the African character of power and authority and pose it in more forceful theoretical terms.

However, there are problems of demarcating class from kinship ties or the broader expression of kinship in the framework of ethnicity. Nevertheless, the second important intersection of gender and ethnicity can be found in the ideologies, stereotypes and practices employed to underline the specificity of an ethnic group (Wilson and Frederiksen, 1994:5). An ethnic group bears its identity and consciousness. The latter is a preservative instinct to perpetuate that identity.

The confusion in the study of ethnicity has been exacerbated by the postmodernist cultural praxis. Postmodernism has greatly influenced the study of ethnicity. The postmodernist tendency has a double aspect, it is both a mode of theorization and a form of sustentative analysis. In a reaction against modernist attempts to capture the nature of the social world in holistic and totalizing formulations, postmodernist discourses embrace the notion of fragmentation. This fragmentation sometimes goes too far, resulting in the denial of significant structuring of power which leads to mere empiricism. Empiricism which is not thrashed with theory is mere concealment of reality.

Post-structuralism which heavily rests on the Nietzschean inspired Michel Foucault is an episteme that has greatly inspired the postmodernist discourse. Neo-liberalism in post-Fordism is yet another paradigm whose prescriptions are a failure in Africa. The new

institutions created by modernization have failed to find roots in the indigenous social and cultural traditions of Third World societies (Brohman 1995:130). That is why Latour's statement that we have never been modern holds true for Africa if modernity is perceived in the Western sense.

Rational Choice Marxism, Post-Fordism and Moral Economy

Post-Fordism was part of the exercise in re-thinking Marxism under the influence of neo-classical and post-structural paradigms, which have not been able to deal with the problematic of ethnicity. Jon Elster and John Roemer's Rational Choice Marxism was key in the making of post-Fordism.

Post-Fordism is old conservatism in new clothes. The rational choice it embraces has decoupled agrarian relations from their material base. Social relations of production have been recast in terms of power exercised from below (everyday forms of resistance by ethnic conglomerates thought of only in terms of peasants in the defense of a moral economy) not in terms of power exercised from above in its form of class essence. Western concepts still pay little attention to the types of structural constraints based on class, gender or ethnicity (Brohman 1995:130) to enable us understand the problematic of ethnicity in Africa.

Also emanating from a post-structural posturing are the so-called new social movements or subaltern studies and the moral economy projects. These projects are both neo-populist and politically conservative. While the subaltern notion poses history as critique, the moral economy concept reduces peasant consciousness to trade union consciousness. Peasant resistance is reduced to attempts by conservative peasants to employ violence in defense of their peasant value defined paternalism. In neo-liberal discourses, when violence

does not attract attention, it is regarded as evidence of chaos and as evidence of bad policies (Reno 1995:111).

Moral economy is seen as a kind of consumer protection or enforcement by riots of the peasant in a quest to maintain a paternalist model. It entails a claim to subsistence. It is backward looking and conservative. According to this moral economy approach, the stereo-typicality of post-modernism with regard to the peasant is given. The assumption that peasants are economically backward because they choose to be so on the grounds of conservative cultural reasons makes the operation of moral economy or peasant resistance to be mediated in the form of popular culture (Staniland 1985).

Although the moral economy and subaltern project has been imported into Africa by African scholars as a basis of studying African peasant and workers movements by some Africanists, this approach is insufficient in enabling us to understand the political economy of conflict in Africa. The peasant community is characterized as undifferentiated and homogenous. The peasant community coincides with the ethnic group and the distinction between a peasant community and other different strata is as perceived to be relative (Mamdani 1996). This way discourse gets stuck in the populist subaltern notion which fails to capture the social relations that are internal to the producing unit.

The subaltern notion is methodologically allied to the moral economy perspective which is derived from the Rational Choice Marxism of John Roemer and Jon Elster. Yielding from this perspective is the choice-theoretic thinking of Douglas North. North built a rational choice model within the Foucauldian post-structural perspectives and philosophy. He applied this model to aspects of institutions which dealt with property rights and their related transaction costs and incentive structures. He developed this model against a background of a critique by Popkin (1979), in which Popkin took issue with a group of scholars

called moral economists. He critiqued the pioneering work of Scott (1976).

To Popkin (1979) the moral economy approach errs both in its depiction and analysis of pre-colonial peasant societies and in its description of their responses to capitalism. It misconceives the nature of peasant revolutions. The moral economy view of peasant society holds that peasants are distinguished by a pre-occupation to safeguard subsistence. This makes them extremely wary of innovation and risk-taking. In other words, it assumes that the peasant village possesses a moral economy because the rules of village life produce moral outcomes.

The Foucauldian post-structural cultural praxis is apparent in this approach of moralizing peasants. But the moral economists perception of conservativeness in peasants is contestable. Their argument that peasants revolt in order to stem the advances of capitalism against their social and moral integrity, and that peasants' anti-imperial movements are resistances against corrosive inroads of capitalist individualism and acquisitiveness and not colonial policy injustices is epistemologically cheeky.

The result is the caricaturing of peasant movements as ethnic despite the shift to state-civil society paradigms in post-type discourses. This is what I call tribalising peasant movements. Peasant resistance is also placed within the amorphous populist subaltern movements, workers movements or so-called popular movements in civil society. It is a detribalization of peasants hence the perspectival poly-morphousness of these post-typical discourses (Aseka 1996).

There is yet to be made an attempt to come to grips with the notion of peasant society beyond the romantic celebration of the moral potential of peasants. Neither has there been a critique of the imperialist knowledge beyond the diversionary efforts of subaltern studies. An

engrossing study of peasant movements inevitably leads to the reckoning with the long-standing problematic of ethnicity. The colonial policy of segregation and marginalization of peasants raises a fundamental conceptual problem that cannot be tackled by perceiving the historical question of the peasantry from the standpoint of their morality or in mere metaphors. The identification of the lineage of peasant narratives as a discourse which is modern is sheer anthro-pologization of history. Pnina Motzafi-Haller (1994) talks of historical narratives as political discourses of identity in the light of the post-modern challenge in Southern Africa.

The reduction of historical explanation to mere narratives or the use of metaphors does pose clear obstacles. The use of metaphors, despite their evocativeness, turns out, on closer inspection, to be just metaphorical devices rather than conceptual tools. Metaphors are not only foundational, they also conjure up images and prove to be blunt instruments for coming to terms with analytic issues such as: where is the distinction between tribalism and ethnicity in the constitution of consciousness? Is ethnic identity the result of a historical process or is it simply invented by statecraft or imagined by intellectuals? What goes into the making of ethnicity? When is the rural society or civil society, peasant, ethnic or tribal? In whose terms is the nation-state defined?

Towards a New Political Economy of Ethnicity

I am aware that post-structuralism has greatly influenced gender studies and the study of ethnicity. Ethnicity is perceived as a form of identification alongside other overlapping, fluctuating, shifting and mutually interlinked identifications such as gender, class, language, religion, social movements etc. These are forms which are said to constitute basic levels of identity and differentiation which underlie and interact with other layers. Conflicts and tensions are said to be lived and worked out imaginatively (Frederiksen 1994:61). The concepts of ethnicity, gender and class are fragmented further by denying the

pertinence of overarching theories of race, patriarchy and capitalism. Ethnicity is described as the politicization of culture. Wilson and Frederiksen (1994) argue that conflicts over definitions of identity are violent and the politics of identity have come to stay (Wilson and Frederiksen, 1994:1-2).

Ethnicity is described as a group's way of conceptualizing and relating to the enveloping society. It may be mobilised to be constitutive of a nation (Wilson and Frederiksen 1994:2). Resonating with the postmodernist notion of primordial ethnic identity, increasing historical accounts are being made on the changing nature of ethnicity formation in Africa (see Lawrence and Manson 1994).

Arguments have been posed (see Kandeh 1992) that ethnicity is a type of primordial identity and that ethnicity and cultural differentiation have a great mobilization potential. It has been stated that ethnicity has effective primacy over class in Africa (Kandeh 1992:98). It is a strategy for state control, but at the same time it has crystallized into an opposition to other forms of politics. It is true that in the post-Cold War era, ethnicity has been highly politicized. In explaining the politicization of the ethnic collectivity, the Gramscian notion of power is applied to Africa. Power is thought of as a two-faceted and sometimes contradictory force. It is a combination of force and consent (Haynes 1995:96). Indeed, power has always been a central component of development. Without power there is little that the majority can do to change their situation (Brohman 1995:130).

Neo-Gramscians argue that capitalist rule is maintained by the ruling class maintaining and reproducing its position through consent and by the voluntary acceptance of its positions by the masses. That the ruling class's position is dependent on its cultural and ideological influence, and not on its economic and political power.

The potency of petty bourgeois nationalism, the militancy of the peasantry and workers necessitated the need for reform and the initiation of the decolonization process. These forces forced a modification on colonial structures and institutions to contain emerging forms of political consciousness and their inherent dangers to colonial power. It involved the need to define reform programmes which were abstractions from a series of local and imperial policies whose eventual execution reflected an adjustment in political behaviour of the imperial colonial elite (Aseka 1989). Workers and peasants' social movements emerged as responses to conflicts and contradictions in the colonial political economies which in a dialectical way created need for resolution in the form of policy reforms. These classes did not necessarily form an essentialist political imaginary by posing class as a positive identity as post-Marxists would have us believe.

The policy reform process and policy execution generated, intensified and accelerated other conflicts and contradictions which made decolonization a culmination of a long historical process and not an imperial plan. It was a process which began with political and economic reforms in the post-war years as piecemeal and conjunctual responses to particular problems and crises (Aseka 1989).

When responded to each of these further shaped the changes in the structure of the colonial political economies. Out of them emerged a more self-conscious and purposive logic of decolonization which poststructural inter-subjectivism, over-determinism and anti-essentialism miss in their rejection of the logic of cause and effect. With their rejection of this logicity, their claim to methodological scientificity is questionable. But there can be no change without movement, motion or process. History is all about dynamism and not static conditions. It is both a process and a condition. Every condition bears a dynamic which makes it amenable to the process of change and change does not necessarily lead to delinkaging with the past. The

.rejection of the so-called structuralist economism has to be reworked in terms of a proper philosophy of history that goes beyond post-modernist eclecticism.

Change is a result of a process which may be located in given historical contexts and contexts may be interlinked. Historical processes are characterized by social struggles and conflict is a continuous feature in human society. It has its cause and effect and to deny this logic is to absolve imperialism of the social impact of its policies in the colonial and post-colonial eras.

We need a new political economy of ethnicity which articulates the interface between loyalty and grievance, aspiration and resignation, social solidarity and cleavage, totality and fraction, the abstract and the concrete. We must inquire into the problematic of the relationship between social conditions, aggregated or disaggregated categories, conjunctural and disjunctural processes, monolithic and multiple forms or processes.

However, one of the significant social conditions worth noting is that of inhibited capitalism. This condition generated the profligacy of petty bourgeois political actors who were reacting to this exigent colonial condition (Aseka 1989). The petty bourgeois class emerged in the process of colonial transformation as did a deprived peasantry which was marginalised through the exclusivist policy of creating ethnic (native) reserves and through the application of racist policies of education and commerce.

The imperialist effort to control processes of production and exchange subordinated and excluded Africans from possibilities of equal competition or partnership and blocked them from some of the avenues of capital accumulation. The lack of full capitalist development generated stunted social classes whose politics

corresponded to their stunted character. It was a politics which was ethnically defined and must be captured in a new philosophical project.

Inhibited capitalism was unable to destroy traditional peasant linkages and relations and the African politics was unable to transcend the ties and relations of ethnic solidarity and sociality. Its particularism was legitimated by the domain of the customary (see Mamdani 1996) whose urban purveyors were ethnic welfare associations. In the rural villages, the dispensers of customary justice were the cadres known as chiefs. Conflict over the customary was unavoidable given the social tensions which were emerging that were grounded in two intersecting realities. These were the realities of the traditional regime which was waning and the colonial compulsions with their modernizing pretences which were gaining prominence (Mamdani 1996).

It is then clear that tension-producing developments interlocked and created a conflictual social arena in which the ethnic factor was a major resource that was resorted to by those contending for power. These facts of life still obtain in many contexts in post-colonial Africa and cannot be fully comprehended by sheer isolation of ethnicity as an element in a person's identity which helps demarcate his or her scope for social action.

Frederiksen (1994) states that ethnicity is socially constructed and is situational. This is a discourse which she says, brings out lived conflicts between different ethnic groups and the debate about inter-ethnic conflicts. Conflicts and tensions are highlighted and the destabilization of the process is said to be attributable to politicization of ethnicity. This is a mobilization which is said to activate other tribes as counter-forces in turn.

But Frederiksen's (1994) postmodern analysis of the politicization of ethnicity in Kenya, which shows how the multi-party transformative politics degenerated into feats of ethnic cleansing, loses sight of the

historical sequence of events. The historical process is marred by narratives which are of no extrapolative utility. In Sierra Leone, Kandeh (1992) describes the politicization of Creole, Mende, Temne and Limba identities. He argues that these identities have played a dominant role in shaping political processes in post-colonial Sierra Leone. He feels that the linkage between competitive politics and the politicization of ethnic identities in that country suggests that political ethnicity is primarily an instrumental construct. It tends to collapse the distinction between ethnic identity on the one hand and political choices, affiliations and loyalties on the other.

Ethnicity is described as the politicization of culture and under its banner, people seek to defend and promote their culture in opposition to others. The aim is to get more attention from the state, may be to bring it down or to take it over, may be to work from within it by questioning, undermining and subverting it (Kandeh 1992). But all this is part of the wider project of anthropologization of disciplines. Cultural identity in the so-called modernization discourse has tended to be squeezed into the mould of national culture (see Booth 1992). The anthropological culture is fast capturing the post-colonial state, the arena of a new concept of multicultural life. But we must be warned that the return of anthropology invites the return of anthropological myth in Africa. As Mwanzi says, anthropology, must either become history or nothing at all because whenever anthropology is associated with history, there has been nothing but recognizable error (Mwanzi 1972:1).

A great deal of the discourse on ethnicity is actually an intellectual exercise in the politics of myth creation. This is best captured by such terminology as invention or re-invention or imagined otherness. This is an imperialist trap to domesticate the African discourse and knowledge. Aestheticization of narratives, illusions and delusions miss the essence of intellectualism in social transformation. Ethnology's vocation and imperialism are beautifully mixed in the same cultural logic, as Frederic

Jameson would say, that post-modernism is the cultural logic of late capitalism.

Frederic Jameson like Eagleton says postmodernism is complicity with commodification. Jameson subscribes to Nietzsche's condition of linguistic materiality as basic to the postmodern condition. This is not far from Baudrillard's technological determinism to whom knowledge is the key commodity in moving out of an economy of production, which is Fordist, into the post-Fordist economy. To both Jameson and Baudrillard, we have entered into the culture of the simulacrum (Waugh 1996:115).

To think anthropologically is to validate ethnicity as a category and correlate ethnicity and otherness. Is ethnicity therefore an imperialist tool? Is it an illusion, a useless category of interpretation when inquired into in terms of identity and difference? Many scholars would agree that ethnicity is an imperial tool. African ethnics were constructed by the colonizers to enable the imperial state builders to divide and conquer. The colonial definition of the customary was therefore an exercise in ethnic creation. Ethnicity was constructed to maximize possibilities of ethnic choice.

Questioning the Notion of the Subalterns

The subaltern effort to practice history as critique as embraced by Mahmood Mamdani is yet another methodological disappointment. His *Citizen and Subject*, and his article on the theme of 'Genocide and the State' (*New Left Review* No. 216), which examine historical conditions of conflict in Southern Africa and Rwanda respectively fall into the folly of history as critique. The subalterns in the traditions of Gayatri Chakravorty Spivak attempt to give voice to the colonial subjects or the so-called developing world subalterns. Spivak is a Marxist deconstructionist critic who has attempted to capture the tension between the Western culture and colonised subjects' culture in terms of

what she calls 'Voices of Resistance'. To her, the subaltern speaks. The colonial subjects are positioned to speak from distinct but complimentary perspectives (Chakrabarty 1991). Subaltern subjects are allowed to represent themselves with maximum authenticity (Wald 1992:17).

An attempt is made to transform history without sufficient philosophical retooling. This has led to the emergence of raw and philosophically untutored historical consciousness which merely sees subaltern classes and groups as the subjects of their own history. It lost the emancipatory political philosophy based on class consciousness by relapsing into a post-modernist episteme focussing on culture and hermeneuticism which is apologetic of capitalism. The project of post-modernity is allied to the philosophically naive Fukuyamite notion of the death of history.

There can be no end of history without an end of mankind because every human activity is historical. The attempt by post-structuralism and post-coloniality to put history in a deep freezer is sheer methodological perfidy. The post-structuralist rejection of historicist ideas of history is suspect, an imperialist project to create a historical amnesia which began with Martin Heidegger.

A bizarre methodological retooling began in Ludwig Wittgenstein with his emphasis on language and Walter Benjamin with his notion of the importance of allegory and narratives in historical explanation. This reassertion of the place of narratives and metaphors led Hannah Arendt, Heidegger's student, to embrace historical imagination and the redemptive power of narrative, which resonates with Frederic Jameson, the postmodernist. Knowledge in the form of post-modernism is generating a dangerous intellectual consumerism. They are operating from the philosophical bellies of post-colonial critics like Jacques Derrida, Gayatri Spivak and Homi Bhabha and another brand of post-colonial belly of J.-François Bayart, Anthony Kwame Appiah and

Valery Mudimbe. The post-colonial motif emerges in their social discourse as a kind of writing. Post-colonial theory engages with forms of textuality, practices representation and modes of investment in colonial histories. In Bhabha's *The Location of Culture* (1994), the language of critique is effective to the extent to which it overcomes the given grounds of opposition and opens up a space of translation, a place of hybridity.

The postmodern junking of history is a relic of Heidegger. It is however contestible. Heidegger is a Nietzschean and Husserlian phenomenologist whose project was the constitution of the subject in a new concept of being. To him time has ceased to be anything other than velocity, instantaneousness and simultaneity, and that time as history has vanished from the lives of all peoples. The Fukuyamite notion of end of history stems from this. Heidegger was Nazi and he admired and quoted the racist scholar Alfred Rosenberg in support of Adolf Hitler's party. His idol, Nietzsche, was a psychotic case who ended up in a madhouse at the age of 45. They were advocates of cultural imperialism.

History is not just such cultural imperialism. Historical sensibility goes beyond narrative. History is both a process and a condition and as a process it is causal and dynamic. Without motion it would be static. In any case even though narratives may underspecify causality in the processes described in the narrative, narratives themselves give an idea of causality because of the chronological order of events. Narratives combine things that are determined by general laws with things that are contingent, producing a plausible followable story. As Vandsemb (1995) says: 'in the postmodern sequel, narratives illuminate the logic of individual action and the effects of structural constraints within which life courses evolve'.

Post-Structuralism and Neo-liberal Perceptions of Governance

According to Mamdani (1996), hegemonic construction by the colonial state dealt with the ethnic question in terms of the native question. Direct rule was for civilized society whereby the so-called civilized citizens had access to European rights. The uncivilized were excluded from these rights and segregation was rationalized as more of a cultural affair. The uncivilized would be subject to an all-round tutelage with a modicum of civil rights. They had no political rights. The rationale of civil power was that it was the source of civil law that framed civil rights in civil society.

Therefore, the anti-colonial struggle was located in the quest to eradicate this form of colonial governance, which racially defined the citizenry and its associated regime of rights. The anti-colonial struggle was a struggle of embryonic middle and working classes, with the native ethnics in limbo in their struggle for entry into civil society. That entry brought about the expansion of civil society, itself the result of an anti-state struggle. This is a reasonable political economy of the nationalist struggle given our perception of the historical formation of ethnicity in the colonial era.

It is therefore correct as Mamdani (1996) says: the nature of political power ought to be perceived in terms of concrete accumulation processes and the struggles shaped by this. But he seeks to go beyond the starting point of analysis of the labour question by Marx by turning on the imperative of the Gramscian quest for the maintenance of political order. He argues that to understand the form of state forged under colonialism one has to place at the centre of analysis, the riddle of the native question, in other words, the problematic of ethnicity.

Mamdani's perception of the colonial state is characterised by peasants governed by a constellation of ethnically defined native authorities under the supervision of white officials from a racial

pinnacle. This influences his identification of the need to deracialise civil society by the post-colonial state in Africa. It also influences the need to detribalise the native authority and the need to develop the economy given the unequal international relations. For him, reform processes were unable to tackle the dual legacy of the bifurcated state since the post-colonial state and the exercise of its power, fashioned through radical reform, was underlined by the despotic nature of power. The question of resilient despotic power has necessitated the call for political and economic reform in Africa in a new quest for good governance.

With regard to post-Cold War notions of governance, Moore (1996) doubts whether there is a civil society organised enough to demand reforms from a state which sees itself as acting on behalf of organised interests. The emergence of such a civil society had to be institutionalised by various American-designed capacity-building projects to hasten the institutionalization of good governance. This good governance leans towards instituting public accountability of donor funds and the good governance of the entire political process. Good governance policy discourses were conceived in the language and practice of instrumentally constructing democracy through the conditionalities of SAPs without unraveling the problematic of the colonial legacy. But can democracy be constructed in Africa on the basis of an empirically defined reform package? Has the emancipatory agenda lost meaning? Without the centrality of this agenda, is the quest for good governance not undermined by imperialist conditionality?

The good governance discourse was given justification by the belief that state financial mismanagement was the cause of the post-1970s African crisis. Moore (1996) correctly argues that structural adjustment became the developmental bottom-line as waves of (post-Fordist) Thatcherite and Reaganomist neo-liberalism took root as the West was buffeted by the debt crisis, the near excess basic needs, the

pressures from the dependency theory and political and economic threats such as the call for a New International Economic Order. There were many terrains of global conflict which reverberated in Africa. Good governance offered a double opportunity to instill Western values in African countries among the missionaries of good governance. These Western values undermine the political legitimacy of African so-called democratic governments.

The concept of governance has come to occupy a prominent place in the discourse on democracy. Hyden and Bratton (1992) identify what dimensions of regime management are particularly important for understanding how political systems can be sustained and developed. They argue that governance is a concept which is best suited to the regime level. It differs from policy-making levels of government and administration located at the level of bureaucracy. Just as politics is dynamic, so are its underlying social variables: governance and civil society. This is a notion which draws its inspiration from the rational choice theory. Rational choice approaches to the study of politics are of growing prominence in political science, especially in comparative politics, international relations and political theory.

Hyden states that it has become common place to embrace rational choice theory because its epistemological and methodological premises permit a degree of logical consistency in assumptions about human behaviour. They therefore explore the usefulness of governance and other concepts in the study of politics, politics which to them is a creative force. They go with the World Bank's (1989) identification of Africa's crisis as a crisis of governance. It is a crisis characterized by extensive personalization of power, the denial of fundamental human rights, widespread corruption and the prevalence of un-elected and unaccountable governments. But the imperialist nature of the Bank's Structural Adjustment and other programmes undermine the structure and procedure of democratic governance they envisage to set up.

Implicit in this perspective is the call for liberalization and democratization. The World Bank's position was influenced by activities of the Carter Centre on Governance in Africa at Emory University in which Goran Hyden, Robert Bates, Donald Rothchild and Michael Bratton were involved. Richard Joseph of the Centre was instrumental in conducting seminars in 1989 under the auspices of the Centre's African Governance programme to popularize the concept of governance among Africanists (Hyden and Bratton 1992). It was accepted as a more useful concept than government and leadership in tackling problems of the state/society dichotomy. To them, government and leadership largely refer to the formal-legal institutionality of the state. Yet this is a public realm which encompasses both state and society.

Governance captures both state and society as a process that consciously managing regime structures. Regimes are distinct from government or state because they are less permanent than a state. Government provides the structural framework within which resources are allocated. But governance entails the management of regime structures with a view to enhancing the legitimacy of the public realm (Hyden and Bratton 1992). Political legitimacy is a dependent variable produced by effective governance. Legitimacy translates into social capital. In this conception, a lot is drawn from Max Weber's concept of power and the structural-functional discourse on legitimacy. The edifice of structural-functionalism is re-introduced with a semblance of Marxified welfare economics reconstituted as rational choice. They also draw from the anti-postmodernist, yet Weberian and Parsonian, Jurgen Habermas's modern critical theory especially what he calls the theory of communicative action (see Habermas 1994), which he says is capable of producing social awareness, in other words, social consciousness. The governance approach can thus be cast in a post-materialist and post-positivist veil. Can national dialogue generate a national consensus and reconciliation of divergent interests?

Governance is viewed as an interactive process by which state and social actors reciprocally seek for consensus based on the rules of the democratic political game. They promulgate governance reforms as being necessary in the process of political change (Hyden and Bratton 1992). Is the sense in which protest and reform are deemed as necessary in political change by neo-liberal discourse enough for social transformation in Africa? As protesters continue to press and escalate their demands, governments are forced by circumstances to embark on constitutional reforms. The conference on governance was followed by the conference on civil society in North Carolina in 1991, at which the Polish scholar Bronislav Geremek expounded on the place of civil society in democratization. In this conference, Geremek drew from the experience of the Catholic Church and the Solidarity Movement in the fight against communist dictatorship in Poland to popularize the notion of civil society.

Strategies have been devised of re-appropriating civil society from the state. The state becomes the object of action by the citizens. The conception of civil society is conceived to include the international community as custodians of the democratic agenda. The African democratization project had to be one of transforming the state by conscious intervention. The postmodernist epistemology trivializes the class composition of the state. It decouples state and class in an anti-state discourse whose project is to re-appropriate civil society from the state (Aseka 1996). This decoupling trivializes the class character of the state, yet without this class characterization, it becomes impossible to say the kind of socio-economic contradictions which permeate programmes and objectives of the state. What is needed is a national philosophy of transformation.

The assumption that an (imperial) international civil society can effect change in modes of governance to the benefit of African people is superficial. This is basically instrumentalizing democracy. We must

insist on the domestic origins of reforms. There is a lot of rhetoric about transparency, accountability, good governance and empowering civil society which has been produced in certain historical forms. We need to know what kind of practice produces rhetoric and identify the hiatus between rhetoric and practice.

The dominant discourse in the formulation of these concepts is post-modern. It therefore carries with it the philosophical and ideological baggage of imperialism. It is embedded in the global terrain of contested ideologies. An African discourse must be constituted which transcends this postmodernist discourse. Whenever the structures and procedures of democratic governance are undermined, political legitimacy also gets compromised. However, contemporary discourse on governance and civil society is not only comprador but also programmatic. Neither is it sufficiently analytical. It is more anthropologically ideological rather than historically logical. To cut through its pretensions requires a new cut of historical analysis.

References

- Altukhov, V., 1989, 'The Dialectics of the Integral World', *Social Sciences*, Vol. XXI No. 4.
- Aseka, E. M., 1989, 'Political Economy of Buluya: 1900-1964', Ph.D Thesis, Department of History, Kenyatta University.
- Aseka, E. M., 1996, 'On Mamdani's Genocide and the State', *CODESRIA Bulletin*, No.4.
- Arendt H., 1993, 'Communication Power', in S. Lukes (ed.), *Power*, Oxford, Blackwell Publishers.
- Barrett, W., 1961, *Irrational Man: A Study in Existential Philosophy*, London, Heinemann.
- Booth, D., 1992, 'Social Development Research: An Agenda for the 1990s', *The European Journal of Development Research*, Vol. 4, No. 1.

100 *Africa Development*, Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

- Brohman, J., 1995, 'Universalism, Euro-centricism, and Ideological bias in development studies: from Modernization to Neoliberalism', *Third World Quarterly*, Vol. 16, No. 1.
- Chakrabarty, D., 1991, 'History as Critique and Critique(s) of History', *Economic and Political Week*, September.
- Covey, S., 1992, *The Seven Habits of Highly Effective People*, New York, Simon and Schuster.
- Dahrendorf, R., 1970, 'Social Structure, Group Interests, and Conflict Groups' in M.E. Olsen (ed.), *Power in Societies*.
- Daly, M., 1974, *Beyond God the Father: Toward A Philosophy of Women's Liberation*. Boston, Beacon Press.
- Eagleton, T., 1985, 'From Capitalism, Modernism and Postmodernism', *New Left Review*, Vol. 192.
- Frederiksen, B.F., 1994, 'Gender, Ethnicity and Popular Culture in Kenya', *The European Journal of Research and Development*, Vol. 6, No. 2.
- Giddens, A., 1984, *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity, Press.
- Habermas, J., 1991, *The Theory of Communicative Action Vol. One Reason and the Rationalization of Society*, Cambridge, Basil Blackwell.
- Habermas, J., 1992, 'Hannah Arendt's Communications Concept of Power', in S. Lukes (ed.), *Power*, Oxford, Blackwell Publisher's.
- Haynes, J., 1995, 'Popular Religion and Politics in Sub-Saharan Africa', *Third World Quarterly*, Vol. 16, No. 1.
- Hyden, G. and Bratton, M. (eds.), 1992, *Governance and Politics in Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- Janmohamed, K.K., 1976, 'Ethnicity in an Urban Setting: A Case Study of Mombasa' in B.A. Ogot (ed.) *Hadith VI: History and Social Change in East Africa*. Nairobi, East African Literature Bureau, pp. 186-206.
- Kandeh, J.D., 1992, 'Politicization of Ethnic Identities in Sierra Leone', *African Studies Review*, Vol. 35, No. 1.
- Lawrence, M. and Manson A., 1994, 'The 'Dog of the Boers': The Rise and Fall of Mangope in Bophuthatswana', *Journal of Southern African Studies*, Vol. 20, No. 3.
- Latour, B., 1993, *We Have Never Been Modern* (Translated by Catherine Porter) London.
- Lonsdale, J., 1981, 'State and Social Processes in Africa: A Historiographical Survey', *The African Studies Review*, Vol. 24, Nos. 2 and 3.
- Lonsdale, J., 1995, 'African Pasts in Africa's Future', *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 23, No. 1.
- Lukes S., 1992, 'Introduction' in S. Lukes (ed.), *Power*, Oxford, Blackwell Publishers.

- Mafeje, A., 1991, *The Theory and Ethnography of African Social Formations*, Dakar, CODESRIA.
- Mamdani, M., 1996, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, London, James Curvey.
- Meyers, R., 1983, 'International Paradigms, Concepts of Peace and the Policy of Appeasement' *War and Society*, Vol. No. 1, May 1983, pp. 43-65.
- Moore, D., 1996, 'Reading Americans on Democracy in Africa: From the CIA to 'Good Governance'', *The European Journal of Development Research*, Vol. 8, No. 1 June.
- Motzafi-Haller, P., 1994, 'Historical Narratives as Political Discourses of Identity', *Journal of Southern African Studies*, Vol. 20, No. 3.
- Mwanzi, H., 1972, 'African Religion in African Scholarship', Staff Seminar Paper, Hisotry Department, Univeristy of Nairobi.
- Olsen, E.M., 1970, 'Marx as a Power Theorist', in M.E. Olsen (ed.) *Power in Societies* London, MacMillan.
- Olsen, E.M., 1970, 'Power Perspectives on Stratification and Race Relations' in M.E. Olsen (ed.) *Power in Societies*, London, MacMillan.
- Plant, R., 1991, *Modern Political Thought*, Oxford, Basil Blackwell.
- Popkin, S., 1979, *The Rational Peasant: The Political Economy of Rural Society in Vietnam*, Berkeley, University of California Press, 1979.
- Reno, W., 1995, 'Re-invention of an African Patrimonial State: Charles Taylor's Liberia', *Third World Quarterly*, Vol. 1, No. 1.
- Staniland, M., 1996, *What is Political Economy? A Study of Social Theory and Underdevelopment*, New Haven, Yale University Press.
- Scott, J., 1976, *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in South-East Asia*, New Haven, Yale University Press.
- Vandsemb, 1995, 'The Place of Narrative in the Study of Third World Migration: The Case of Spontaneous Rural Migrations in Sri Lanka', *The Professional Geographer*, Vol. 47, No. 4.
- Varma, S.P., 1983, *Modern Political Theory*, New Delhi, Vikas Publishing House.
- Vilikazi, H., 1997, 'Tradition and Modernity', Paper presented to Conference on Cultural Transformations in Africa, Legal, Religious and Human Rights Issues held at the University of Cape Town, South Africa from 11-13 March.
- Weber, M., 1992, 'Domination by Economic Power and by Authority', in Weber, M. (1946), S. Lukes (ed.), *Power*, Oxford, Blackwell Publishers.
- Wagh, P., 1996, *Postmodernism: A Reader*, London, Edward Arnold.
- Wald, A., 1992, 'The Subaltern Speaks', *Monthly Review Press*, April.

102 *Africa Development*, Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

Weber, M., 1946, *Essays in Sociology*, Trans. by H.H. Gerth and C. Wright Mills in London, Oxford University Press.

Wilson, F. and B.F., 1994, 'Introduction: Ethnicity, Gender and the Subversion of Nationalism', *The European Journal of Development Research*, Vol. 6, No. 6, December.

Abstract: The paper presents the issues of ethnicity, governance and prevention of conflicts in terms of their political management through the proper exercise of power. Conflict cannot be prevented, it can only be managed. The crucial determining factor in ethnic, gender and class relations is power. The paper traces notions of power in the works of various philosophers and outlines the significance of perceiving the impact of paradigmatic shifts on political discourse. These shifts are perceived as intellectual itineraries from structural-functionalism to the contemporary North America Critical Theory and postmodernist theory. The problematic of ethnicity is posed within debates emanating from the ensuing perspectival contests and paradigmatic struggles. The moral economy, rational choice, and subaltern approaches are also interrogated and critiqued. The paper contends that when the structures and procedures of democratic governance are undermined, political legitimacy also gets compromised.

Vers une économie politique des conflits au ras du sol

Jean-Marc Ela*

Abstract: To what extent is conflict central to the day-to-day life in Africa, where millions of men and women are confronted with the crises of the state and economy as a result of adjustment and globalization processes underway? The paper highlights that the dynamics of violence are deeply rooted in the day-to-day life and sheds light on the crises undermining the very foundations of African societies. It argues that such an understanding forces us to recognise the 'disenchantment' process unfolding in contemporary Africa, revisit the logics of frustration and exclusion affecting weakened communities (populations) and to grasp the origins of the conflicts in Africa to day.

Réhabiliter la banalité

Pour préciser le cadre d'analyse qui oriente la recherche sur ce domaine dont l'exploration est un défi aux sciences sociales en Afrique, des choix théoriques sont nécessaires et doivent nous préoccuper dans ces considérations préalables. Depuis des années, nous avons pris conscience de la nécessité et de l'urgence de redonner toute son importance à la banalité afin d'approfondir l'intelligence des réalités humaines et sociales en milieu africain. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment perçu les nouveaux enjeux de la connaissance dans ces sociétés où, en un sens, le plus important n'est pas nécessairement ce qui se voit, mais ce qui se cache. Plus précisément, les objets longtemps boudés par la recherche technocratique sont les plus révélateurs pour la compréhension en profondeur du vécu de nos sociétés en gestation. Dès

* Professeur invité au département de Sociologie, Université Laval, Canada.

lors, l'on ne peut écarter du champ d'analyse ces objets arbitrairement jugés indignes pour la recherche.

En fait, comme le suggèrent les travaux pionniers d'Henri Lefebvre sur la quotidienneté, il faut changer de regard pour redécouvrir les faits en apparence informes et insignifiants et les soumettre à l'analyse critique. A cet égard, «l'analyse de la vie quotidienne a pour but de révéler la richesse cachée sous l'apparente pauvreté du quotidien, dévoiler la profondeur sous la trivialité, atteindre l'extraordinaire de l'ordinaire» (Lefebvre 1958).

Il s'agit de retrouver le rôle des mille petites superstitions attachées aux mots et aux choses, aux gestes et aux faits de tous les jours. Bref, il faut revenir au quotidien pour redécouvrir «l'homme ordinaire» dans les lieux où, grâce aux «arts de faire», aux ruses subtiles, aux «tactiques» et «stratégies» qui mettent en œuvre les pratiques inventives par lesquelles il tente de faire face à la violence des choses (De Certeau 1999). On entrevoit l'épaisseur du quotidien qui constitue le lieu privilégié où se déploient les formes variées de «l'intelligence de la ruse» (De Certeau 1990:65). En auscultant la vie ordinaire, l'observateur attentif trouve une foule d'indices qui fournissent à l'analyse un vaste répertoire permettant de comprendre les «manières de faire» qui témoignent de l'inventivité des acteurs sociaux. Des pans de vie en société deviennent ainsi les signes et les mémoires de la société. Car, si l'analyse de la vie quotidienne s'impose, c'est qu'elle s'ouvre sur l'ensemble du social. A la limite, la quotidienneté en tant que réalité et concept peut être prise comme fil conducteur de la connaissance de la société dans l'exacte mesure où le quotidien s'inscrit profondément dans le global: l'Etat, l'économie, la culture, etc. Une nouvelle génération de chercheurs africains commence à prendre conscience de la fécondité de ces approches qui valorisent la banalité. Qu'il suffise de rappeler les notes de Mbembe sur la post-colonie ou ses analyses des images et des représentations du pouvoir à partir des

caricatures. On assiste à la mise à nu de tout un système politique à travers les formes de vulgarité du langage et des mœurs dans les sociétés où le sexe, la bouffe et la politique sont en interrelation constante. De ce point de vue, rien ne peut être négligé si l'on veut réellement découvrir «le dessous des choses» en Afrique. Les «manières de parler» qu'une société invente à un moment de son histoire doivent particulièrement retenir l'attention. Au-delà des discours officiels et des langages institués, il importe de se mettre à l'écoute de ce qui se dit dans un pays lorsque tout un peuple se fâche. C. Monga l'a bien compris en mettant en lumière les dimensions politiques de la colère à partir des formes de désobéissance civile qui ont surgi au Cameroun dans le cadre des «villes mortes». Cet événement oblige à retrouver tout le poids de la banalité dans l'analyse des stratégies et des procédures mises en scène par des groupes sociaux. Tout le problème est de savoir s'il ne faut pas reconsidérer le «banal» et «l'insignifiant» pour repérer les dynamiques et les logiques qui travaillent en profondeur de l'Afrique contemporaine. Si l'Afrique en colère est un défi aux politicologues, ne faut-il pas investir toute la vie ordinaire pour construire «une véritable anthropologie de la quotidienneté» (Monga 1994:10) en vue de renouveler l'intelligence de l'Afrique contemporaine.

Nous entrevoyons la nécessité d'une archéologie de la violence et des conflits dans les sociétés africaines qui ont leurs «arts de faire» en mettant en œuvre des «ruses et tactiques» (De Certeau 1990:65). Cette démarche s'impose si l'on se décide à revenir au concret pour retrouver la «banalité de l'horreur» et montrer comment la «tragédie» est quotidienne dans l'Afrique contemporaine. Une telle reconversion est impossible sans une mutation de regard. Si l'on s'en tient aux mises en scène des médias, quand on parle des conflits en Afrique, on pense d'abord aux guerres, aux massacres et aux génocides. En fait, la plupart des études, reportages et recherches se concentrent sur les affrontements armés qui se multiplient dans les différentes régions du

continent. Un autre regard nous oblige à prendre en compte et à reconsidérer la centralité des micro-conflits qui structurent les sociétés africaines et s'inscrivent dans les trajectoires de la vie quotidienne. C'est à peine si les médias s'attardent sur ces conflits. Lorsqu'ils sont repérés ici ou là, c'est pour être réduits en faits divers. Plus souvent, on n'en parle pas. Ils ne représentent aucun intérêt pour l'actualité. C'est pourquoi, on préfère les taire ou simplement les ignorer. Ils ne semblent inquiéter personne. Pour les chercheurs eux-mêmes, beaucoup les tiennent en médiocre estime: ils ne méritent pas que l'on y investisse des capacités d'analyse. Bref, ils ne sont pas des objets dignes pour la science. Pour nous, il faut réhabiliter ces conflits longtemps négligés et méconnus. Car, ils dissimulent les risques et les violences dont on ne soupçonne pas la gravité et l'ampleur de leurs conséquences. De toute manière, ces conflits ne peuvent être écartés du champ d'analyse de la quotidienneté. Il nous faut donc mettre à jour les risques et les violences dont ils sont porteurs. De fait, au même titre que les guerres, les conflits que l'on tend à refouler des centres d'intérêts officiels déterminent les rapports sociaux et conditionnent les normes, voire la culture d'un grand nombre sans cesse grandissant d'Africains de cette fin de siècle. A la limite, les conflits au quotidien provoquent les ruptures dans les identités que se façonnent les acteurs et dans leur rapport au monde qui les entoure.

La fin de l'exotisme

L'analyse de ces conflits ouvre de nouveaux champs de recherche dont il faut approfondir les enjeux pour une nouvelle connaissance de l'Afrique. Il convient ici de rompre avec un stock d'images et un système de représentations qui considèrent les sociétés africaines comme des «sociétés froides» et harmonieuses. Nul n'ignore le poids de ces images et perceptions qui entretiennent le mythe de l'exceptionnalité africaine dans les contextes socio-culturels où l'exotisme alimente les rêves d'un monde où tout n'est que ordre et

beauté. Pour certains, l'Afrique est encore un des lieux où l'homme vivrait en communion non seulement avec la nature, mais en parfaite convivialité avec ses semblables. On en vient à célébrer le sens de l'hospitalité chez les Africains et à réactiver le mythe du communautarisme qui serait une spécificité des sociétés noires. Face à la crise qui secoue le continent, des enquêtes ne cessent de relever les pratiques de solidarité et la résurgence des réseaux d'entraide au sein des contraintes que de nombreuses catégories sociales s'efforcent de surmonter en investissant sur les obligations de parenté et les logiques de lignage.

L'on risque d'oublier les stratégies élaborées par les sociétés traditionnelles pour exorciser la violence en brisant les forces de transgression de l'ordre établi. Des tentatives subtiles visent à désamorcer les tensions et les conflits qui ne peuvent être masqués. Ainsi, les fêtes et les rites cherchent à célébrer l'unité autour de l'ancêtre commun de manière à gérer les ruptures et les désordres par un processus de dramatisation et de sacralisation du jeu des forces antagonistes. A travers ce jeu, il s'agit de «tenir» la société en lui faisant croire qu'il n'y a pas de conflits en son sein. Mais les rites organisés pour retrouver un équilibre précaire attestent qu'une société sans conflit serait impensable. Comme G. Simmel l'a bien entrevu au début de ce siècle: aucune société ne saurait prendre une forme déterminée «sans une certaine proportion d'harmonie et de discorde, d'association et de compétition, de tendances favorables et de tendances défavorables» (Simmel 1908:31-32). Bref, «sans le conflit, aucun groupe social n'aurait la capacité de manifester «un processus de vie réelle» (Simmel 1908).

Si l'on reconnaît ce rôle du conflit au centre de la vie sociale, ce qui doit préoccuper la recherche c'est le souci d'identifier les «soupapes» de sécurité qui délivrent la société de tensions qui la menacent; il faut aussi découvrir les techniques par lesquelles les groupes humains

s'organisent pour renforcer leur cohésion interne en surmontant les dissensions et les clivages qui les guettent. En tout état de cause, les dynamiques conflictuelles qui contribuent au maintien des sociétés vivantes ruinent la vieille image unanimiste des sociétés africaines. Ce qui met à nu la fausse unité de ces sociétés aujourd'hui, c'est l'émergence du système d'inégalité et de domination inhérent à l'avènement de l'Etat postcolonial en Afrique. Les langages populaires ne s'y trompent pas lorsqu'ils distinguent clairement les «gens d'en haut» et les «gens d'en-bas». En tenant compte des déséquilibres internes dans les pays où les stratifications sociales se renouvellent, on peut se demander s'il n'y a pas ici un potentiel énorme de conflictualité prêt à éclater dans les sociétés où la précarité et la pénurie constituent la trame de la vie quotidienne. Si les conflits déterminants ne se réduisent pas à des guerres, comment occulter les espaces d'insécurité créés par des disparités croissantes qui font de la quotidienneté un lieu de conflit enraciné dans les structures de la vie sociale. Ce constat oblige à retrouver les conflits dans les structures du quotidien. Dans cette perspective, les objectifs à atteindre par l'analyse peuvent être définis par les questions suivantes: comment esquisser la morphologie des conflits qui résultent des disparités économiques et des déséquilibres des sociétés en mutation? Ne faut-il pas resituer l'analyse des conflits dans les espaces de marginalité sociale où la vie de nombreux Africains s'enracine? En définitive, comment rendre compte des nouvelles formes de pathologie sociale et d'insécurité sans repenser les conflits à partir de la vie quotidienne? Ces questions invitent à procéder à une réappropriation critique et une reconceptualisation des conflits à partir du «monde d'en bas» où se posent les vraies questions de la vie quotidienne en Afrique. A la limite, il s'agit de mettre en lumière les formes spécifiques de la violence au cœur du processus de la crise de l'Etat et du basculement des pans entiers de la société vers l'«informel» et le «souterrain». La tâche est immense. Il nous suffit de poser les jalons d'une économie politique des conflits au ras du sol. Plus profondément, l'on se propose de vérifier dans quelle mesure la

«banalisation de l'horreur» offre une grille de lecture pertinente de la quotidienneté en milieu africain. En vue de répondre aux objectifs définis autour des questions de fond que nous venons de rappeler, les pistes de recherche que nous proposons d'explorer s'articulent autour des rapports entre le pouvoir, la débrouille et la violence. En restant fidèle aux cadres théoriques de recherche qui s'imposent à notre objet d'analyse, notre réflexion situe la rue au centre d'une problématique des rapports entre conflictualité et quotidienneté. Nous examinerons alors les stratégies par lesquelles les acteurs réagissent aux mécanismes de violence auxquels ils sont confrontés. Nous nous interrogerons ensuite sur les facteurs susceptibles d'éclairer le regard sur le rythme et l'intensité des conflits qui surgissent dans un contexte où l'ordre et le désordre ne sont plus gérés par des processus de ritualisation destinés à reconstruire l'unité sociale. Au-delà des conflits de grande extension qui retiennent aujourd'hui l'attention, il importe de cerner les conflits plus discrets ou plus quotidiens qui sont à l'œuvre au sein des systèmes sociaux.

Famille, sexe et conflits

Dans cette perspective, un nouveau regard sur la famille africaine s'impose. Car, les relations entre époux ne correspondent pas toujours à ce qu'on imagine du dehors. Rares sont les ménages où l'harmonie est établie et où la convivialité règne en permanence. L'image des couples heureux relève de la fiction. La vie à deux est un drame masqué par les apparences qui prennent des formes multiples. Une biographie des ménages permettrait de découvrir la variété des relations conflictuelles qui constituent la trame de la vie conjugale. Il s'agit souvent des tensions profondes portant sur l'intimité familiale. Qu'il suffise d'évoquer les scènes de ménage autour de la grande palabre du corps. Relevons ici la charge symbolique du regard dans les sociétés africaines où, traditionnellement, l'amour investit peu le toucher comme le rappelle l'absence de la caresse à laquelle Jean-Paul Sartre accorde une

place centrale dans les rapports avec autrui (Sartre 1980). Si l'intensité des liens conjugaux s'exprime davantage dans les lieux d'intimité, le regard est une parole dense dont le sens dévoile publiquement les intentions exprimées par les conjoints. En Afrique noire, on se souvient de la force du «mauvais regard» à travers lequel se révèle le «mauvais cœur». Dans ce contexte, tout se dit par les yeux qui sont le miroir de la subjectivité! Ainsi, la colère, les reproches, la réprobation ou la révolte se laissent deviner par la manière de regarder l'autre. Or, un mauvais regard peut être à l'origine du conflit dans la mesure où il est interprété comme une menace ou une provocation. Aussi faut-il contrôler ses regards pour éviter les frictions inutiles. Parmi les gestes qui parlent dans une vie de couple, le refus de manger la nourriture soigneusement préparée par sa femme constitue un acte de rejet qui d'emblée crée une situation de crise dans la vie familiale. Ce geste signifie d'abord que quelque chose ne va pas entre époux. Il traduit le désaccord et met à jour un climat d'hostilité qui n'attendait qu'une occasion pour éclater. Le refus de manger met en cause le lien conjugal. Pour saisir la portée de ce geste, la femme comprend que son mari a d'autres partenaires auprès desquelles il s'alimente. Ce qui paraît banal devient un incident qui éveille tous les soupçons. Comment résister à la tentation de croire que l'homme se laisse entretenir hors-mariage dans les milieux où le «phénomène des bureaux» tend à devenir une véritable institution? On l'observe dans les villes africaines; avec les nombreux «chantiers» ou «maquis» qui sont des lieux de rencontre et d'intimité, l'on peut se permettre d'échapper à la monotonie des repas familiaux. Dans certaines familles, les hommes rentrent chez eux la nuit après les moments de loisir qui échappent au contrôle de la femme dont on imagine les frustrations souvent voilées par le silence. Ainsi, le refus de la nourriture s'inscrit dans un système de signes qui met en lumière les formes de rupture qui menacent l'harmonie des ménages. Au cœur des conflits qui surgissent, comment ignorer les problèmes plus aigus et parfois violents posés par les relations sexuelles au sein des ménages? A force d'être répétés, ces problèmes sont si graves que tout est fait pour

les vivre en secret. Pendant longtemps, ils sont restés un véritable tabou dans les sociétés africaines. Aujourd'hui, les femmes n'hésitent plus à en discuter dans leurs associations. Des enquêtes sur la famille nous éclairent sur le vécu sexuel lui-même. Or, celui-ci est un domaine où la conflictualité se vit au quotidien. En dehors des relations sexuelles hors-mariage qui peuvent conduire à la rupture, c'est le rythme de ces relations qui, souvent, est source de tensions compte tenu des divergences qui se manifestent entre les partenaires. Une femme de 36 ans, mariée depuis onze ans, affirme:

Mon mari veut faire l'amour tous les jours même quand je suis fatiguée. Quand je refuse, il devient tout malheureux et me supplie, alors j'ai pitié de lui... En ce moment-là, tu ne peux plus savoir que c'est lui qui me fait souvent la gueule en disant qu'il va prendre une deuxième femme. Il me fait souvent des chantages, des menaces; le jour, je prends des décisions dures et la nuit quand il veut la chose, tu ne le reconnais pas, il devient tout petit, il supplie, parfois il a envie de pleurer, j'ai pitié et je cède... J'en ai parlé à ma sœur, qui elle, a un cœur dur, elle me dit de serrer et de profiter en ce moment pour l'obliger à me faire tout ce que je veux. On négocie, mais ce n'est pas toujours facile parce que lui n'a que ça à faire alors que moi j'ai d'autres charges le jour.

Constatons le renversement des hiérarchies qui s'opère autour des enjeux sexuels. Le pouvoir masculin ne semble s'imposer que le jour. Dès que la nuit tombe, ce pouvoir s'écroule. Certes, par les menaces qui sont une stratégie où se déploie la ruse de l'homme, celui-ci cherche à préserver sa position en rappelant sa capacité à recourir à d'autres solutions pour réagir au refus de sa femme. Mais ces manœuvres sont vaines. Bien plus, elles révèlent les limites de celui qui doit se faire «tout petit» pour satisfaire son désir. Dans ces conditions, en faisant «la dure», la femme montre que son corps dépend d'elle seule. Par là, le pouvoir de la nuit est un privilège qu'elle ne peut céder que si l'homme accepte de négocier en se soumettant aux exigences de son épouse. On le voit: la relation au corps se vit dans un rapport de force dont l'intensité est d'autant plus grande que l'acte sexuel se fonde sur un système d'inégalité et de domination. Il n'est pas nécessaire d'insister

sur la crise de ce système au moment où, confrontées au risque du sida, les nouvelles générations de femmes ont tendance à exiger l'utilisation des condoms. Au cours d'un entretien sur les étudiants mariés à Yaoundé, une étudiante en philosophie rapporte:

Depuis qu'on parle du sida, nous avons de plus en plus des problèmes. Lorsque mon mari veut aller avec moi, je ne suis jamais sûre de ce qui peut m'arriver. Je me méfie de plus en plus et j'ai peur. Sachant ce qui se passe sur le campus ici à Ngoa où les garçons veulent avoir plusieurs «petites», je tiens à ce que mon mari prenne quand même des précautions. Je lui demande de mettre la «chaussette» comme on dit. C'en est pas facile. Il trouve toujours un prétexte en disant «Tu ne me fais pas confiance». Cela nous dérange. Pour moi, je veux lui prouver qu'il peut compter sur moi, mais ma santé c'est quand même important. Il n'est pas question de la mettre en danger pour répondre aux avances de mon mari. Tous les jours, la radio chante: «conseil pratique pour éviter le sida, pour ne pas en mourir...» mais mon mari lui, il rit quand il entend cela et répète que c'est l'affaire des Blancs. Pour moi, c'est très grave, il est quand même jeune et je ne suis pas la seule femme sur le campus. Et avec moi, il ne veut pas utiliser le condom. Les corps de l'homme et de la femme, dit-il, sont faits pour se toucher. Il veut le «full contact» comme on dit ici.

Ce cas n'est pas unique. Il résume les attitudes et les comportements qui provoquent des conflits dans de nombreux couples. A ces difficultés s'ajoutent les problèmes posés par «l'ingérence» de la belle-famille qui considère la femme mariée comme une étrangère dans son ménage. Les sœurs et les frères du mari se croient tout permis. Non seulement tout leur est dû quand ils arrivent chez leur frère, mais celle qui est supposée être la maîtresse de maison doit se contenter de regarder, sans réagir, la parenté de son mari se servir des biens dont elle est réduite à n'être que la gardienne. Les relations avec la belle-famille deviennent alors une source de graves discussions dans le couple.

L'autre forme d'ingérence qui peut nuire à la vie du couple est celle des parents de la femme qui sont prêts à couvrir tout ce que fait leur fille afin de contrôler les ressources de son mari surtout lorsque celui-ci occupe une position privilégiée dans la hiérarchie sociale. Dans ce cas

le mari devient comme un étranger dans son foyer où les grandes décisions sont prises sous la pression de son beau-père ou de sa belle-mère. On comprend alors que les contacts fréquents avec la belle-famille, principalement avec la belle-mère et les belles-sœurs ne sont pas toujours souhaités dans la mesure où les relations tendues avec la famille élargie sont à la fois expression et source de graves dissensions dans le couple.

Sans négliger les rivalités qui font des familles polygamiques un lieu de violence au quotidien, soulignons la gravité des conflits qui surgissent autour de l'argent. Si la monétarisation de l'économie affecte les rapports sociaux depuis la colonisation, elle crée les déséquilibres et les perturbations entre les sexes. Tous les maris ne favorisent pas le travail salarié de leurs femmes. Ils se rendent bien compte de la relative indépendance que les femmes acquièrent par l'exercice d'une activité dont les revenus échappent à leur contrôle. Tout se passe comme si les hommes avaient peur de perdre leur autorité et leur prestige. Pour éviter ce risque, certains en arrivent à empêcher leurs femmes d'accéder à un niveau d'études supérieures pouvant les conduire à un statut socio-professionnel qui situerait la femme au-dessus de son mari. Il n'est pas rare que les diplômes des femmes soient brûlés par leurs maris. Plus souvent, ces diplômes sont cachés durant les périodes où la femme peut préparer un concours pour tenter sa chance dans la vie professionnelle. Si d'autres consentent au travail féminin dans le secteur informel, c'est parce que cette activité précaire se situe dans le prolongement des tâches domestiques. Car, l'essentiel des dépenses nécessaires à la vie du foyer est assuré par le mari. Certes, avec la montée des femmes chefs de ménages, on assiste à une révolution silencieuse qui transforme les rôles familiaux. Dès lors, l'autorité de l'homme est en question. Ainsi, les mutations familiales en cours engendrent une nouvelle conflictualité dans la mesure où la prise en charge de la gestion du budget familial par la femme accroît son emprise sur les décisions importantes et met en cause le principe de la

suprématie masculine. Les conditions de vie en milieu urbain mettent en lumière ces conflits d'autorité qui se multiplient dans un contexte socio-économique où de nombreux agents de l'Etat sont soumis aux compressions imposées par les Programmes d'ajustement structurel.

L'on n'a pas encore suffisamment mesuré l'impact de la crise économique et des mesures d'autorité dictées par le FMI et la Banque mondiale sur les relations matrimoniales en Afrique noire. La fin du salaire élevé et régulier expose les ménages à des formes d'explosion dont les conséquences peuvent être fatales. Comme on l'observe au Cameroun,

les problèmes matrimoniaux déjà endémiques dans ce pays deviennent monstrueux et banals à cause de la famine du salaire disparu. Des plaintes se font de plus en plus nombreuses au niveau des paroisses, des hôpitaux et des tribunaux... Au ministère des Affaires sociales et de la Condition féminine, jusqu'en 1992 un assistant social pouvait enregistrer en moyenne 60 cas de conflits conjugaux en six mois. Il était souvent question des cas classiques: adultère, incompatibilité d'humeurs, etc. Mais depuis les compressions dans certaines sociétés de la place, les deux baisses de salaire des fonctionnaires, les trois assistants sociaux que compte la Direction de la famille reçoivent environ 1000 cas de perturbations matrimoniales par mois pour la seule ville de Yaoundé (...). La fréquence des litiges est aujourd'hui telle que les assistants sociaux sont débordés (Pangop 1994:9).

Ainsi, le difficile accès au marché matrimonial ou le report de l'âge d'entrée en union ne sont pas les seuls effets de la crise en matière de nuptialité dans les pays d'Afrique subsaharienne comme nous le rappellent les travaux des démographes. C'est aussi la fragilité des unions qui s'impose à l'observation dans un contexte où tous les alibis sont bons pour divorcer. Bien plus, dans les familles écartelées entre les salaires insignifiants et le chômage, la vie conjugale tend à devenir un véritable foyer de tensions.

Trois mois après la baisse des salaires, M. Beko n'arrive plus à subvenir aux besoins de sa famille jadis paisible. Néanmoins, Mme

Beko vend des beignets dans le hangar qui leur servait de garage. Le mari ne lui apporte aucun soutien. Très vite, son petit capital s'effondre, les factures impayées s'accumulent. Pire, la fille aînée est renvoyée du lycée, où travaille son père, pour non paiement des frais de scolarité. Mme Beko veut des explications. Son mari tempête. Alors éclate le conflit: refus de manger, rentrées tardives, boycott des rapports sexuels, sorties intempestives, violences, etc. Après enquêtes, Mme Beko se rend compte que son mari a une liaison extra-conjugale avec une femme libre et salariée (Pangop 1994).

L'histoire de ce ménage illustre les mises en scène de la conflictualité dans ces pays d'Afrique où «Le dehors est dur».

Pouvoir, débrouille et violence

Au-delà des conflits familiaux, des conflits de proximité et de voisinage, des conflits de cultures et de générations liés au choc de la différence entre les sociétés africaines et une modernité venue d'ailleurs, il convient de mettre l'accent sur les enjeux socio-politiques et économiques des conflits qui surgissent dans les modalités des rapports au pouvoir et aux ressources. Si l'homme est un être de chaque jour, une attention particulière doit être accordée à l'examen des fondements qui rendent compte des dynamiques de violence et des situations conflictuelles dans la vie quotidienne. A cet égard, nous devons considérer les tendances lourdes qui résultent de l'insécurité face au champ grandissant de l'arbitraire. Nous devons également nous interroger sur les effets de la précarité et de la pénurie dont on ne peut occulter les incidences sur l'ensemble des tensions et des conflits de la vie quotidienne en Afrique.

Dans cette perspective, l'analyse des liens entre les phénomènes de conflits et la quotidienneté s'articule autour des rapports entre l'Etat et le citoyen. Mais pour respecter la démarche qui oriente notre étude, il nous faut encore revenir, comme dans les réflexions précédentes, sur les

lieux de la banalité. En effet, depuis les années 1990, la rue est devenue un espace du politique dans les pays d'Afrique. Sans nous arrêter sur la symbolique de la rue qui tend à devenir lieu de vie et d'activités comme le rappellent les milliers de jeunes qui vivent hors de leurs familles dans les villes africaines, un constat s'impose: la rue est l'espace particulier où peuvent se lire et se vivre les mutations sociales, politiques et culturelles de l'Afrique à la fin de ce siècle. Au-delà des phénomènes de délinquance, de prostitution et des petits métiers qui prolifèrent, *la rue apparaît comme le lieu privilégié où le citoyen et le citoyen se rencontrent*. Précisément, les transitions démocratiques montrent comment cette rencontre a pu se faire dans les pays africains. Rappelons les formes qu'a prise la revanche des sociétés africaines face à l'Etat à partir d'une culture d'émeute et de violence qui s'inscrit dans le rapport à l'espace. Tel est le sens des mouvements de protestation par lesquels s'est affirmé le pouvoir de la rue dont l'émergence a marqué l'ouverture d'une nouvelle ère de la vie politique en Afrique noire. Au Mali, au Togo, au Cameroun, on a vu la rue monter à l'assaut de la démocratie (*Jeune Afrique Economie*, mai 1991, septembre 1991). Tenue par les jeunes et les «gens sans importance», la rue a orienté les mouvements de contestation qui ont ébranlé les mythes et les fondements de l'Etat postcolonial en Afrique subsaharienne. A Yaoundé et à Douala, on se souvient des manifestations des étudiants et la colère des «sauveteurs» qui donnèrent le départ à un cycle de contestation et de répression inquiétant. Dans ces moments de revendications, de tensions et de radicalisation des positions, le contrôle de la rue devient synonyme de capture du pouvoir lui-même. En prenant possession de cet espace, l'on assure une véritable emprise sur l'ensemble du système social et politique. On saisit l'enjeu des affrontements entre l'Etat et les manifestations.

Dans le conflit inégal qui oppose les forces de l'ordre armées de matraques et de bombes lacrymogènes et les jeunes qui le plus souvent, n'ont que des cailloux, crient des slogans ou lancent des tracts, ce qui

est en cause, c'est la réappropriation du pouvoir par le peuple en vue de la fondation d'un nouvel ordre politique. Ce processus articule la dissidence et la violence dans un contexte où, plus il y a de morts au cours des manifestations et des révoltes populaires, plus la rue se radicalise. Face à cette radicalisation, la violence brute manifeste la capacité de nuisance dont l'Etat fait preuve pour affirmer son existence. En fait, l'intensification de la coercition et de la répression est la seule réponse aux demandes sociales et démocratiques des forces politiques qui émergent. Le résultat de ces luttes s'exprime à travers un bilan lourd qui témoigne de la violence de l'Etat en Afrique. Les formes de cette violence sont multiples et variées. L'exercice de la brutalité de l'Etat se manifeste particulièrement par:

- l'occupation des campus par les forces armées et les raids militaires contre les étudiants en colère;
- l'intimidation et les contrôles policiers sur les routes;
- la constitution des anti-gangs;
- l'organisation du meurtre des opposants réels ou potentiels;
- l'élimination physique des voix qui dérangent et des intellectuels porteurs de sens;
- la répression de la presse et des syndicats revendicatifs.

La reproduction des traditions d'autoritarisme alimente les conflits entre l'Etat et la société dans les figures du quotidien. Jusque dans la rue, le campus, le marché et le domicile privé, l'Etat investit l'économie de la violence et de la mort. Chaque jour, les forces de l'ordre harcèlent les managers du trottoir dans les villes d'Afrique. A Douala et à Yaoundé, «les vendeurs à la sauvette ont chaud», titrait naguère *Cameroon Tribune* le quotidien gouvernemental d'information. De fait, ils subissent en permanence la répression des autorités municipales incapables de gérer les ordures dont les montagnes servent de points de repère dans la circulation urbaine depuis l'avènement de Paul Biya (Zoa 1995:167-183). Sous prétexte de «nettoyer la ville», on soumet les petits vendeurs de rue à l'arbitraire et à la violence du pouvoir: «je me

débrouille à enlever les ordures. Et toujours, on nous menace». Ces propos d'un jeune de Yaoundé traduisent le climat d'insécurité dans lequel vivent ces milliers de jeunes qui n'ont que leur imagination comme seule ressource face à la crise. A Dakar, le langage officiel considère ces jeunes comme «les encombrements humains» dont il faut se débarrasser alors que la ville ne cesse de pourrir sous le poids de l'insalubrité comme le rappelle le Positive Black Soul:

je te le dis, la ville est pourrie.

Dakar est pourrie

Oui, pourri pourri

La crasse a atteint le cerveau...(L'autre Afrique 1997:51).

A l'heure où les économies africaines sont frappées par une crise durable et les processus de démocratisation menacés d'interruption, l'on doit s'inquiéter du sort des étudiants et des enseignants dans ces campus qui deviennent des territoires occupés par l'armée. L'on imagine difficilement le poids des brimades et la brutalité des violences, l'arbitraire et les mesures de harcèlement politiques dont sont l'objet les enseignants et les étudiants dans les pays d'Afrique où les régimes au pouvoir affichent leur mépris souverain à l'égard de l'intelligence. Les universités africaines ne sont pas seulement livrées à l'abandon et au pillage des clients du pouvoir qui les «gèrent», elles sont aussi un espace privilégié où une population nombreuse fait les frais de la violence du pouvoir sous toutes les formes comme de nombreuses enquêtes le confirment à travers le continent (Mamdani et Diouf 1994). En violant les libertés académiques, les dirigeants africains poussent l'horreur en brisant la vie de l'esprit dans son jaillissement. C'est comme s'ils transportaient la guerre et le conflit dans l'espace du savoir en mobilisant les forces de mort contre ces travailleurs intellectuels que sont les enseignants, les chercheurs et les étudiants. Que cela se produise chaque jour au cœur des cités africaines met en évidence l'ampleur du potentiel de destruction dont les Etats africains sont capables. Pour de nombreux acteurs, les lieux de vie se confondent avec les lieux d'insécurité. Tel est le climat qui domine dans

les régimes politiques où l'on assiste au retour en force des dictatures comme on le voit au Cameroun, au Nigeria, au Togo, dans l'ex-Zaïre, etc.¹ Dans ces conditions, les risques auxquels beaucoup d'hommes et de femmes s'exposent sont énormes. Jusqu'ici, l'on a accordé plus d'importance au nombre des victimes des génocides et des conflits armés, aux capacités de destruction des biens qui résultent de ces conflits. On soupçonne mal les effets pervers des conflits quotidiens qui s'inscrivent dans les processus de transition démocratique en Afrique. Les coûts humains liés à la violence des régimes répressifs ne sauraient être sous-estimés. Ils font aussi partie des chiffres de l'horreur qui structurent la vie au long des jours et des nuits.

Pour évaluer le prix de la démocratie en Afrique, voici quelques critères qu'il faut prendre en considération à partir de ce que l'on observe dans la vie quotidienne: le nombre des victimes de la violence policière; les arrestations arbitraires et les détentions abusives; les tortures dans les camps de la mort et les commissariats de police; les bastonnades des leaders de l'opposition; la répression des centaines de journalistes et la violation de la liberté d'opinion; l'exclusion des étudiants accusés d'être à l'origine des revendications à l'université; l'état de misère et de clochardisation dans lequel on laisse mourir les universités considérées comme un foyer d'opposants et de rebelles; l'exil forcé des intellectuels, des artistes et créateurs engagés; l'intimidation et l'étouffement des forces critiques condamnées à l'exil intérieur: musiciens, écrivains, hommes et femmes de théâtre, milieux d'affaires, élites religieuses indociles.

Manifestement, ces formes de violence laissent des marques durables sur les sujets qui en sont victimes. On en retrouve les traces sur leurs familles, leurs villages ou leurs régions d'origine dans la mesure

1 Voir «Niger, Congo, ex-Zaïre, Nigeria, ... La faillite de démocratie» in *Jeune Afrique*, no. 19-23, du 11-23 novembre 1997; «L'ex-Zaïre sous la terreur de Kabila» in *Libération*, 16 avril 1998, p. 6; J. Coulon, «Dictature», in *Le Devoir*, 20 avril 1998.

où les régimes établis n'hésitent pas à priver de tout projet de développement des lieux de naissance des acteurs politiques considérés comme des rebelles impénitents. L'enclavement des régions entières ou l'obscurité dans laquelle vivent certains quartiers urbains sont la sanction que subissent les groupes humains qui s'obstinent à vivre dans l'insoumission et la désobéissance à l'égard des maîtres du pouvoir. A ce sombre bilan, il faut ajouter les accidents mortels, les incendies, les enlèvements et les disparitions organisés par les régimes en place. Nous ne pouvons oublier ici les milliers d'hommes et de femmes qui meurent d'une «courte maladie» dans les pays où les élites dirigeantes procèdent au pillage systématique des ressources publiques en livrant les populations démunies aux pharmaciens de la rue et aux guérisseurs indigènes qui s'implantent dans les capitales où les hôpitaux publics sont de véritables mouiroirs. A partir des problèmes de santé qui s'aggravent dans les processus de paupérisation en cours, on retrouve la banalité de l'horreur qui s'inscrit dans les mécanismes des pouvoirs qui tuent. Précisément, le risque de mourir est inséparable de la criminalisation de l'Etat et de l'économie dans les pays d'Afrique.

L'univers de la précarité et de la débrouille: une vraie jungle?

Pour approfondir l'analyse des conflits au quotidien, il nous faut enfin prendre au sérieux la question de la «rareté matérielle» dans une Afrique où l'on assiste à «l'irruption de pauvres». En effet, les menaces qui pèsent sur la vie de la majorité des populations africaines sont liées à l'univers de la précarité et de la disette. Cet univers est caractérisé par les situations d'insécurité matérielle et de crise de subsistance qui résultent d'un enchevêtrement de contraintes structurelles. A ce sujet, retenons principalement:

- la faillite et l'épuisement du modèle néo-colonial de croissance et de développement;

- les processus d'éviction des individus, des groupes ou des régions, des réseaux officiels d'accumulation;
- les mécanismes d'une «économie de prédation» et le contrôle des ressources stratégiques par les compagnies multinationales;
- les contraintes socio-économiques aggravées par l'enlèvement provoqué par les politiques d'ajustement structurel.

Au moment où ce qu'il est convenu d'appeler la crise se lit au quotidien, l'on doit se demander si la raréfaction des ressources face à une démographie croissante qui affecte une société engagée dans un processus irréversible du rural à l'urbain, ne constitue pas un terrain favorable à l'exacerbation de conflits en Afrique. Autrement dit, si les politiques d'ajustement renforcent les disparités et les tensions internes plus qu'elles ne les résorbent, il faut s'interroger sur la manière dont les sociétés africaines affrontent «la violence de l'argent» dans un contexte de découplage entre la croissance démographique et la création des richesses. Les tâches de la recherche sur les conflits doivent mettre à nu les effets de cette violence dans :

- les manières de manger, de s'habiller, de se loger, de s'éclairer ou de se déplacer;
- les attitudes et les comportements en matière de procréation;
- l'accès au marché de la santé, du savoir, du travail et du mariage;
- les rapports sociaux au cœur de la vie quotidienne: relations de proximité et de voisinage, visites, etc.

Pour étudier les réponses des acteurs sociaux à ces contraintes qui s'amplifient dans les pays où, plus que jamais, vivre est un défi quotidien, de nombreuses enquêtes ne cessent de souligner l'importance des «métiers de rue». En ce qui nous concerne, la question susceptible de renouveler la recherche est la suivante: l'univers de la débrouille où se déploie un imaginaire de survie ne constitue-t-il pas lui-même un champ de lutte dans un contexte où l'accès aux ressources rares est un enjeu de pouvoir? La réponse à cette question exige la mise en œuvre d'une sociologie de la débrouille qui nous paraît inséparable

de la sociologie politique. Bien plus, cette sociologie s'articule avec l'économie politique des conflits au ras du sol qui reste un champ à explorer. Dans les limites de cette étude, quelques repères ouvrent des perspectives d'analyse. En effet, l'on doit s'efforcer de revisiter «l'économie réelle» des pays d'Afrique où l'on assiste au «triomphe de l'informel». Dans cette optique, il convient de:

- restituer l'univers de la débrouille avec ses «ruses», ses «tactiques», ses «stratégies», ses «réseaux», et ses «formes d'organisation» dans les pratiques quotidiennes;
- retrouver les modes de gestion de l'incertitude par une culture du risque;
- reconsidérer le royaume de la débrouille comme un monde «féroce» et dur structuré par les formes occultes ou ouvertes de la violence. Plus radicalement, il s'agit de voir comment à travers l'art de la débrouille, les ruses de l'intelligence des gens ordinaires se manifestent par les pratiques et les comportements où se révèlent les dynamiques de l'imaginaire politique. Bref, l'on se heurte à la question de savoir si, fondamentalement, la culture de la débrouille ne réactualise pas au quotidien une mémoire d'insoumission et d'indocilité dans la mesure où les nouveaux rapports au travail, à l'argent et à l'Etat se situent en marge des règles et des normes établies.

Les justifications de cette approche viennent de ce fait: parmi les acteurs de l'économie dite «informelle», on retrouve les pratiques significatives. A cet égard, relevons les caractéristiques de ce secteur de la vie quotidienne: un état d'esprit réfractaire aux langages officiels; les pratiques des nouvelles générations qui ont tendance à rejeter les autorités, à tourner en dérision les mots d'ordre, les slogans, les discours, les tics ou les noms des dirigeants; les refus de se plier à l'ordre établi; la tendance à susciter le désordre comme source de renouvellement et facteur de création d'un ordre nouveau; la tendance à se mettre délibérément «hors-la-loi»; le refus de l'impôt: forme suprême de la désobéissance civile.

Sous cet éclairage, les stratégies de survie peuvent être reconsidérées comme des vecteurs de désaccord et d'indiscipline. Elles mettent en lumière un véritable système informel de résistance et se situent dans l'axe des rapports conflictuels entre la société et l'Etat. Un fait est sûr.

Face à l'incapacité de l'Etat à formuler des politiques sociales dignes de ce nom, les gens s'organisent: «Profession: je me débrouille». Le dynamisme et la créativité dont ils font preuve se déploient dans tous les domaines. Pour survivre, la génération des «débrouillards» ne s'embarrasse d'aucun scrupule: tendance à investir le corps par l'accélération de la prostitution; réappropriation des pratiques officielles d'extorsion et d'escroquerie; mainmise sur les circuits de la spéculation et contrôle des marchés parallèles; émergence des comportements compétitifs dans le cadre d'un ordre social fondé sur la culture de la débrouille. «On se bat/on va faire comment?». «Les ripostes à la crise» s'inventent dans un climat de tensions et de luttes qui structurent la vie quotidienne; trafic d'enfants, d'ossements humains et de drogue.

Le monde de la rue expose de nombreux jeunes à des conditions de travail où, souvent, règne la loi de la jungle comme on peut l'observer à Dakar (Benga 1997:8). Mais, «vivre de la rue» ou «dans la rue», ce n'est pas simplement affronter la violence du pouvoir dans ces pays d'Afrique où, dans le cadre de la coopération, de nombreux Etats reçoivent des armements pour le «maintien de l'ordre public» comme on l'a vu naguère au Cameroun;² c'est aussi vivre dans la psychose de l'insécurité. Dans certains quartiers urbains, aucun lieu n'est sûr. A Pikine, on a assisté naguère à des scènes d'agression incroyables: «Les agresseurs entraîent même dans les bars où ils ciblaient parfois leurs victimes avant de les attaquer une fois à l'extérieur et de disparaître avant l'arrivée de la police» (Mbodj 1997). Dans les sociétés qui

2 *Challenge Hebdo*, 29 janvier 1992, *Cameroun Tribune*, 20 février 1992.

risquent de basculer dans l'anomie et la délinquance, la sécurité ne serait-elle plus qu'une notion du passé? En effet, on voit se multiplier des lieux où l'ordre des malfaiteurs règne en maître. A Dakar, on connaît la «rue sans loi» à la Gueule Tapée. «C'est ici que les dealers et les revendeurs de la capitale règlent leur compte la nuit comme le jour devant l'indifférence de la police et des habitants» (*Sud Quotidien* 1997:8).

On le voit: la rue symbolise l'insécurité vécue au quotidien. Cette situation prend des proportions inquiétantes compte tenu du grand banditisme qui se développe dans les «villes de la peur» en pleine croissance. Si l'insécurité a ses quartiers et ses rues bien identifiées comme à Dakar, à Lagos, à Abidjan, à Kinshasa ou à Douala, les attaques armées sont une menace permanente qui pèse sur les individus à travers leurs trajectoires dans la vie urbaine. Le risque d'être agressé et d'être supprimé physiquement dans ces villes qui font place à une sorte de jungle où tout est permis, hante la majorité des populations. L'Etat n'a plus le monopole de la violence brute.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les formes de criminalité qui investissent en force la vie de tous les jours. Ce qui nous préoccupe, c'est de mettre en lumière la «ceinture de belligérance» face à laquelle les pouvoirs établis semblent désemparés. Tout peut arriver là où «la rue prend le pouvoir». On l'a constaté naguère en Côte-d'Ivoire avec ces «dozo» qui défient les forces de l'ordre (Amandji 1996:54). Avec «la rumeur qui tue», rappelons aussi la psychose meurtrière qui s'est emparée de nombreuses villes africaines où les «réducteurs de sexe» sont lynchés par des foules en délire.³ En ces temps de crise aiguë et d'incertitudes généralisées, les voleurs présumés subissent les rigueurs de la justice populaire dans un contexte où l'on ne trouve plus

3 Voir l'enquête sur «La rumeur qui tue» dans *Jeune Afrique*, no. 1889 du 19 au 25 mars 1997, pp. 12-13; lire aussi, Ibrahima Sakho, 1997, «De la chasse aux Maures au vol de sexe» dans *Walfadjiri, Aurore*, no. 1617, août, p. 3.

nécessaire de recourir aux forces de l'ordre. Les populations inventent leurs méthodes de répression et de prévention des délits dans les «cours d'assises très spéciales» qui naissent dans les quartiers populaires. L'on s'oriente vers une sorte d'Etat parallèle au moment où l'Etat de droit tarde à naître et à s'imposer en Afrique. Au Cameroun, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal, le boom des sociétés de protection privées témoigne de cette crise de l'Etat. Le contrôle de l'espace ne cesse d'échapper à l'ordre public au profit des sociétés de sécurité qui prolifèrent dans un climat d'insécurité qu'elles risquent d'entretenir pour justifier leur existence et se perpétuer (Soudan 1997:14-17).

Dans cette perspective, il faut prendre conscience de l'ampleur des nouvelles générations de conflits et de guerres qui se développent à travers les circuits et les réseaux informels.

Il s'agit ici d'accorder une attention spéciale à: l'apparition des formes populaires d'administration de la justice; la constitution des milices privées, des escadrons clandestins et des groupes d'auto-défense; au boom des sociétés de protection privées dans les pays où la répression ne s'exerce plus au profit d'une autorité centrale; l'organisation des nouvelles formes de pillage et de criminalité par les associations qui réalisent l'intégration régionale. Face à des jeunes armés qui sèment la terreur et l'insécurité, nous sommes en présence d'un problème de «gouvernance au quotidien»; la privatisation accélérée de la violence publique et des fonctions de souveraineté qui s'exercent dans les structures de pouvoir parallèles dans les sociétés où l'Etat s'est évanoui.

Tel est l'enjeu d'un débat qui s'impose à partir de «la violence de l'informel» dont on mesure l'ampleur au moment où l'Etat en Afrique s'avère incapable d'assurer la sécurité élémentaire de nombreux citoyens contraints de vivre dangereusement.

De toute évidence, les dynamiques de violence qui s'enracinent dans la vie quotidienne mettent à jour la crise des fondements des sociétés africaines. Elles nous obligent à reconnaître le processus de «désenchantement» à l'œuvre dans l'Afrique contemporaine. Elles imposent de «banaliser» les sociétés africaines elles-mêmes en les considérant comme les autres. Car, le développement de l'insécurité dans la vie urbaine et les formes d'agression que l'on constate à travers le continent relèvent des phénomènes universels de l'urbanisation. L'Afrique n'échappe pas à ce que l'on observe dans le monde de notre temps où l'aggravation des disparités socio-économiques va de pair avec la croissance de l'insécurité. Dans ce sens, *il faut revenir aux logiques d'exclusion et de frustration qui travaillent les populations précarisées pour saisir les fondements des conflits dans la vie quotidienne en Afrique*. Dans un contexte de crise de l'ordre social et politique, la tentation est grande de se référer à l'ethnie, à la région ou à la religion pour rendre compte des tensions et des dissensions qui caractérisent les rapports entre les groupes sociaux. Il nous faut résister aux ravages de l'africanisme pour comprendre en profondeur les phénomènes d'insécurité et les formes de violence vécues dans nos sociétés. En réalité, l'instrumentalisation de l'ethnicité relève d'une stratégie de contrôle ou de conquête du pouvoir sur fond de malaise social et économique comme on le voit au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, en Zambie, au Congo, au Rwanda et au Burundi. Pour masquer le jeu des groupes d'intérêts, l'on capture les identités primaires afin d'imposer une mobilisation servant d'appui au projet politique dont l'objectif ultime est la mainmise sur les ressources devenues rares. Au quotidien, les conflits prolifèrent sur un arrière-plan qui se caractérise par: le désarroi dans les campagnes et la paupérisation des citadins; l'aggravation des inégalités; la déconfiture de l'Etat, l'ampleur des espaces non contrôlés par le pouvoir et la criminalisation de ceux qui le sont; l'absence de relève politique et d'alternance crédible; la recrudescence de la dimension religieuse de la vie sociale et politique.

Le contrôle de l'imaginaire

Face aux déséquilibres structurels, aux dysfonctionnements, aux fractures et aux phénomènes de désintégration sociale qui sont générateurs de tensions et de conflits, on peut se demander si la violence qui se développe dans les espaces de la marginalité sociale n'est pas un langage traduisant la révolte et le désarroi des groupes sinistrés dans un monde qui se structure sans eux et contre eux. De ce point de vue, il nous faut reconsidérer la violence urbaine dans les sociétés en crise où les jeunes sont sacrifiés par les experts du FMI et de la Banque mondiale. Nous avons évoqué plus haut le risque de mourir en prenant en compte l'impact des PAS sur la santé, l'éducation et la précarité alimentaire. Partout, on constate une augmentation du nombre de maladies et du taux de mortalité aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Dans ces conditions, l'on doit se demander si l'explosion de la violence ne pose pas la question centrale des inégalités sur lesquelles se fonde l'économie barbare dans les pays où les Etats gèrent l'enlisement. Tout se passe comme si les formes de protestation populaire se dissimulent à travers la montée de la violence notamment dans les villes africaines. Dans les rues où la révolte des sans-voix et des jeunes sans avenir se heurte aux forces de l'ordre, il convient d'approfondir l'analyse de la quotidienneté en mettant en relief les contradictions internes qui aggravent les tensions et les conflits dans les pays d'Afrique où, selon les rappeurs de Dakar, «On vit tellement le mal qu'à la limite il est banal. Faudrait bien que quelqu'un le dise tout haut. Ceci n'est pas normal».⁴

L'impuissance des élites qui se cramponnent au pouvoir à créer les conditions d'insertion sociale rend compte des stratégies de survie qui réinvestissent les logiques de violence pour refuser la banalisation du mal en Afrique. Comment passer à la «normalité» et reconstruire un

4 Positive Black Soul (PBS), 1997, *Daw thiw*, extraits de «C'est pas normal», in *L'Autre Afrique*, no. 21, 15-21 octobre, p. 51.

ordre social et politique dans un contexte d'insécurité où la militarisation de la vie quotidienne profite aux marchands d'armes? Telle est la question fondamentale que pose la violence de la rue par laquelle les «rien du tout» expriment leur colère et leur ras-le-bol. Il s'agit bien ici d'un problème de gouvernance où la sécurité publique est en jeu à partir des conflits quotidiens.

Il est intéressant d'observer l'impact de cette montée de la violence de la rue dans la production de l'imaginaire et les rituels de protection qui se multiplient dans les sociétés où la quête de la sécurité est une obsession de la vie quotidienne. Plus que jamais, Dieu est de retour en Afrique noire. Mais le diable aussi revient avec force dans l'espace du quotidien. Dans tous les milieux, pour se mettre à l'abri des dangers, chacun s'organise pour intégrer une chapelle. Les nouvelles Eglises se multiplient. Les croyances exotiques exercent une forte attraction auprès des élites: Rose-Croix, Moon, etc. En ces temps difficiles, tout se passe comme s'il fallait gérer la crise en investissant les réseaux mystiques. Les marabouts, les gourous, les exorcistes et les devins font recette. Le marché du sacré est en pleine croissance dans les sociétés africaines en mutation. La prolifération des conflits au quotidien coïncide avec l'explosion du surnaturel qui apparaît comme l'une des tendances lourdes des sociétés africaines contemporaines. Des groupes entiers vivent sous l'emprise de l'invisible à travers les croyances et les pratiques qui donnent à penser (Bayart 1996:129-138).

Relevons les aspects les plus saillants de ce phénomène:

- la quête d'utopie et de libération dans l'imaginaire à partir des frustrations engendrées par les mécanismes de pauvreté et d'exclusion;
- le retour en force du diable dans l'espace quotidien et l'expansion des mouvements mystiques (Nigeria, Togo, Bénin, Kenya, ex-Zaïre);

- la prolifération des groupes de prière et des cultes de guérison (ex-Zaire, Congo, Cameroun, Côte d'Ivoire, Zambie);
- la montée des radicalismes religieux et leurs incidences socio-politiques (Algérie, Nord-Nigeria, Soudan...);
- le transfert des conflits dans le monde invisible et la résurgence de la sorcellerie dans le champ politique (Cameroun, Afrique du Sud);
- la manipulation du croyable comme facteur de contrôle social (groupes de prière; exorcismes et diabolisation de l'insécurité...).

La complaisance et la complicité de l'Etat en Afrique avec ces processus doivent retenir l'attention dans notre effort de compréhension des conflits au quotidien et de leurs modes de gestion. Manifestement, ces phénomènes ont une dimension politique. Pour ne prendre qu'un exemple précis, au Cameroun, les groupes ésotériques ont investi le pouvoir et n'hésitent pas à planifier les crimes rituels comme le montre l'assassinat du Père Engelbert Mveng inhumé sans son cerveau par le régime Biya fasciné par la magie.

Loin d'être isolés, ces crimes illustrent une violence quotidienne, de plus en plus banalisée. Ils doivent être reliés à l'ensemble des forces de mort qui s'emparent de l'Etat en Afrique. Celui-ci ne peut résister à la tentation d'annexer le religieux en vue du contrôle de la société globale. Cette tentation est grande dans les pays où les régimes en place se mobilisent pour recapturer et exploiter les situations conflictuelles explosives en médiatisant les scènes de violence. Il faut bien justifier la fascination de la vie quotidienne afin de créer un ordre social et politique favorable au maintien et/ou à la reconduction au pouvoir de dirigeants en mal de légitimité et de crédibilité populaires. A partir du sacré qui prolifère, l'Etat gère son rapport à la société en mettant l'imaginaire sous le joug. Dans cette perspective, on est tenté de se demander si l'expansion des nouveaux mouvements religieux où s'inventent les «industries de l'âme» ne renforcent pas les Etats aux

abois dans la mesure où ces mouvements réduisent la force de protestation des groupes de pression et empêchent les pauvres de faire acte de folie dans les conflits où ils n'ont rien à perdre. A cet égard, la revanche de l'irrationnel au cœur d'une modernité africaine en gestation n'est pas neutre. L'on doit s'interroger sur l'importance du religieux qui réinvestit le quotidien. Il y a là un élément à prendre en compte si l'on veut comprendre pourquoi, en dépit des apparences, le pire n'est pas sûr.

Car, en un sens, l'Afrique est une marmite qui bout. Tout peut arriver d'un moment à l'autre. Mais en dehors des explosions sporadiques et des moments d'effervescence marqués par les émeutes populaires, les dynamiques sociales à l'œuvre ne parviennent pas à se structurer en un vaste mouvement social capable de transcender la fragmentation des terroirs et d'intégrer ce qu'il est convenu d'appeler la société civile. On ne trouve pas de réponses vraiment révolutionnaires aux contradictions sociales.

Alors qu'elles mettent en cause la légitimité des systèmes politiques qui se mettent en place et s'organisent pour trouver leurs réponses aux problèmes de la pauvreté, tout se passe comme si les sociétés africaines élaboraient les mécanismes de gestion de conflits auxquels elles sont confrontées en permanence. Face à la dictature du marché, n'ont-elles pas tendance à se rabattre sur la famille et à repenser les voies d'accès à la modernité par la réinvention des rapports d'entraide et les obligations de parenté? (Antoine *et al.* 1995). Dans ce sens, on ne peut manquer de souligner l'ambiguïté du tissu associatif dont la renaissance contribue à l'insertion sociale des couches précarisées. On le voit: il est urgent d'identifier les logiques qui fonctionnent dans «les sociétés en grappe», de repérer les garde-fous, les poches de pouvoir qui se neutralisent dans les sociétés où malgré toutes les dissensions sociales, l'on retrouve des espaces de convivialité, et les nouveaux réseaux de solidarité alors même que les

contraintes socio-économiques fragilisent les liens familiaux traditionnels.⁵ Parmi les facteurs qui invitent à penser que les sociétés africaines se caractérisent par une sorte de refus d'aller jusqu'au bout de leur désir de «révolution», on ne peut négliger cet ultime bastion: la religion. Comme l'illustre l'exemple nigérian (Maringues 1996), celle-ci apparaît comme le corset sans lequel tout s'effondrerait en quelques semaines. Tel est le paradoxe: le potentiel conflictuel est énorme dans les sociétés africaines.

Ici, plus qu'ailleurs, la vie quotidienne est un parcours du combattant. Le plus étonnant, c'est qu'il n'y ait pas plus de violence et que cette énorme marmite sous pression n'explose pas plus souvent au moment même où la société se nourrit d'une culture de la marge où s'invente le quotidien.

Références

- Antoine Ph. *et al.*, 1995, *Les familles dakaroises face à la crise*, Paris, Orstom.
- Attanotu, A. (ed.), 1992, *Religion, State and Society in Contemporary Africa*, New York, Peter Lang.
- Bayart, J. F., 1996, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayart.
- Benga, Marie-Louise, 1997, «La dure corvée des enfants travailleurs» in *Le Soleil*, 9 septembre.
- De Certeau, M., 1990, *L'invention du quotidien: arts de faire*, Paris, Gallimard, p.65.
- Ela, J.M., 1994, *Afrique, l'irruption des pauvres: société contre ingérence, pouvoir et argent*, Paris, l'Harmattan.
- Ela, J.M., 1994, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan.
- Faure, V., 1995, «Résurgence de la sorcellerie dans le champ politique sud-africain, l'état du monde», Paris, *La Découverte*, pp. 554-555.

5 Voir, M. Pilon *et al.*, 1997, *Ménages et familles en Afrique: approches des dynamiques contemporaines*, Paris, CEPD; sur les résistances des cultures africaines au processus d'individualisation et les stratégies de capture des lambeaux de parenté, lire notre préface à cet ouvrage, pp. IX-X.

132 *Africa Development*, Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

- Geschiere, P., 1995, *Sorcellerie et politique en Afrique: la viande de l'autre*, Paris, Karthala.
- Goffman, E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit.
- Javeau, C., 1984, «Prolégomènes prétendument méthodologiques à une sociologie du quotidien», in *Revue de l'Institut de sociologie*, 1-2.
- Jeune Afrique Economie*, no.143, mai 1991, «La rue prend le pouvoir», *Jeune Afrique Economie*, no.147, septembre 1991.
- Lefebvre, H., 1958, «Introduction» *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche.
- Mamdani M. et Diouf M. (eds.), 1994, *Les libertés intellectuelles en Afrique*, Dakar, CODESRIA.
- Marinques M., 1996, «Lagos la violente», dans *Le Monde*, 5 janvier.
- Mbembe, A., 1985, «Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire», Paris, l'Harmattan.
- Mbembe, A., 1988, «Etat, violence et accumulation : leçons d'Afrique noire», Centre Lebreton.
- Mbembe, A., 1991, «Violence et pouvoir», *Politique africaine*, 42, juin.
- Mbembe, A., 1996, «Une économie de prédation: les rapports entre la rareté matérielle et la démocratie en Afrique subsaharienne», Centre Lebreton, no. 241, mars-avril.
- Mbembe, A., 1997, «La violence de l'informel», *l'Autre Afrique*, 9-15 juillet.
- Mbodj A., 1997, «Pikine : la psychose de l'insécurité demeure...» in *Le Soleil*, 10 septembre.
- Monga, C., 1994, *Anthropologie de la colère: société civile et démocratie en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan.
- Ngandu, N.P., 1990, *Eglises nouvelles et mouvements religieux: l'exemple zairois*, Paris, l'Harmattan.
- Oosthuizen, G., 1992, *The Healer-Prophet in Afro-Christian Churches*, Leiden, Brill E. J.
- Pangop A. 1994, «Quand la pauvreté s'installe, l'amour s'échappe par la fenêtre», in *Génération*, no.003, 24-30 août.
- «Rap africain: la nouvelle vague», in *L'autre Afrique*, no.21, 15-21 octobre 1997, p.51.
- Sartre J. P., 1980, *L'Être et le néant*, essai d'ontologie phénoménologique, Paris, Gallimard.
- Simmel G., 1908, *Sociologie*, traduit en anglais sous le titre «Conflict and the Web of Group – Affiliations», 1955, New York.
- Soudan F., 1997, «Les marchands de sécurité» dans *Jeune Afrique*, no.1896 du 7 au 13 mai.
- Sud Quotidien* 1997, no.1310, 21, août, p.8.

Vari, C. C., 1988, «Les risques de la sociologie au quotidien» in *Revue de l'Institut de sociologie*, 1-2.

Zao, Anne-Sidonie, 1995, *Les ordures à Yaoundé: urbanisation, environnement et politique au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.

Résumé: Dans quelle mesure le conflit est-il au cœur de la vie quotidienne en Afrique où des millions d'hommes et de femmes sont confrontés à la crise de l'Etat et de l'économie du fait des processus d'ajustement et de globalisation en cours? L'article souligne que les dynamiques de violences qui s'enracinent dans la vie quotidienne sont profondes et surtout mettent à jour la crise des fondements des sociétés africaines. Cette compréhension nous oblige à reconnaître le processus de «désenchantement» à l'oeuvre en Afrique contemporaine, à revenir aux logiques d'exclusion et de frustration qui affectent les populations précarisées, et à saisir les fondements des conflits dans la vie quotidienne en Afrique.

Civil-Military Relations in the Transition to Democracy: The Case of Mozambique

Joao Bernardo Honwana*

Résumé: Ces dernières années, l'Afrique australe s'est vue obligée, dans un contexte d'après-guerre particulièrement complexe, de s'atteler à la redéfinition de ses priorités en matière de sécurité. Des questions comme la démilitarisation, le redéploiement et la restructuration des forces armées, d'une manière qui puisse intégrer des factions naguère belligérentes, sont devenues plus brûlantes dans cette région qu'ailleurs. L'article s'attarde sur la restructuration des services de l'armée mozambicaine qui se déroule dans un contexte de profondes mutations politiques, tant au plan local que régional. Son argumentaire tourne autour de deux points majeurs: premièrement, il soutient que les démocraties émergentes en Afrique devraient adopter un concept de la sécurité nationale qui puisse correctement prendre en charge les préoccupations des citoyens autant que celles de l'Etat, au plan interne, et promouvoir une approche régionale commune ou régionale; et deuxièmement, il affirme que dans le contexte, les services des forces armées devraient être orientés de manière à ne pas constituer une menace au nouvel ordre politique, mais à contribuer, plutôt, et de façon positive, à la consolidation de la paix et de la réconciliation nationale.

Introduction

In many African states, where governments often lack internal legitimacy, the search for domestic peace and security is a difficult endeavour intimately related to the destiny of the armed services,¹ which are frequently employed to ensure the maintenance and political survival of the ruling elite. In this process, the distinction between the

* Centre for Conflict Resolution, University of Cape Town, South Africa.

1 For the purposes of this paper, 'armed services' include all state-controlled security forces, i.e. the armed forces, police, intelligence and state security agencies.

various branches of the coercive agencies of the state becomes blurred, since the armed forces tend to be deployed internally to deal with domestic threats to the state more frequently than they are used to face external aggressions. The police and intelligence services, in turn, tend to be highly militarized and are frequently employed interchangeably with the military in civil wars or counter-insurgency operations.

This is at variance with the practice in the stable democracies of the West, where there is a clear distinction between the role and functions of the military, the police and the intelligence agencies, and the notion of civil-military relations refers particularly to the interaction between the military and civilian elites. For this reason, although occasionally the armed forces are specifically mentioned in this paper, the analysis is generally valid for the armed services as a whole, i.e., the military, the police and the intelligence agencies.

Experience suggests that peace and security become even more elusive when regular and guerilla forces have to be merged into one army in the aftermath of a civil war.

The countries of Southern Africa, forced to address the legacy of past conflicts, have built an impressive and possibly unique body of knowledge around the complex issues associated with the post-war redefinition of security priorities and consequent restructuring of armed services.

Thus, in Zimbabwe and Namibia, the creation of truly national armed services was carried out more or less successfully. In Angola, however, the integration remained incomplete and allowed the contending parties to the Bicesse Peace Accord to return to war after the 1992 elections. In South Africa, the process is not completely smooth and its critics argue that it is a case of the former apartheid defence and security forces absorbing the equivalent bodies of the liberation

movements and the former 'independent homelands', rather than a true integration.

This paper focuses on the restructuring of the Mozambican armed services, which is taking place in the context of profound political transformations both at the domestic and regional levels. Its argument evolves around two main considerations: (i) that emerging democracies in Africa should espouse a concept of national security which responds to the concerns of the citizens as much as those of the state, domestically, and promotes a common approach regionally; and (ii) that in this context, the armed services should be oriented in such a way that, at least, they do not threaten the new democratic political order and, at most, they contribute positively to the consolidation of peace and national reconciliation.

By way of background, the first section discusses the regional dynamics in Southern Africa. Next, the paper examines the general principles and mechanisms of a stable interaction between the security services and the civilian authorities in democratic states. Finally, the paper examines the challenges to the implementation of such principles and mechanisms in the early stages of the war-to-peace transition in Mozambique.

This analysis of the Southern African and Mozambican experiences is provided with a view to eliciting useful insights to other African regions and countries similarly undergoing war-to-peace transitions.

Southern Africa: Between Hope and Despair

With the end of the Cold War, the international system has lost the spasms—and certainties—of bipolarity, and is adapting to the ambiguities of an emerging multipolar order. Coupled with the demise of apartheid, this has resulted in important political developments in Southern Africa, captured in the new and unanimous discourse on

democracy, respect for human rights, market economy and common security, in regional political and academic circles.

The new discourse reveals a more fundamental process of conflict transformation that radically changed Southern Africa's strategic landscape. Finally liberated from the ideological divisions of the past, the subcontinent evolved from a region at war to a region at peace, where yesterday's enemies are now partners in the common project of building the Southern African Development Community (SADC). Moreover, within the states authoritarianism has been replaced, or is in the process of being replaced, with democratic rule, centralized economic policies with economic liberalism; and an emphasis on the security of the states with a focus on the security of citizens.

The instability inherent in changes of this magnitude is compounded by two important external factors. First, the increasing of the continent as whole. African leaders have expressed the fear that Africa 'has moved from the periphery to the periphery of the periphery of the global economy—the permanent political underdog, the world's basket case for which there is little hope' (Nathan 1992:5).

Second, the extreme poverty of most African countries, including those in Southern Africa, determines a high level of dependency on foreign aid which, as a rule, is offered under stringent conditions. These conditions invariably include demands for political pluralism and economic liberalism. This powerful foreign pressure creates an unhealthy tension between process and product: in the haste to establish the formal symbols of liberal democracies, the need for these states and societies to develop a correspondent political culture and economic base can be neglected.

This is not to deny the need for political and economic reform. However, democracy stands little chances to succeed if it is imposed from the outside; democratic states will only emerge when the societies

concerned have taken possession of the concepts and values that underpin democracy, anchoring them in their own specific cultural, political and social universe.

Similarly, the implementation of economic liberalization programmes through structural adjustment normally sharpens, instead of alleviating, the countries' economic crises, since the search for monetary stability and the holding back of public expenditure extract an enormous social cost for the millions of Africans who live in conditions of extreme poverty. As a result, their most elementary security requirements, such as access to food, to shelter, to education, to employment, to medical care and to other basic services, are not being satisfied. Invariably, this has generated high level of conflict.

Thus, in the immediate future, the security of the states and peoples of Southern Africa seems to hang between hope and despair. An outline follows of the main intra and inter-state challenges to regional security.

Inter-State Dynamics: A New Regional Security Order?

In recent decades, the debate on security has been dominated by the controversy around the definition of its primary object. The traditional approach, based on the logic of the Cold War, responds above all to the concerns of the state rather than to the needs of citizens, and grants priority to military stability. This approach neglects non-military threats to security, and ignores non-military methods of conflict resolution and transformation. Inevitably, this perspective leads to the 'security dilemma' when measures taken by one state to ensure its own security may be interpreted as threatening by other states, who consequently take counter-measures. The resulting escalation in the arms race is normally extremely expensive and significantly increases the probability of the outbreak of war.

In post colonial countries, where the state and the nation do not coincide, and governments often lack internal legitimacy, this way of dealing with security can result in situations where state security is opposed to the security of important sectors of the population. In the words of Ken Booth, it 'becomes a code privileges to the security of the country's political regime and of its social elite' (Booth 1994:4).

South Africa under apartheid, Malawi under Banda and virtually all African countries under a one-party regime offer examples of this statement by Booth.

A further negative consequence of the state-centred and militaristic perspective on security in developing countries is the excessive weight of military spending in the state budget. This factor considerably reduces the ability of these states to employ their limited resources on more productive socioeconomic development programmes, and invariably increases their foreign debt.

Reflecting the growing dissatisfaction with the traditional model among policy-makers and academics, a new approach has emerged expanding the concept in its horizontal and vertical dimensions. Horizontally, the notion of security is broadened to cover political, economic, social and environmental issues. Vertically, security is deepened beyond the state and inter-state levels, in order to respond to the concerns of citizens (Booth 1994:3), enabling them to live in peace and stability, enjoy fair access to resources and unimpeded participation in the process of governance (Nathan 1992:7).

This broader concept acknowledges that peoples, rather than states, are the primary object of security. It also sets a wider security agenda since the threats to human security such as poverty, malnutrition, illiteracy, unemployment, environmental degradation and the abuse of human rights deserve as much attention as the military threats to state security.

A wider security agenda has been opposed with the argument that it becomes unrealistic and unmanageable, since no state can deal effectively with all military and non-military threats to the security of its citizens. This new perspective on security has also been criticized on the grounds that it gives the security forces, and in particular the armed forces, good reason to claim a central role in practically all aspects of political decision-making and governance, since practically every aspect of life is 'securitised'.

Both arguments miss the point.

New thinking on security sets an agenda for radical change, while the traditional approach promotes the maintenance of the status quo. If people are the primary referent, then threats to their security cannot be simply ignored and should be accorded priority treatment. The difficulties with the management of an expanded agenda must be addressed through a careful selection of priorities in the process of policy-making. Further, raising the profile of non-military threats to human security allows for the involvement of actors other than the security forces in the search for solutions. The security forces, in turn, are thus led to confine their activities to addressing military threats to the state.

By late 1992, in recognition of the new opportunities and challenges of the post-apartheid era, and drawing from the experience of co-operation in the 1980s, the SADC had decided that as in the economic sphere, so in the domain of defence and security there was a need for closer cooperation and integration.² However, progress in the materialization of this vision has been slow as the region's politicians and analysts are manifestly divided on the character of such cooperation.

2 See *Southern Africa: A Framework and Strategy for Building the Community*, SADC, Harare, January 1993.

Some states were of the view that the informality that characterized the Frontline States Organization and its agencies should be retained in post-apartheid regional security mechanisms. That *modus operandi*, it was argued, delivered an efficient response to colonial rule and apartheid destabilisation, while respecting the sensitivities around the national sovereignty of member states. These states, therefore, proposed the creation of an Association of Southern African States (ASAS), which would inherit the functions of the Frontline States and operate as the political and security mechanism of the SADC, maintaining the informal style of its predecessor organization.

In contrast, other states believed that the Frontline States informality was successful because of the combination of a number of factors which are currently changing. First, apartheid and its strategy of regional destabilization was the single most important common threat to the survival of the Frontline States and, therefore, a powerful incentive to bring these states together.

Secondly, the struggle against white rule was the only item in the regional security agenda. That struggle has been successfully completed and, needless to say, it is always easier to unite against a common threat rather than for a common goal.

Thirdly, leaders such as Julius , Kenneth Kaunda, Samora Machel, Agostinho Neto, Seretse Khama, Robert Mugabe and Oliver Tambo shared the same vision of the process of liberation of the sub-continent from white minority rule. Their vision led them to create the Frontline States and the SADC. Moreover, political and military cadres from Angola, Mozambique, Namibia, South Africa and Zimbabwe, lived and trained together in the refugee and military camps in Botswana, Tanzania and Zambia in the late 1960s and early 1970s. In that process, and similarly to their leaders, they developed strong and lasting personal friendships amongst themselves and with their hosts. After liberation, a number of these former freedom-fighters became senior

politicians, military officers and security officials in their respective countries.

Of that generation of leaders, only President Mugabe is still active in the forefront of regional politics. New national leaderships have emerged in some states who do not have that powerful common background and bonding. In addition, the current focal point of the common agenda (economic and social development) entails much more competition and potential for conflict among the member states than the national liberation struggle. Under these circumstances, the informal tradition of the Frontline States may not be enough to bring about an effective common approach to defence and security in Southern Africa.

After nearly three years of debates and consultations, a broad consensus finally emerged in the region around the themes of common security, demilitarization and the peaceful resolution of conflicts. As a result, the Inter State Defence and Security Committee (ISDSC) was revitalized and an SADC Organ on Politics, Defence and Security (OPDS) was established.

Created in 1983 as a substructure of the Frontline States, the ISDSC was traditionally an informal forum gathering ministers responsible for Defence, State Security and Public Security. Its primary function was to operationalize the decisions taken by the Heads of State and Government of the Frontline States with regard to the common effort in support of the liberation movements in Rhodesia and South Africa.

Over the past few years, the ISDSC has evolved towards a more complex and less informal organization with the establishment of three Sub-Committees respectively on Defence, Public Security and State Security, and subordinate sub-structures.

The ISDSC is likely to be incorporated into the SADC Organ on Politics, Defence and Security, which was agreed upon at the SADC

Ministerial Meeting in Gaborone, in January 1996. The Organ will work to achieve the following objectives, among others:

- to promote political co-operation among member states and the evolution of common political values systems and institutions;
- to co-operate fully in regional security and defence through conflict prevention, management and resolution;
- to promote peacemaking and peacekeeping in order to achieve sustainable peace and security;
- to develop a collective security capacity and conclude a Mutual Defence Pact for responding to external threats, and a regional peacekeeping capacity within national armies that could be called upon within the region, or elsewhere in the continent,
- to promote the political, economic, social and environmental dimensions of security.

Two factors may contribute to slow the materialization of this common vision of regional security. First, the scarcity of human and financial resources places a major challenge to common structures which, inevitably, will reflect the limitations of national institutions (Nathan 1994:14-15).

Secondly, the overwhelming military superiority of South Africa relative to all other SADC member states, despite the obviously friendly intentions of the ANC government towards its neighbours, raises some concerns in regional political and military circles. Those fears are aggravated by both the perception that the new South African National Defence Force (SANDF) is still dominated by the apartheid military elite, and the notion that some western powers are encouraging South Africa to play a 'benign' hegemonic role in securing stability in the region and elsewhere in Africa.

These obstacles notwithstanding, the reality of interdependence has been unambiguously acknowledged and regional cooperation is now firmly on the Southern African security agenda.

Is the Region demilitarizing?

One important result of the improvement in inter-state relations in Southern Africa is the current wave of drastic cuts in force levels and military spending, which contributes to reinforcing the emergent climate of regional stability.

Thus, South Africa, by far the most significant regional military power, has reduced its defence budget by 51 per cent since 1989 (*International Security Digest - ISD* 1996) and will downsize the SANDF from 121,000 to 75,000 over the next 5 years (1995); Zimbabwe is currently reducing its defence force from 51,000 to 40,000; Mozambique's new defence force is at the level of 12,000, less than half of the planned 30,000; and Angola, under the Lusaka Protocol, will reduce its military to 70,000 (Cock 1996:12).

Botswana is the only SADC state to manifest a contrary tendency with the recently announced acquisitions of 13 CF-5 aircraft from Canada (*ISD* 1996); and 54 Leopard 1-V Main Battle Tanks, 50 Carl Gustav (84 mm) recoilless guns and 279 DAF trucks from the Netherlands (*Jane's Defence Weekly* 1996:17). Some analysts fear that these acquisitions may introduce a measure of instability in the region.

Does this mean that, with the intriguing exception of Botswana, the states of Southern Africa have engaged in a process of demilitarization?

A brief consideration of the concept of militarization may be useful in assessing the degree to which Southern African states are demilitarizing. First, it is important to draw a distinction between the following three interrelated social phenomena: the military institution, the ideology of militarism and the process of militarization (Cock and Nathan 1989:2). Some analysts define militarism as, '... a set of attitudes and social practices which regard war and the preparation of war as a normal and desirable social activity (Mann n.d. p.35).

Others view militarism as,

... first (...) an aggressive foreign policy, based on a readiness to resort to war; second, the preponderance of the military in the state, the extreme case being that of military rule; third, subservience of the whole society to the needs of the army which may involve a recasting of social life in accordance with the pattern of military organization; and fourth, an ideology which promotes military ideas (Andreski 1968:429)..

Quite frequently, militarism is also used to describe large armed forces and excessive defence expenditure. This leads to a problem of criteria: how do we define 'large armed forces'? In relation to the total population of the country? To the size of the territory? To the armed forces of neighbouring states? By the same token, how do we measure 'excessive defence spending'? Just as a portion of the GDP? Or as compared to spending in social areas such as health, education and the provision of basic services?

More generally, the different meanings of 'militarism' have attracted the criticism of making the term descriptive with very little, if any, analytical value (Smith and Smith 1983:9-13).

Cock provides the useful suggestion that militarization is a multidimensional social process which 'involves both the spread of militarism as an ideology, and the expansion of the power and influence of the military as a social institution' (Cock and Nathan 1989:2).

Apartheid South Africa presents a well documented typical example of such a process,³ whose central features can be summarized as:

- (a) the development of a perception of an eminent domestic, regional and international threat, encapsulated in the theory of 'Total Onslaught';
- (b) the promotion of a militarist ideology legitimizing the massive use of force by the state to counter that threat, codified in the concept of 'Total National Strategy'; and

3 For detailed studies of the process of militarization of apartheid South Africa see Frankel 1984; Johnson 1988; Grundy 1988; Cock and Nathan 1989.

(c) the development of civil-military relations characterized by the extension of the powers and influence of the security forces to virtually all areas of government domestic and foreign policy.

In Angola, Mozambique and Zimbabwe, similar processes of militarization developed as a result of, first, the national liberation wars and, later, the resistance to apartheid destabilisation.

As stated earlier, the states in Southern Africa have engaged in significant reductions of force levels and defence budgets. Four interrelated factors seem to have contributed to this:

- (a) The perception of receding external military threats to the countries of the region, as a result of the progress in inter state relationships,
- (b) the fact that foreign aid, on which most states in the region are heavily dependent, is provided under conditions which invariably include political pluralism, economic liberalism and the reduction of defence spending;
- (c) domestic pressures for increased resources to meet the pressing needs of social and economic development, and
- (d) the presence of governments sensitive to those needs, either because of a genuine commitment to good governance, or just to guarantee their own maintenance in power.

These defence cuts occur simultaneously with a tendency towards committing more resources to the police forces, as a response to the proliferation of small arms in the hands of private citizens and security companies, poachers, crime syndicates, 'vigilante' groups, mercenaries and extremist political formations, in a symptom of what Cock (1996:1) calls a 'privatized militarization'.

In some instances, the sharp raise in organized criminal activities, such as poaching (Zimbabwe), weapons and drugs smuggling (Mozambique), require that the police be trained and equipped to conduct military-type operations. In other cases, the levels of political violence and instability determine the deployment of a sizeable military

force (KwaZulu/Natal). In any event, the distinction that stable democracies make between the roles of the police and the military is blurred, as the policing function becomes militarized and the armed forces are deployed against their own fellow citizens.

This suggests that demilitarization can not be measured just as a function of reductions in defence spending and force levels. To these indicators, undeniably important, should be added a move away from the employment of military methods to deal with 'civilian crimes', and political and social conflicts; and a significant reduction of the power and influence of the military institution.

Further, a comprehensive programme of demilitarization in Southern Africa also needs to take cognizance of, and address, the question of privatized militarization. This requires both enhancing the states' capacity to maintain law and order, and resolving the systemic causes of crime and violence. Like (1996:4) suggests, transformation is needed at the level of attitudes, social values, practices and relations.

Domestic Outlook: Peace Without Justice?

In their current format, neither the ISDSC nor the SADC Organ directly address the more urgent domestic security concerns of the member states.

Indeed, as the external military threats—real or perceived—recede, new—and old—internal non-military threats to the security of states and peoples pose a formidable challenge to the region. Such threats result from factors like the presence of fragile democracies; the lack of effective governance; unstable civil-military relations, the proliferation of small weapons in private hands; internal political and ethnic conflict; countless refugees and displaced persons; thousands of demobilized soldiers and guerrillas who are destitute; chronic underdevelopment

and attendant poverty; and rampant disease and environmental degradation.

In the war-to-peace transitions in Angola, Mozambique and South Africa, the above problems are exacerbated by the thorny issue of peace and justice. It is common knowledge that in wars which end with the unconditional defeat of one party, the winner invariably exerts the right to judge and punish the vanquished for the human and material cost of the strife. The victor's abuses are conveniently underrated, explained, excused or ignored and the defeated party carries all the blame. Peace comes with a measure of justice, however partial and biased.

From a military perspective, the major internal conflicts in Southern Africa ended inconclusively. Such were the cases in Zimbabwe, Namibia, South Africa and Mozambique. Angola is equally moving, painfully slowly, towards a negotiated solution. In all instances, the parties involved accepted that a conclusive military victory was not possible and peace required a measure of accommodation of their respective opponents. In my view, it was this realization that prompted the political will to seek peaceful settlements.

South Africa and Mozambique illustrate different approaches to post-war reconciliation and justice in the region. In South Africa, the ANC held the moral high ground, but was far from scoring a military victory; the apartheid regime, in turn, with all its military power, had no domestic nor international legitimacy, was unable to obliterate the liberation movements and could no longer resist the heavy economic pressure of the sanctions.

After the settlement, the new regime, was in a position to impose the establishment of the Truth and Reconciliation Commission, the granting of indemnity to those individuals who acknowledged the commission of crimes in defence of apartheid or in the struggle against it, and the prosecution of only the 'unrepentant criminals'. This is

possible thanks to the unparalleled moral stature of a leader like Nelson Mandela, the presence of a relatively sophisticated state, and a vibrant, well informed and demanding civil society.

However imperfect, this selective approach to justice has created a fundamental social healing space upon which all South Africans can build a new sense of South Africanness.

Mozambique offers a contrasting example. Here, both the FRELIMO⁴ government and the RENAMO⁵ rebels were unable to win the war. RENAMO could not claim the legitimacy of a liberation movement, in view of its history and terrorist tactics; the government was rapidly losing the prestige and popular support it had enjoyed in the early years of independence. Moreover, the government was under tremendous domestic and international pressure to engage in negotiations with RENAMO.

The transformation of the rebel movement into a political party was a critical pre-condition to ensure that RENAMO had a stake in the peace process. Accordingly, Protocol III of the Peace Accord that ended the war stated that

The Government undertakes to assist in obtaining installations and means so that RENAMO may secure the accommodation and

- 4 FRELIMO is the Portuguese acronym for Front for the Liberation of Mozambique, the nationalist movement that led the liberation struggle against Portuguese colonialism (1962-1974). After independence, FRELIMO became a Marxist party and established a socialist regime in Mozambique. Following the collapse of socialism in Eastern Europe in the late 1980s, FRELIMO once again re-invented itself, this time along the lines of a social-democratic party, and presided over the transformation of the political system into a liberal democracy in the early 1990s.
- 5 MNR was the initial acronym for Mozambique National Resistance, and was replaced with RENAMO after 1982, when the movement adopted the Portuguese version of its name: Resistencia Nacional de Mocambique. For a detailed description of RENAMO's origins and tactics, see Vines, A., 1991, *RENAMO — Terrorism in Mozambique*, James Currey, London.

transport and communications facilities it needs to carry out its political activities in all the provincial capitals and in other locations to the extent that the available resources so permit. For these purposes, the Government shall seek support from the international community and, in particular, from Italy (United Nations 1995:111).

In this connection, an important and innovative feature of the United Nations Peace Keeping Operations in Mozambique (ONUMOZ) was the establishment of a trust fund to help RENAMO become a political party. The UN Secretary General noted that

The transformation of a guerrilla force, experienced only in war, into a political force with a stake in the democratic process, is one of the most significant legacies of the United Nations operation (United Nations 1995:4).

What also needs to be stated, though, is that RENAMO's war experience was in fact one of the most brutal campaigns of systematic terror against civilian populations since World War II. In spite of that, one of the foundations of the peace process in Mozambique was the understanding that there would not be investigation of allegations regarding war crimes.

Whether or not RENAMO would have resumed fighting if it were not bought out of the military option remains an open question. What is clear, though, is that not only was RENAMO not held accountable for its massive violations of human rights during the war,⁶ but was also rewarded with international community funds. And, sad irony, this was done in compliance with the Peace Accord, and in the name of peace, reconciliation and democracy.

Under these circumstances, the war crimes have been ignored, allegedly to avoid reopening the wounds of war and for the sake of national reconciliation. In other words, justice was the price paid for peace; and national reconciliation, in these terms, perpetuates a culture

6 For an independent account of RENAMO's violations of human rights during the war see Gersony R. (1988).

of impunity. It raises perceptions of an unethical partnership between FRELIMO and RENAMO, without any serious attempt to establish harmony and justice among all Mozambicans.

In their discourse on national reconciliation, FRELIMO and RENAMO leaders have often said that the war in Mozambique ended with 'no winners and no losers'. This may be so for them as politicians, either in government or in the opposition, now entitled to the generous salaries, the cars, the houses and the social status that come with high public office. For the 'anonymous' people of the land, though, it may not be true. Those were the real losers whose quest for justice failed to stimulate the attention of the authorities, the international community and media.

It is against this background that post-war restructuring of security forces in Mozambique is examined below.

Restructuring Security Forces in the Transition: The Case of Mozambique

The point was made earlier in this paper that the emerging African democracies will thrive only if the peoples and institutions acquire democratic values and develop an indigenous democratic political culture. This is certainly true for Mozambique and particularly relevant for the restructuring of its armed services.

Consistently with the transformation of the political system, from one-party socialist oriented regime to a multiparty liberal democracy, the security forces in Mozambique are being restructured following a Western model of civil-military relations. It is therefore pertinent to initiate this section with an examination of the general principles and mechanisms of such interaction in Western democracies.

Principles and Mechanisms of Civil-Military Relations in Stable Democracies

In mature Western democracies, social and political stability are based on a number of factors: a strong national cohesion; a relatively high degree of transparency, inclusiveness and accountability in the conduct of the affairs of the state; a considerable level of general economic prosperity and material wealth; the respect for human and individual rights; a political culture and practice of tolerance and respect for dissension; the absence of violence in the struggle for political power; and stable civil-military relations.

In those societies, armed forces are conceived and employed primarily to deter and resist external aggression, and promote foreign policy goals. The threats to internal stability and security are normally confronted by the police services.⁷ Equally, the armed services are formally barred from the process of political decision-making which is the exclusive domain of the elected civilian authorities.

As a result of their exclusive access to the legal means of violence and coercion, armed services enjoy an extraordinary degree of 'naked power' and can influence decisively the outcome of political disputes by supporting one of the factions involved. In view of this, all states seek to guarantee adequate control over their armed forces, through the adoption of certain principles and mechanisms to govern the civil-military interaction.

7 In extraordinary circumstances, such as the conflict in Northern Ireland, liberal democracies also use armed forces to deal with threats to internal security; however, that is an exception, rather than the rule.

The Principles

Depending on their historical background and legal system, liberal democracies adopt different forms of 'guarding the guardians'. However, the overarching principle of military subordination to civilian political control is a common and central feature in the relationship between the armed services and their civilian political masters.

Civilian political supremacy over the armed services entails a clear separation between civilian and military powers and responsibilities, the accountability of the armed services to the government and parliament; and the practice of transparency in the conduct of defence and security affairs.⁸

In essence, the distinction between civilian and military powers and responsibilities is captured in Samuel Finer's argument that armed forces should avoid interfering in politics other than through institutional channels. The mission, role and responsibilities of the armed forces are established by the Constitution, the Defence Act and military regulations. The military is expected to understand and uphold the value system, which underlies this legal framework and, as a consequence, operate in strict observance of the parameters defined therein.

Indeed, like other professional groups within the state bureaucracy, military leaders may provide technical expertise to policy formulation and invariably try to promote their corporate interest. However, they are obliged to do so in a way which does not challenge the authority of the elected civilian politicians who hold the prerogative of political decision making (Nathan 1994:60-64).

8 For an overview of theories on civil-military relations see Edmonds, M., 1988, *Armed Services and Society*, Leicester University Press, pp. 70-92.

In the words of Martin Edmonds (1988:74-75):

The attractiveness of Finer's approach is that it is premised on a clear, unequivocal structural distinction between what is proper for the armed services to do, and what is the power and authority of government. The relationship between armed services and society is clearly prescribed by a legal definition of the powers and spheres of responsibility of the armed services; and if democracy is to be assured, the armed services should not venture beyond... these boundaries.

In order to ensure accountability, which flows from the military subordination to civilian control, the Minister of Defence is vested with political authority over the armed forces. The Minister is answerable to the government for the management of the defence force. The government in turn is accountable to the legislature and the public for the formulation and execution of defence policy (Edmonds 1988:64-65).

By making the armed forces accountable to the civilian authorities, democratic states seek to guarantee that military power is used according to democratically established policies in the service of society as a whole, rather than in the pursuit of any sectional agenda, which may be contrary to the public interest. As will be discussed in greater detail later, such assurance is provided through the Minister of Defence and the parliamentary defence committee.

Accountability in turn requires transparency. Without the timely availability of reliable and sufficient information, decision-making in both the government and parliament may be undermined. At a more general level, citizens also have the right to be informed about military and security matters in order to assess whether or not the executive's defence and security policies promote national security.

Transparency and freedom of information are in tension with the confidential nature of defence and security policy-making and execution. The challenge lies in finding the right balance between the

risk of exposing sensitive information and the need to avoid excessive secrecy (Edmonds 1988:63).

The Mechanisms

A number of mechanisms exist to ensure the practical implementation of the above principles. These mechanisms operate within the armed services, the executive and legislative branches of the state, and the general public.

As a rule, armed forces in liberal democracies accept the principles of civil-military relations discussed above for two main reasons. First, soldiers and officers come from societies whose political culture is based on democratic values and practices. Secondly, through a process of training and orientation the military professionals are led to accept the principle of civilian supremacy and the need to refrain from taking actions which may undermine the elected authorities as core values of their profession. In this connection, it is relevant to explore further the notion of military professionalism.

This concept has been differently understood in various countries in distinct periods, reflecting the interaction of factors such as political culture, military traditions, and the level of complexity of the state bureaucracy (Edmonds 1988:38-43; Williams 1992:22-30). However, the general view is that modern military professionalism in democratic states includes the broad features of any profession and the command of legitimacy in the wider society.

Greenwood identified specialization, authority, community sanction, a code of ethics and a specific professional culture as the attributes of a profession. The following remarks draw on his discussion of professionalism (Edmonds 1988:38-41).

Specialization means that the professional combines the knowledge of a body of scientific theory with the practical ability to perform a given set of tasks. The professional's expertise results from extensive training. In the case of the armed forces, the theory and practice of warfare, or 'the managed application of violence', is the essence of specialization.

This expertise confers on the professional the authority to provide a specialized service. In the medical profession, for example, the doctor has the know-how and autonomy to cure the patient whose recovery depends on the doctor's expert diagnosis and prescription. In the case of the armed forces in a democratic state, however, the relationship between the professional and the client is more complex.

The state is both the client and the master of the armed forces. The state and society rely on military expertise to deal with threats to their security. At the same time, *armed forces are subordinate to civilian political control.*

Community sanction means that society confers on professional groups certain privileges and powers such as the autonomy to admit, train and evaluate its members; the right to confidentiality; the autonomy to set the standards of professional expertise; and the legal monopoly to practise their profession. Armed forces equally enjoy these prerogatives.

The code of ethics regulates the professional's relationship with society and with his/her peers. In the armed forces, the ethical code demands that the serviceman/woman is unconditionally committed to the defence of society and is permanently ready to carry out orders from a higher authority.

Professional culture reflects all the above attributes. It incorporates adherence to a set of values and norms, and includes symbols such as

uniforms and insignia and the use of a distinctive professional language.⁹

Finally, legitimacy is a particular component of military professionalism. The role of the armed forces as the manager of organized violence commands legitimacy in the wider society for as long as society feels that military expertise exists in an area that is crucial to the life of the entire national community and is exercised in conformity with established norms and principles. Thus, the military leadership is expected to be responsible both individually and collectively towards the government and the community.

However, this form of self-restraint is not sufficient to prevent military elites from unconstitutional interference in politics. Moved by its corporate interests or political views, the officer corp can be tempted to challenge their political masters (Edmonds 1988:81-82).

For this reason, the government and parliament introduce legal instruments of control of the military. These mechanisms presuppose that the politicians and civil servant involved therein command the necessary knowledge and skills to oversee defence policy implementation. In essence, they regulate the 'distribution of power and influence' between the civilian and the military elites and normally include:

- Legislation like the Constitution and the Defence Act, defining the powers, mission, role, organization, composition and other features of the armed forces;
- a civilian Head of State is the Commander-in Chief of the armed forces and has the power to appoint and dismiss the top military leadership;

9 For an overview of the concept of military professionalism, see Edmonds 1988, pp. 38-43.

- the power to declare war and make peace rests with the Head of State, parliament or both, but is never the prerogative of the military;
- a civilian ministry of defence that oversees, and is responsible for the activities of the military;
- multiparty parliamentary control over the defence budget, procurement and policy;
- legislation preventing excessive secrecy and ensuring 'right of information' about military matters.

At a broader level, society also has a measure of participation and indirect control through informed public debate, academic research and media inputs on issues like the military doctrine, threat perceptions, participation in peace-keeping and peace enforcement operations, defence budget, weapons procurement and military co-operation. An extreme manifestation of such control is the power that the public has to vote out of office a government which pursues an unpopular defence policy. (Nathan 1994:64).

The above model of civil-military relations was developed in Western liberal democracies, over the centuries, as the underlying political system matured. Its appropriateness in the highly unstable circumstances of war-to-peace transition in African societies is discussed next through an examination of the Mozambican experience.

Obstacles to the Creation of the New Defence Force

Protocol IV of the Rome Peace Accord between the Government and RENAMO set out the guidelines for the establishment of the new Mozambique Defence Force, the Forças Armadas de Defesa de Mocambique (FADM). According to these guidelines, the FADM should result from the integration of former government and RENAMO armies. It was defined as a non-partisan, volunteer and professional

force,¹⁰ comprising 30,000 personnel in three services: the Army, Navy and Air Force. The government and RENAMO were each to contribute 50 per cent of the total strength of FADM.

In compliance with the Accord, the United Nations, Great Britain, France and Portugal, assisted with the training and integration of the High Command and a few Units of the FADM, during the period between the signing of the Peace Accord, in October 1992 and the general elections of October 1994.

For a number of reasons the creation of a defence force consistent with a democratic system is proving to be an extremely complex task that goes beyond the initial training provided by a body of instructors from well established democracies.

First, in many countries in Africa, Asia and Latin America, despite the fact that their officers were trained in mature democracies, armed forces have interfered in the political affairs of the state to the extent of staging coups and establishing military regimes.

Secondly, the officers and soldiers selected to integrate the FADM belonged, until very recently, to armed forces which were neither designed nor oriented to serve a democracy, and were central actors in a particularly vicious and cruel conflict. There is, therefore, a need for them to be educated in the patterns of legitimate interaction with society in a peaceful and democratic environment.

Thirdly, despite the introduction of a new Constitution in 1990, which formally defines Mozambique as a liberal democracy, it will certainly take more than a constitutional change to transform the political culture of Mozambican society. The institutional weakness of the state, the absence of a significant civil society and the severe economic, social and psychological legacy of the war ensure that the

10 See 'General Peace Agreement of Mozambique', European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA), Amsterdam, 1992, p. 28.

process of political democratization occurs without the mutually enriching interaction of a strong state with a strong civil society.

This problem will have to be addressed in a fundamental way if the current transition is to bear the desired results. Failure to do so may inhibit the democratic transformation of the armed forces, since a weak state is less effective in controlling the power of the armed forces. This in turn creates the potential for interventionist tendencies within the military, which may undermine the state and democracy.

Equally crucial, a weak civil society is unable to make substantial inputs in policy-making and keep the state and its agencies in check. In the defence realm, this means that the state is more at liberty to formulate and implement unpopular defence policies or, even worse, to use military power against the public interest.

Besides the general societal features described above, the development of democratic model of civil-military relations in Mozambique is hindered by a range of factors related to the history of the opposing military formations and the particular features of the process of war termination. These are briefly reviewed below.

Contrary to the expectations of the parties, it was difficult to identify volunteers to join the new defence force. Thus, by the end of the mandate of the United Nations Peacekeeping Operation in Mozambique (ONUMOZ) in December 1994 the FADM comprised a total of only 11,579 troops.¹¹

Many observers have raised concerns about the quality of the integration training provided to senior officers and generals of the new force. The officers were appointed to attend 'leadership courses' by their respective political masters, without much attention to criteria like academic or military technical qualification, years of experience, etc.

11 See *The United Nations and Mozambique, 1992-1995*, 1995, p. 42.

Apparently concerned with avoiding conflict with both signatories of the Peace Accord, the Portuguese instructors who provided that training did not challenge that position and accepted all candidates. Moreover, these leadership courses lasted for 6 to 8 weeks, which was clearly not enough to overcome the handicaps of most candidates. To make matters worse, all candidates qualified and received senior officer and general ranks without any form of evaluation.

It may be argued that Portugal could have done a job more in accordance with the traditions and the prestige of its own armed forces. However, it is probable that Portugal did its best, in the complex conditions of the Mozambique peace process. In any event, what matters is that the new Mozambican defence force is led by an officer corp which, at least in part, does not meet some of the basic requirements of military professionalism.

Furthermore, neither force had been conceived or oriented to serve a democratic political system. On the government side, the *Forças Armadas de Mocambique* (FAM) evolved from the guerilla formations which led the national liberation war against Portuguese colonialism and were politically aligned with the ruling party, FRELIMO. Thus, the first Constitution of the (People's) Republic of Mozambique explicitly defined the armed forces as the military extension of FRELIMO whose primary mission was the defence of the Mozambican revolution.

In addition, all heads of services and main commanders were full members of the party's central committee, the Minister of defence and his deputies, all generals, were members of the party's politburo; the party's ideological guidance and control over the military was ensured through a system of political commissars and a network of party committees; military leaders were members of the national, provincial and local legislatures; and, like in other socialist states, party affiliation and ideological reliance were major criteria for the career development of officers.

Thus, the armed forces were an essential part of the ruling party and civil-military relations were characterized by the participation of the military elite at all level of policy formulation and political decision-making. The FAM was essentially the military expression of FRELIMO, created, developed and employed to defend and promote the socialist state within the framework of FRELIMO's national project for Mozambique.

Of course the new defence force has no such formal affiliation with FRELIMO. The process of political disengagement started as early as 1991-92 with the abolition of the political commissariat and all party structures in the military, and the withdrawal of all senior commanders from Frelimo's central committee list. However, there is a perception that most generals and senior officers of FADM who served in the former government army prior to the peace settlement maintain close connections with FRELIMO.^{5ff}

As the military conduit of foreign interventionist interests, RENAMO was effectively a mercenary army in its own country. Despite its notorious cruelty against the civilian population, however, RENAMO drew some internal support from the peasantry, which had been disempowered by the government's antagonism to the rural cultural heritage and practices and a by a policy of forced villagization.¹² In this connection, Hall (1991:3) has commented:

As the war has progressed, destabilisation, externally mounted, has tipped over into an internally self-generating process of violence, to which the Mozambican government has been compelled to seek accommodation.

This brief examination of the history of both military formations which integrate the FADM reveals that neither was conceived to serve in a democratic state in the terms that post-war Mozambique is being

12 For an informative account of how the peasants of Erati reacted to FRELIMO's agrarian policies in the early 1980s and entered into an alliance with RENAMO, see Geffray, C., 1990.

designed. Under these circumstances, the training of the new Mozambican defence force by officers from western democracies, however important, is therefore not sufficient to ensure that FADM will be governed by democratic values. What else, then, should be done?

Towards a Defence Force Consistent with Democracy in Mozambique

As was stated in the introduction, democracy will thrive in Mozambique only if its people and its institutions acquire democratic values and develop a corresponding political culture. This is critically relevant for the armed services and in particular the military institution, and raises a number of questions: What are 'armed services consistent with a democratic system' in the Mozambican context? How can the armed services acquire a 'democratic culture' in a society with no liberal democratic traditions, and come to accept the principles of civilian control, accountability, transparency and public scrutiny? How can they develop the qualities of professional competence and political legitimacy needed to serve in a democratic order? Should their members, especially those guilty of outright terrorism, play an active role in the reconstruction of the country's infrastructure and social fabric?

This section draws from the earlier discussion of the principles and mechanisms of civil-military relations in stable democracies and explores their implications on the role, professionalism and legitimacy of the armed services and the FADM.

In the light of the history of the organizations from which the members of the new defence and security establishment were drawn, it seems obvious that while the armed services should be non-partisan with regard to party politics, they need to be politically oriented in democratic values. The purpose, cohesion and sense of loyalty of the new armed services should be built around the ideals and values of

democracy, in order to enable its interaction with the state and society to be framed by the respect for the principles upon which peace is being built in Mozambique.

Specifically, their members should undergo a programme of education, covering matters such as the constitutional provisions on basic rights and defence; the principles and mechanisms of democratic civil-military relations; international law on armed conflict; human rights; and the ethical dimensions of military professionalism. This will contribute to ensure that military power will legitimately serve the Mozambican society as a whole, rather than be misused to promote sectarian interests, be they ethnic, religious or partisan ambitions, or indeed the corporate self-interest of the military and security agencies themselves.

Moreover, for the mechanisms of civilian control over the armed services to be effective, a number of additional measures are required. First, general public debate of defence and security matters should be promoted to encourage citizens and interest groups to contribute inputs to defence and security policy making. Local researchers and the media may play a critical role in creating the civil society constituency to engage the state in such a debate.

Secondly, the politicians and senior civil servants of the ministries of defence and interior, and the members of the Parliamentary Committee on Defence and Public Order need to be trained in areas such as defence and security planning, budgeting and procurement, to be able to perform their task effectively.

This last aspect is particularly relevant because, like in other emerging democracies, Mozambican politicians and civil servants typically lack the experience and skills to manage defence and security policy implementation. As a result, their relationship with the military and security leadership is characterized by a considerable degree of

tension and frustration. Moreover, civilian inexperience may open the doors for military involvement in politics.¹³

Stable civil-military relations will also depend on the government's willingness and ability to fulfill its responsibilities with regard to the armed services. In this connection, a conscious effort by civilian and military leaders to build trust and mutual respect is crucial. Nathan (1994:85-86) argues that:

in this sense, the term 'confidence- and security-building measures' which usually applies to inter-state relations, also has domestic application in emerging democracies.

Just as the armed services should avoid taking actions which may undermine the position of democratically elected politicians, politicians and bureaucrats should respect the military and security chain of command and not interfere in the tactical and operational aspects of defence and security. Besides demanding that the military and security agencies observe legality, the government itself should operate within the law, refrain from using the armed services for partisan purposes, and respect their professional input and corporate interest in defence and security policy-making. In particular, the government should provide the necessary material and financial conditions to guarantee the effectiveness of the armed services (Nathan 1994:85-86).

In other words, the development of stable civil-military relations in Mozambique demands more than the uncritical application of the principle of civilian political control. It requires that military and civilian leaders consider themselves as partners, even if with unequal powers and responsibilities, co-operating towards the broader process of national reconciliation, which is a central feature of Mozambique's transition to democratic rule.

13 See Nathan L., 1994. Although these remarks were made with reference to Latin American countries undergoing a transition to democracy such as Nicaragua, they are equally applicable to Mozambique, p.66.

Nathan describes civil-military relations as ‘the distribution of power and influence between the armed services—the civilian authority’ (Nathan 1994:60). In this sense, the nature of civil military relations, that is, how power and influence are distributed between the military and the civilian authorities—reflects and shapes the political system. In the case of Mozambique, this means that just as democratic civil-military relations are essential for democracy to succeed, so the democratization of the state and society are critical to the establishment of a democratic civil-military interaction.

The Roles of FADM

The general purpose of FADM is to guarantee national sovereignty, independence and territorial integrity. In addition, FADM may be required to protect civilians against ‘crime and violence of all kinds’ in cooperation with the police; the military may also be employed to provide assistance in emergency situations resulting from natural disasters, and in support of reconstruction and development programmes.¹⁴ A brief examination of each of these missions follows.

a) Defence against external threats

Historically, the only external military threat to the security of Mozambique and of other independent states in Southern Africa was posed by the white minority regimes of Salisbury and Pretoria. With the demise of apartheid, this threat no longer stands.

Nevertheless, South Africa will remain the regional power and will retain a considerable offensive military capacity which may be perceived as a potential threat by Mozambique. The solution to this or

14 See ‘General Peace Agreement of Mozambique’, p. 28.

any other external threat which originates within Southern Africa¹⁵ should be sought through means other than military confrontation.

To ease inter-state tension and prevent the development of violent conflicts in Southern Africa, Mozambique should contribute to promoting the establishment of bilateral and collective security cooperation arrangements within the framework of the broader regional integration project proposed by SADC. This would allow member states to concentrate their energies on the reconstruction and development of their countries. It would also mean that the FADM would not have to actively engage in defence against external aggression.

b) Internal deployment

Mozambique is characterized by a high level of social instability caused mainly by the prevailing socioeconomic conditions. In addition, a growing number of demobilized soldiers resort to violence as a means of survival. Thus, the military's key function is likely to be action to restore stability for as long as it takes to train and equip the police force to deal with the internal threats to security.

However, armed forces are trained and oriented to use maximum force to destroy the enemy in the battlefield rather than to maintain law and order in an essentially civilian environment. As matter of principle, they should be employed exclusively to fight external threats and not their fellow citizens. The internal deployment of the armed forces not only undermines their legitimacy with sections of the population and

15 Certain political and military circles in Mozambique conceive threat scenarios (highly unrealistic in the view of this writer) whereby Zimbabwe and Malawi may have territorial ambitions concerning some areas in the country, and therefore, should Mozambique be perceived to be very weak, these states could consider military action to redraw the common borders.

but also has a negative impact on their cohesion and morale, as was the case in Zimbabwe after independence (Seegers 1986:129-165).

Furthermore, as a result of a counter-insurgency function and internal policing orientation, the military invariably becomes involved in political decision-making, which, in turn, leads to a militarization of society. Apartheid South Africa is a case in point (Spence 1988:240-25). To a lesser degree, the same tendency has been evident in Mozambique since the early 1980s.

In order to minimize the above risks, if the FADM is going to be employed in counter-insurgency and internal policing roles, the training of its units should pay particular attention to issues like appropriate rules of engagement, human rights education and the use of minimum force. As a long-term strategy, the police should be developed to the point where it can contain internal conflict without military intervention.

c) Emergency assistance and reconstruction and development

The hopes of regional stability seem to be materializing and Mozambique cannot identify, currently or in the foreseeable future, a credible external military threat. Moreover, at the time of writing this paper, the level of criminality does not seem to require extraordinary measures. Under these circumstances, Mozambique can safely concentrate resources and energy on post-war peace-building, that is, national reconciliation, restoration of social capital, political democratization and economic development.

Disaster relief operations, the reconstruction of the numerous roads, bridges, hospitals and schools that were destroyed during the war, and the provision of health care, education services and environmental protection, are actions that will contribute to consolidate

peace. These actions also have a direct impact on improving the security of citizens.

The participation of the FADM in such undertakings could make it a productive force in peace-time and contribute to enhancing its legitimacy with the broader society. However, while the employment of armed forces in disaster relief is generally accepted, the desirability of on-going military involvement in typically non-military activities is questionable.

The involvement of armed forces in civilian tasks may undermine military professionalism and combat-readiness; it may help self-interested military elites to motivate the need for a large force and an inflated military budget; and, more significantly, it may lead them to believe that they have a superior ability to manage society.

In summary, the key roles of the FADM are likely to be internal deployment and involvement in reconstruction and development activities. Counter-insurgency and policing should be temporary functions of the military, while the police force is being adequately trained and equipped to deal with threats to internal stability.

Internal deployment of the FADM and its involvement in development programmes may be critically necessary functions to peace-building in Mozambique. However, in the long-term, they may also undermine the stability of civil-military relations.

There is no easy solution to this dilemma. Politicians, the military, the media, academics and the public should engage in a debate around these controversial issues, with a view to establishing what best suits the needs of the country.¹⁶

16 For a compelling motivation of military involvement in civilian tasks see for example, Harbottle, Brig M., 1991, 'What is proper soldiering? A study on new perspectives for the future uses of the armed forces in the 1990s', Report of the Centre for International Peace Building.

Legitimacy

The full achievement of legitimacy by the FADM may depend, to a significant extent, on the attitude of both the state and society at large towards those officers and soldiers who committed acts of terrorism and human rights abuses during the war. Three broad options can be identified to approach this issue, none of which is totally free from undesirable political and ethical consequences.¹⁷

As a first option, the state could decide that it is in the interest of national reconciliation and internal cohesion of the to ignore past human rights abuses. This seems to be the prevailing view. However, it will lead to war criminals being treated with impunity in the emerging democracy and, more important, being entrusted with the means of organized violence that they abused so gravely in the past.

As a result, the credibility of the FADM could be seriously undermined from the outset, and the expectations of justice of vast sections of the Mozambican society would be frustrated. Moreover, the healing of the wounds of war demands that such wounds are unambiguously acknowledged in the first place. Only after the crimes have been exposed and the perpetrators identified can amnesty and forgiveness be considered.

A second option would be therefore to tackle the issue uncompromisingly in the interest of justice and transparency by investigating thoroughly all allegations of atrocities, excluding from the new military those involved, and bringing them to justice. This would give the FADM a high moral and ethical standing but it would entail considerable political and practical difficulties.

17 For an overview of the Namibian experience in this regard, see Nathan, 1994, pp. 90-91.

First, the investigation would necessarily lead to re-opening the yet very fresh wounds of war, with negative consequences for the internal cohesion of FADM. Secondly, it would probably lead to the exclusion of most of Renamo's military leaders and soldiers, since they perpetrated acts of terrorism against the population as a matter of policy. Thirdly, taken to its extreme conclusion, it would raise questions about the ultimate political responsibility for the behavior of the men on the ground, with the inevitable destabilizing effect on peace-building.

Nathan (1994:92-93) suggests a third option which is a compromise between 'total amnesia' and the quest for 'total justice' concerning war crimes. This would entail either the exclusion from the new military of just a group of 'notorious individuals and units', rather than a complete purge, or the creation of a 'Truth Commission' to investigate alleged violations of human rights, without the imposition of sanctions upon those found guilty.

In the particular circumstances of Mozambique, the establishment of a 'Truth Commission' seems to be the most viable option. It would satisfy the citizens' sense of justice and contribute to enhancing the moral standing of the FADM and the state. Whatever option is chosen by the Mozambican authorities, this extremely complex and sensitive issue is likely to be one of the most challenging tasks in creating a legitimate FADM, trusted and respected by the citizens it is meant to serve.

Conclusion

This paper discussed the political and strategic transformations in Southern Africa, as well as the establishment of armed services consistent with a democratic system in Mozambique, as a case study of the complexities involved in war-to-peace transitions.

Examining the developments in Southern Africa, the paper highlighted the process of transformation of the regional conflict system towards a collective security regime, as a result of the demise of apartheid and the subsequent accession of South Africa to full membership of the SADC and its subsidiary structures.

The controversy around the mechanisms of regional cooperation in defence and security issues illustrate the point that this process is not entirely free of tensions. Most member states, lacking in human and financial resources and concerned with the military and economic might of South Africa, are hesitant in committing themselves to formal arrangements for the fear of being overpowered by Pretoria, whose defence and security establishment is still dominated by the 'Total Strategists'.

Should this be allowed to happen, the region would be confronted with the ironic reality that the hegemony that apartheid desperately sought through military destabilization and economic pressure might be finally achieved by the 'New South Africa', under the umbrella of regional economic and military cooperation.

Paradoxically, the potential for South African hegemony motivates the need for confidence and security building mechanisms, of which common security regimes are central elements. Only by bringing the regional giant into the fold of formal common arrangements can its power be contained and transformed into a regional asset.

Only through greater co-ordination and integration can the weaker states increase their ability to negotiate mutually advantageous deals, in a framework where the behaviour of the member states is predictable and regulated by treaties and protocols acceptable to all. And this is precisely what can be achieved through the revitalization of the ISDSC and the institution of the SADC Organ on Politics, Defence and Security.

The paper submitted that, while there has been substantial progress in inter-state relations in Southern Africa, domestic stability is hindered by a range of formidable problems: the lack of effective governance; political and ethnic conflict; unstable civil-military relations; underdevelopment and poverty, countless refugees, displaced people and demobilized combatants who are destitute; and endemic disease and environmental degradation.

A particularly destabilizing consequence of the long years of war in Southern Africa is a pervasive culture of violence and privatized militarization. Arguing for the need of a comprehensive demilitarization in the region, the paper underlined the importance of improving the ability of the states to maintain law and order and address the systemic causes of crime and violence.

Further, it emphasized that successful transitions to peace require fundamental transformations at the level of attitudes, social values and practices around the approaches to conflicts. It also considered the issue of post-war reconciliation and justice, illustrating its complexity with the experiences of Mozambique and South Africa.

The paper has argued that the consolidation of internal peace and stability in Southern African countries emerging from violent conflict depends, to a large extent, on the development of civil-military relations based on a partnership between civilian and military leaders in the broader process of national reconciliation, which characterizes the democratic transformation of the states in the region.

The paper argued further that such partnership should be based on mutual trust and respect, in order to promote accountability and subordination of the armed services to the elected civilian political authorities, military professional efficiency and the acceptance by the wider society of the armed services as the legitimate managers of the state's instruments of organized violence.

These are some of the insights that can be drawn from the efforts of Southern Africa and Mozambique to build peace, stability and democratic governance. These lessons, it is submitted, can be useful to other areas in the continent notwithstanding the fundamental historical, political, social and cultural differences that characterize the distinct regions of Africa.

Bibliography

- Andreski, S., 1968, *Military Organization and Society*, Berkeley, University of California Press, p. 429.
- Cock J. and Nathan L., (eds), 1989, *War and Society — The Militarization of South Africa*, David Philip, Cape Town, p. 2.
- Cock, J., 1996, 'The Cultural and Social Challenge of Demilitarization', Paper presented at a Seminar on Defensive Restructuring in Southern Africa, Johannesburg, p. 12.
- Edmonds, M., 1988, *Armed Services and Society*, Leicester University Press, pp. 70-92.
- Edmonds, M., 1988, and Williams, R., 1992, 'Of Skills and Subordination: Revisiting Professionalism', *South African Defence Review*, No. 4, Institute for Defence Politics, pp. 22-30.
- Frankel, P., 1984, *Pretoria's Praetorians — Civil-Military Relations in South Africa*, Cambridge University Press, Cambridge;
- Geffray, C., 1990, *La Cause des armes au Mozambique: anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala.
- Gersony R., 1988, 'The Gersony Report: Summary of Mozambican Refugee Accounts of Principally Conflict-Related Experience in Mozambique', United States Department of State.
- Hall, M., 1991, 'The Mozambican National Resistance Movement (RENAMO) & the Reestablishment of Peace in Mozambique', paper presented at the Centre for Africa
- Harbottle, Brig M., 1991, 'What is proper soldiering? A study on new perspectives for the future uses of the armed forces in the 1990s', Report of the Centre for International Peace Building.
- International Security Digest*, 1996, Vol 3, Nos. 6 et 8.

176 *Africa Development*, Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

Jane's Defence Weekly, 10 January 1996, p. 17.

Johnson, S., (ed.), 1988, *South Africa: No Turning Back*, London.

Grundy, K., 1989, *The Militarization of South African Politics*, Oxford University Press, and Cock J. and Nathan L.

Mann, M., 'The Roots and Contradictions of Modern Militarism', *New Left Review*, 162, p. 35.

Nathan, L., 1994, *The Changing of the Guard: Armed Forces and Defence Policy in a Democratic South Africa*, Human Sciences Research Council, Pretoria, pp. 60-64.

Nathan, L., 1996, 'The New Partnership: Stabilizing Civil-military Relations in Africa', unpublished paper, p. 2.

Seegers, A., 1986, 'Revolutionary Armies of Africa: Mozambique and Zimbabwe' in Baynham, S., (ed.), *Military Power: Politics in Black Africa*, London, Croom Helm, pp. 129-165.

Smith D. and Smith R., 1983, *The Economics of Militarism*, Pluto Press, London, pp.9-13.

Spence, J., 1988, 'The Military in South African Politics', in Johnson, S., *South Africa: No Turning Black*, London, Macmillan, pp. 240-257.

The United Nations and Mozambique, 1992-1995, 1995, p. 42.

Vines, A., 1991, *RENAMO — Terrorism in Mozambique*, James Currey, London.

Abstract: In the last few years, Southern Africa has been forced to grapple with and redefine security priorities in a more complex post-war period. Issues like demilitarisation, resettlement, and restructuring of the armed forces in a way that contained erstwhile warring groups have become more strident than ever in the region. The paper focuses on the restructuring of the Mozambican armed services, which is taking place in the context of profound political transformations both at the domestic and regional levels. Its argument evolves around two main considerations: (i) that emerging democracies in Africa should espouse a concept of national security that adequately responds to the concerns of the citizens as much as those of the state, domestically, and promotes a common approach regionally; and (ii) that in this context, the armed services should be oriented in such a way that, they do not threaten the new democratic political order but to contribute positively to the consolidation of peace and national reconciliation.

Book Review

The Lugano Report: On Preserving Capitalism in the Twenty-First Century, with an Appendix and Afterword by Susan George, Pluto Press, London, Sterling (Virginia), 1999. Paperback, 213 pages.

Claudio Schuftan
Hanoi, Vietnam

The powers that be of Capitalism 2000 are worried. They commission a group of eminent thinkers (the 'Working Party') to dispassionately tell them what is in for the 'System' if left to run its current course. They sequester them in Lugano, in the Swiss Alps, to produce this Report, which is to contain their warnings and recommendations.

The 'Commissioning Party' of the Report sees Capitalism as a social construct of cumulative human ingenuity: 'the most brilliant collective invention of history'; it must therefore be preserved. The task of the twenty-first century will, in their eyes, thus be to create the legitimate, universally recognized global political structure to support it. This, because the Market, at its broadest and most inclusive, is 'the closest we are likely to come to the wisdom of the Almighty'.

In its Report, the Working Party shows displeasure with some of the trends they find in their analysis. They ring some apocalyptic bells of alarm and sound some matching warnings. Among them, they feel that several signs indicate that the Competitive Market is already crossing certain natural thresholds, a fact that is not being recognized—even when for some of them it is already too late. Beyond such thresholds, for example, the one in the distribution of wealth, disparities are dangerous for the System's very survival and must thus be monitored. 'You simply can't have a global economy which enriches

the few beyond any historical parallel and creates losers by the tens of millions'. The resulting losers are invariably destabilizing for the System. Fortunately, these losers are, so far, failing to take responsibility for (and action from) their 'loserhood'. The occasional popular protests we see are more 'last gasps rather than a true second wind', and NGOs have by now become less radical, challenging and unruly. The era of strong political opposition and broad solidarity fronts is over. But this will not last.

Because short-term interests are paramount, the System now simply welcomes growth for growth's sake, without calculating total end-costs, including growth's ecological and social costs, now being externalized with impunity by those who benefit from it.

Employment and satisfaction of human needs—as opposed to the needs of the Market itself—are incidental to the Global System which obeys to the logic of supply and demand, NOT of want (need) and fulfilment.

In the financial sphere, the same short-term mentality works against long term benefits; the immediate rights of each operator are superseding the very maintenance of the System. Our few existing international regulatory institutions are all 'regulating' in the dangerous direction of even greater freedom for the Market, for it to continue to operate without constraints of any kind.

Without rules and constraints, the Market can (and will) cause its own downfall, the Report warns. Left to itself, it will create too few winners and too many losers; it will lead to overproduction and under-consumption, to ecological destruction, to ever-increasing concentration of wealth and ever greater rejection of the unfit. The myth, indeed the cult, of inexorable progress must thus be abandoned. Otherwise, in a race to the bottom, the Outs will sooner or later revolt and bring Liberal Capitalism crashing down with them.

In the current uncontrolled market situation, creative destruction is at its highest. The resulting social rubbish and waste endanger liberal ideals and the Market, though few dare to say so in public.

The bottom line, we are told, is that we cannot both sustain the liberal Free Market System and simultaneously continue to tolerate the presence of 'superfluous millions'. The only way to guarantee the happiness and well-being of the majority is for the total population of the planet to be proportionally smaller. Therefore, a fierce Population Reduction and a Reproductive Inhibition strategy are both an economic, a social and an ecological imperative—AND they are perfectly defensible from an ethical point of view at this historical conjuncture. The question for us is thus not whether, but HOW to achieve the goal of such a drastic population reduction, because in the end, reproductive power will become the real threatening power.

In that light, twenty-first century politics should not be about pie-sharing anymore—or about who gets what resources, when and how. Politics, for the System's movers will hinge on the deadly serious business of staying alive. The Ethics of Solidarity needs to be replaced by an Ethics of Emergency. But contemporary world political authorities are not coming up with the adequate rules to solve the most obvious and striking problem of today; current rules are grossly inadequate if indispensable population-pruning strategies are to become operational tomorrow. Leaders who persist in strategies of solidarity and universality and who try to practice citizen-based approaches should be personally discredited, so they will be mistrusted.

The corporate world also needs to create its own, more effective, internal policing and enforcing authority. TNCs need to practice a more truly, de-facto Alliance Capitalism.

The name of the game now is for Politics to focus not on Vitality, but on Mortality, to promote Reduction, not Reproduction. For a price

(that we have to be willing to pay), and with sufficient political power brought to bear, this can be done.

So much on the Report's warning side (which often reads like a modern day social satire). The Report further points to hidden bare truths that 'few dare to speak about'. For instance, in foreign aid, few people in the North realize that their taxes serve to bail out not the governments in need, so much as the big private players in the world Market. Or, even fewer see that the UN is ultimately useful to the System, because it is the one international forum which gives small, weaker members of the international community the illusion that they have something to say about running global affairs. (Speeches at the UN or UN conferences are cheap; binding contracts are never proposed nor are real sustainable incentives offered.).

The Working Party then makes some radical recommendations in its Report. You have to read them for yourself, lest I give you the chance of missing out on drawing your own conclusions, issue by issue. You need to read, for example, about their views on full privatization of public services; on the Bank's market approach to health care: should it finish the job of privatizing medicine wherever the process is not yet completed? You should also read about how organizations promoting vitality, reproduction, equity and people's solidarity should be attacked, and how Population Reduction and Reproductive Inhibition programmes should become part of SAPs conditionality. Find out for yourself what the Report says about hard drugs: should they be legalized after all? You should read about why risky genetically engineered crops, if cultivated at all, should be confined to poor and populous countries only. Should democracy be kept under control (or phased out) for the Globalized Market to keep its dominant role? (Because elections and mass participation by definition favour the masses, who by definition too are losers?). Find out if the population factor is to be considered only in relation to the needs of the neo-liberal

scheme of things; thus pursuing drastic reductions in the supply of workers so as to retain all the features and privileges of the prevailing System—whatever the human costs. (We are reminded here that the original meaning of a proletarian is ‘one who serves the state not with property but with offspring’.) Regardless of what the Report ends up recommending, one has to admit that they sell their Final Solution in a cleverly woven (and awfully teleological) manner. Uncritical, quickly impressionable readers, beware! Susan George is not happy with the recommendations of the Lugano Report. In an incisive Annex—and fighting both against modern Machiavellism and against naiveté—she makes her ultimate call to arms. She tells us that at this time, declarations on what should and must be done will not do; they all pathetically neglect the crucial dimensions of Power; they leave out the shady politics of well-entrenched interests.

Assuming that any proposal for change towards a more people-centred, equitable development need only to be explained convincingly to be adopted, is the saddest and most irritating kind of naiveté, she posits. She declares herself unwilling to continue to play stupid games. To her, the problem is not to persuade those who are responsible of these outcomes that their policies are mistaken, but rather to get Power to overrule them. She calls for finding ways to stop people who will stop at nothing, adding that codes of conduct and voluntary restraints are laughably (or weepingly) inadequate to protect people and nature from exploitation and destruction. To her, the choice is between THEIR rules and OURS: putting down the transnational tyranny before it puts us down is a must. And to shift the balance of power requires assessing one’s numbers, forces and capacity of making alliances. The time is now (if not yesterday).

But the author unfortunately does not further elaborate on needed avenues of action. We indeed need more and heavier ammunition to

denounce and fight the Report's conclusions inch by inch, measure by measure.

In an afterword, the author makes some confessions, key among which is her own philosophy of always asking herself: Who is in control and how are they using their power? Which groups get the benefit and which pay the costs? She intends to convert us to the same philosophy since these are not pretty times and the stakes are high.

Susan George retains her well-known (and appreciated) sarcasm and wittiness in this book. For a sampler, here are a few of my favourites:

'Unstable financial markets do not behave rationally; they can also create losers on a scale which would today make the 1930s look like a bad day at the races'.

'For the poor, children are like lottery tickets: one may succeed in life and change the status of the whole family'.

'The Invisible Hand is thwarted by the Invisible Womb'.

'The doctrine of Liberalism is akin to that of the Gospel: many are called, only a few are chosen'.

'Markets discipline instantly; they hold, as it were, permanent elections'.

'Happily, few politicians are heroes'.

'The war on drugs may be a crowd pleaser politically, but were it a real war, it would be considered a defeat worse than Vietnam'.

'After the world's McDonaldization what will it be? It will soon be McSchools, McHealth and McTransport'.

'Big money is nomadic and travels at the speed of bytes'.

'While ignorance and stupidity must be given their due, most things come out the way they do, because the powerful want them to come out that way'.

In Susan George's own words, the book is intended to afflict our comfort without, alas (yet), providing much comfort to and ways out for

the afflicted. That highest of challenges is left up to us, the readers. Be prepared for the foreseeable discussions of this Report in the year 2000. If you have not read it you cannot talk about it.

A Note to the unconvinced: For those of you misled by the Bretton Woods institutions to believe that the neo-liberal order will eventually generate far more winners than losers, Susan George is prepared to give a CASH award if you come up with any proof remotely showing a misgiving or scruples emerging from any of the IMF pronouncements (see the announcement of her Qualm Prize on page 201).

Notes to Contributors

Manuscripts submitted to *Africa Development* should be typed double-spaced and in two (2) copies. A diskette (3 1/2"), preferably MS Dos compatible, along with the hard copies is required. Avoid excessive formatting of the text. Camera-ready copies of maps, charts graphs are required as well as the data used in plotting the charts and graphs. Please use the Harvard Reference System (author - date) for bibliographic referencing, e.g.:

It is interesting to note that... the word for 'tribe' does not exist in indigenous languages of South Africa (Mafeje 1971:254).

N.B.: It is essential that the bibliography lists every work cited by you in the text.

An abstract of 150 to 200 words stating the main research problem, major findings and conclusions should be sent with the articles for translation into English or French. Articles that do not follow this format will have their processing delayed.

Authors should indicate their full name, address, their academic status and their current institutional affiliation. This should appear on a separate covering page since manuscripts will be sent out anonymously to outside readers. Manuscripts will not be returned to the authors.

Articles submitted to *Africa Development* should be original contributions and should not be under consideration by another publication at the same time. If an article is under consideration by another publication the author should inform the editor at the time of submission.

Authors are entitled, free of charge, to two copies of the issue in which their article appears and 20 off-prints of their article.

Avis aux auteurs

Les manuscrits soumis à *Afrique et Développement* devront être dactylographiés en double interligne fournis en deux (2) exemplaires. Une disquette de 3 1/2 pouces de préférence compatible MS Dos, accompagnée du manuscrit est exigée. Eviter un formatage excessif du texte. Les cartes, diagrammes et graphiques devront être envoyés sous forme de prêt-à-photographier. Les données utilisées pour tracer les diagrammes et graphiques devront également nous parvenir. Nous vous prions d'utiliser le système de référence de Harvard (auteur - date) pour ce qui est des références bibliographiques; par exemple:

Il est intéressant de noter que... le mot pour «tribu» n'existe pas dans les langues indigènes d'Afrique du Sud (Mafeje 1971:254).

N.B.: La bibliographie doit répertorier tous les travaux cités dans le corps du texte par l'auteur.

Un résumé de 150 à 200 mots indiquant le problème fondamental de recherche ainsi que les principaux résultats et conclusions doit accompagner les articles pour des fins de traduction en anglais ou en français. Les articles ne se conformant pas à ce format verront leur traitement rallongé.

Les auteurs doivent indiquer leur nom au complet, leur adresse, leur situation académique ainsi que leur rattachement institutionnel actuel. Ces informations doivent figurer sur une feuille à part puisque les articles seront envoyés aux arbitres à l'extérieur dans l'anonymat. Les manuscrits ne seront pas retournés aux auteurs.

Les articles soumis à *Afrique et Développement* ne doivent pas l'être à d'autres périodiques au même moment et doivent être une contribution originale. Si un article était déjà soumis à un autre périodique, l'auteur devra en informer le Rédacteur en Chef.

Les auteurs reçoivent gratuitement deux exemplaires du numéro dans lequel leur article est publié ainsi que 20 tirés-à-part de leur article.

Contents / Sommaire

Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

Guerriers et marchands: éléments pour une économie politique des conflits en Afrique

Hakim Ben Hammouda

Enjeux économiques, conflits africains et relations internationales

Mamadou Koulibaly

**Resources, Population and Conflicts:
Two African Case Studies**

Cyril I. Obi

**Ethnicity, Governance and Prevention of
Conflict: State of the Issue and Research
Perspectives**

Eric Masinde Aseka

**Vers une économie politique des conflits au
ras du sol**

Jean-Marc Ela

**Civil-Military Relations in the Transition
to Democracy: The Case of Mozambique**

Joao Bernado Honwana

Book Review

**The Lugano Report: On Preserving Capitalism in
the Twenty-First Century**

Claudio Schuftan

ISSN 0850 3907

